

# VALEURS

Direction de la prospective et du dialogue public

## LES CLIVAGES DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

### STATUT SOCIO-ÉCONOMIQUE, RELIGION, EUROPE ET MONDIALISATION



# LES CLIVAGES DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

STATUT SOCIOÉCONOMIQUE, RELIGION, EUROPE ET MONDIALISATION

---

## SOMMAIRE

<b>Fiche Introductive</b>	Présentation & synthèse	p.5
<b>Fiche 1</b>	La fierté de sa nationalité en France et dans les pays de l'UE	p.9
<b>Fiche 2</b>	Appartenir à la France ou à l'Europe ?	p.13
<b>Fiche 3</b>	Les religions unies ? Les cas du mariage pour tous et de l'euthanasie	p.17
<b>Fiche 4</b>	La France, l'ouverture et la mondialisation	p.21
<b>Fiche 5</b>	Le divorce entre les citoyens et les hommes politiques	p.25
<b>Fiche 6</b>	Les adolescents et la police : entre quartier et religion	p.29
<b>Fiche 7</b>	Les adolescents et l'école	p.33
<b>Fiche 8</b>	La France, un des pays du monde les plus indifférents à Dieu	p.37
<b>Fiche 9</b>	Évolution de la laïcité comme principe dans l'opinion en France (2003-2015)	p.40
<b>Fiche 10</b>	La religion, la loi et l'État chez les musulmans : Pew, une étude mondiale	p.45
<b>Fiche 11.</b>	La religion et les valeurs chez les musulmans : une étude mondiale	p.49
<b>Fiche 12</b>	Quelle est l'image de l'État islamique dans l'opinion des européens ?	p.53
<b>Fiche 13.</b>	Les valeurs des jeunes adultes : individualisme et morale en France (1981-2008)	p.57
<b>Fiche 14</b>	Fondamentalisme et relations entre groupes religieux en Europe	p.61
<b>Fiche 15.</b>	Les sens de la laïcité et la proximité partisane	p.65



## PRÉSENTATION & SYNTHÈSE

*Sebastian Roché, directeur de recherche au CNRS, Sciences Po Grenoble.*

Cette étude présente un panorama de résultats déjà publiés, issus d'enquêtes réalisées au cours des dix dernières années.

En tous temps et en tous lieux, les sociétés sont travaillées par des clivages. Quels sont ceux qui affectent la société française aujourd'hui, et comment les comprendre ?

En une série de « fiches » qui jettent une lumière directe sur certains d'entre eux, ce recueil tente sinon de résumer toutes ces tensions du moins de les objectiver par le recours à des enquêtes quantitatives, de les mesurer.

L'enjeu de ce travail est évidemment de pointer le contenu de thèmes autour desquels une discussion et parfois un affrontement s'organisent, et d'identifier à quelle « vision du monde » pour utiliser une expression du sociologue Max Weber (*Weltanschauung*), ils se rattachent, plutôt économiques, politiques ou moraux par exemple. Il est aussi de saisir l'ampleur de ces clivages, d'une part, c'est-à-dire l'envergure de la séparation entre différents groupes sociaux. Enfin, le but est également, de saisir quels sont les groupes humains qui s'opposent, quelle est la définition de ces groupes, s'agit-il de groupes socioprofessionnels, religieux, de personnes rassemblées par leurs convictions politiques ? Les fiches sont construites à partir de résultats de sondages d'opinion, réalisées par des centres de recherches ou des médias, le plus souvent avec des instituts de sondage. Les fiches sont désignées par leur numéro. Les sources principales de ce travail sont présentées dans chacune des fiches, afin que le lecteur puisse éventuellement s'y reporter et approfondir son jugement.

### CADRES D'APPARTENANCE ET RAPPORT AUX INSTITUTIONS

#### **L'attachement à la nation et l'attraction pour l'ennemi public**

Les clivages politiques sont abordés dans plusieurs fiches. La première question, essentielle, porte sur le sentiment d'appartenance à des entités territoriales, au premier rang desquelles l'État-Nation. En effet, le système politique a pour fondation la reconnaissance d'une appartenance à une collectivité de nature politique, et de mécanismes d'expression de ses préférences. La question du sentiment d'être un national est abordée soit de manière positive (par des mesures de l'adhésion) soit négative (par des mesures de son rejet ou de l'allégeance à d'autres collectifs). Ainsi, en va-t-il de la fiche n°12 qui teste l'attraction pour l'État Islamique, la fiche n°2 qui s'interroge sur l'appartenance à la France ou à l'Europe, et la n°1 sur la fierté d'être français.

Mis côte à côte, ces résultats d'enquêtes nous livrent un portrait clair. L'État-Nation est un cadre de référence et d'identification central pour les Français (F1). Entre trois quarts des citoyens sont fiers d'être Français, et même près des quatre-cinquième (en 2008 suivant l'enquête sur les valeurs EVS, et également après les attentats de janvier 2015 à Paris). Le pays-nation surpasse tous les autres cadres possibles d'identification, l'Europe aussi bien que la ville où l'on réside (F3). Durant les dernières années ce sentiment progresse même un peu. Cette adhésion à l'État-Nation semble liée au péril perçu. L'Europe, le monde sont vus comme des menaces par de larges segments de la population (58% à 61% en moyenne, [F4]). La préférence pour la nation protectrice est largement modulée par le statut socioéconomique, les cadres s'y reconnaissant deux fois moins que les ouvriers. L'État-Nation est tout aussi important pour les autres peuples européens, à l'exception de la Bosnie ou l'Ukraine qui sont déchirés entre différents peuples. Cependant, ces chiffres élevés ne doivent pas cacher que 10 à 20% des nationaux ne se reconnaissent pas d'abord et avant tout dans le cadre de l'État-Nation.

On sera frappé par l'attraction de la figure de l'ennemi public du pays, l'État Islamique qui tente d'ériger son Califat. En France, nettement plus qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni, une partie de la population ne rejette pas cette organisation : 16% en ont une opinion favorable en 2014, certes avant l'année des attentats de Paris qui auront probablement érodé cette image. Dans la jeunesse, la sympathie est encore plus élevée. La valeur citée se situe dans la même fourchette que celle des personnes ne se reconnaissant pas dans l'État-Nation. De plus, on sait par les études sur les valeurs (EVS) chez les 18-29 ans en France, sous un angle un peu différent qu'une partie non négligeable de l'opinion (10% en moyenne) trouve le terrorisme justifié, en certaines circonstances, en moyenne sur la période de 1981 à 2008. Ce pourcentage est plus fort chez les personnes se définissant comme musulmanes (F13).

Si la population se sent française à l'unisson ou presque, elle partage tout autant une déception vis-à-vis de la classe politique. Les responsables apparaissent largement indifférents aux souffrances et inquiétudes (89% des sondés le disent en 2014 contre 42% en 1977). Les trois quarts des personnes pensent que la démocratie fonctionne mal, une augmentation de moitié depuis 2003 (F5). Tous les groupes socioéconomiques adhèrent à cette vision négative, seuls les cadres y échappent partiellement.

### **Les adolescents en tant qu'usagers de la police et l'école**

Les adolescents eux aussi ont des rapports tendus avec les administrations de l'école et de la police. Ils n'imaginent pas être policiers dans le futur, et à peine la moitié d'entre eux pense que la police défend les valeurs auxquelles ils croient (F6). Si la plupart des collégiens et lycéens continue à penser que la police doit être obéie et qu'on peut lui faire confiance, la taille du groupe qui pense le contraire est si importante (entre 37 et 43%) qu'elle traduit dans cette tranche de population une véritable crise de légitimité. Cette dernière est plus accentuée, de surcroît, dans les groupes minoritaires. Le portrait de l'école est semblable, quoiqu'exprimant un clivage moins intense (F7) : une majorité s'y sent bien et s'y implique, mais ce n'est pas le cas pour une proportion située entre un quart et un cinquième. Les opinions des adolescents dépendent pour une large part de leurs conditions de vie : ceux qui vivent dans des quartiers défavorisés et marqués par les désordres sont très critiques vis-à-vis des administrations, et de la police en particulier (F6). Le clivage socioéconomique isolé chez les adultes se retrouve chez les plus jeunes.

La conclusion intermédiaire qu'on doit tirer est plutôt simple, et se décline en deux temps. D'abord, la population est attachée à son pays très largement, mais pas à ses élites politiques qui l'ont abandonnée. Les jugements par les jeunes usagers sur les administrations sont très mitigés. Le constat est encore plus marqué en bas de l'échelle sociale. Ceci constitue un handicap considérable, car dans une situation où il faut décider des orientations pour un pays, que ce soit en matière d'Europe ou de diversité religieuse, les responsables apparaissent dépourvus de crédibilité, et leurs prises de positions publiques ne peuvent, dans ces conditions, pas faire autorité. Ensuite, bien qu'une partie importante des personnes se reconnaissent dans leur pays, certains ne le font pas. Or, la crise de leadership politique ruine par avance la légitimité des propositions du gouvernement pour renforcer la cohésion, poussant en conséquence les dirigeants à se voiler dans des postures de gardiens du temple faites de détermination et d'intransigeance.

## **LE MONDE ET LES VALEURS**

### **Vision du monde : séculière et religieuse ?**

Le second enseignement des fiches porte sur la vision du monde (religieuse ou séculière), les valeurs et les mœurs, et fait une place importante à la religion dans le but de présenter différentes facettes. En effet, la religion est à la fois une institution, un dogme, un ensemble de rituels, une communauté de personnes et leurs valeurs. Deux aspects sont principalement traités : la relation à la loi civile ou au gouvernement civil, d'une part, et, d'autre part, aux valeurs morales.

Il n'est pas inutile de rappeler une chose essentielle : l'indifférence à Dieu caractérise la France. Notre pays fait partie des pays du monde qui sont les plus indifférents à Dieu, et même les plus « athées convaincus » (F8). Ceci reste vrai en Europe : seule la République Tchèque nous ressemble dans son opposition à la religion. De plus, la vision religieuse du monde décline, en moyenne en France, de 2005 à 2012. Ceci n'est pas contradictoire avec la véhémence du débat qui entoure la croissance de l'islam, bien au contraire : une religion minoritaire progresse à contre-courant non seulement de la religion majoritaire, mais surtout de la majorité irreligieuse. On constate effectivement que les français sont très attachés à la mise à distance de la religion dans la vie quotidienne, et même de plus en plus. Il en va ainsi de l'interdiction des signes religieux à l'école qui rallie 58,5% des suffrages en 2003 et 85 en 2005 (F9). L'interprétation de la laïcité, un terme très polysémique, est ainsi très clivée politiquement : la gauche y voit une liberté de religion, la droite une interdiction de manifester sa croyance (F15).

Mais, comment mieux comprendre la crainte par rapport au « retour de la religion » sous la forme de l'islam ? Plutôt que de partir uniquement des représentations de cette religion par la majorité (non musulmane par définition) en France, les fiches présentent la diversité de la religion d'Allah à travers le monde, et les valeurs sociales qui sont associées avec la religiosité. Le résultat essentiel qu'on peut y lire consiste en la différence entre deux aspects : la relation de la religion à la politique, la relation de la religion aux valeurs. Il apparaît clairement que concernant l'idée d'une loi civile dérivant directement de la religion (la sharia comme loi officielle), on ne saurait trouver d'homogénéité de convictions dans le monde musulman. La population des pays d'Europe du Sud-Est y est très rarement favorable (12 à 20%), les pays d'Afrique du Nord plus tentés (56-83%) et l'Irak et l'Afghanistan complètement acquis (F10). Le sécularisme ou son rejet existent tout autant suivant l'aire géographique considérée. L'homogénéité du monde musulman est nettement plus forte pour ce qui concerne la foi et les valeurs (F11). Dans tous les pays sauf certains du Sud-Est de l'Europe (l'Albanie en particulier), l'idée qu'il n'y a qu'une seule vraie foi qui permet d'accéder au Paradis, et la nécessité de croire en Dieu pour être moral sont répandues très largement. La vertu est avant tout civile en Occident, elle est d'abord religieuse dans les pays musulmans. Les comportements sont jugés en fonction de leur pureté religieuse, il en va ainsi de l'homosexualité ou l'avortement. En France ou en Allemagne, respectivement 8 à 19% pensent que ces comportements sont « moralement mauvais » contre 57 à 97% dans les pays musulmans, y compris en Europe du Sud-Est (F11).

Les études EVS sur les 18-29 ans (F13) montrent qu'on retrouve en France des différences fortes en valeurs suivant les dénominations religieuses. Les musulmans adhèrent le moins à l'individualisation, c'est-à-dire au fait que les personnes font des choix individuels plutôt qu'ils ne s'en remettent à une autorité supérieure. Ils sont les moins permissifs en matière de mœurs, c'est-à-dire qu'ils rejettent le plus le divorce, l'avortement, l'homosexualité. Sur certains thèmes cependant, les religions peuvent se rejoindre contre les athées (F3). Ainsi, concernant l'homosexualité ou le mariage gay, le clivage suivant les visions du monde se manifeste entre religieux et séculier. Les travaux comparatifs en Europe confirment que les musulmans sont nettement plus investis dans leur foi et qu'ils la réfèrent aux origines. Leur niveau de fondamentalisme est nettement plus élevé que celui des chrétiens (F14). Ces distances en valeurs entre groupes religieux et athées sont très prononcées et ancrées, il ne s'agit pas de simples opinions susceptibles d'évoluer en fonction des événements, mais d'éléments dans une vision du monde stabilisée.

## CONCLUSION

### L'affirmation des identités sociales et les clivages politiques

En conclusion, nous savons que les individus se sentent appartenir à des groupes sociaux, développent des identités sociales souvent multiples, et que les contextes influencent l'affirmation de ces identités. Nous avons pris le parti de diviser les clivages entre ceux qui sont plutôt sociaux et ceux qui ont une nature plus politique au sens institutionnel. Les clivages sociaux séparent, sur un thème ou l'autre, les groupes socio-économiques, ethniques, religieux ou politiques, par exemple, c'est à dire les groupements humains à l'intérieur d'un État et des

métropoles. Les clivages observés dans les fiches portent sur la question des valeurs, l'égalité de traitement des personnes. La vision du monde y joue une grande place, les plus tolérants sont les athées ou les indifférents à Dieu. Les catholiques se distinguent des musulmans, car pour ces derniers la manière de vivre leur religion est plus encore orientée par un dogme qui tend à unifier leurs valeurs. Cet affrontement en valeurs tend à se durcir principalement entre ceux qui ne voient pas l'utilité de Dieu et ceux qui s'orientent essentiellement en son nom.

Les clivages politiques traitent des rapports de la société au système politique. On peut les scinder en sous-ensembles : le rapport à la nation versus l'Europe et la mondialisation, les citoyens ordinaires et les élites politiques (l'État, son personnel). Tous ces clivages ne sont pas nécessairement cumulatifs. Les gouvernants et les gouvernés pourraient, en dépit de statuts inégaux, partager une même vision du développement économique du pays, de sa place dans le monde, des relations entre l'entreprise et ses salariés. Mais, tel n'est pas le cas. Les sondés s'identifient bien à la France et se sentent menacés par la globalisation et l'Europe. Les gouvernés, en particulier au bas de l'échelle sociale, se sentent trahis par leurs responsables politiques. Ici, les clivages sont d'abord socioéconomiques, et transposés dans le champ politique.

Tous ces clivages traversent la société, structurent le débat dans les arènes politiques et, probablement, dessinent le visage de la France d'une époque, tout comme de ses grandes métropoles. Suivant les mouvements qui sortiront victorieux, plus ou moins totalement, les contours politiques, économiques et moraux du pays seront bien différents. Le pays sera plus ou moins européen, plus ou moins ouvert à la diversité religieuse, plus ou moins traversé de crises politiques.



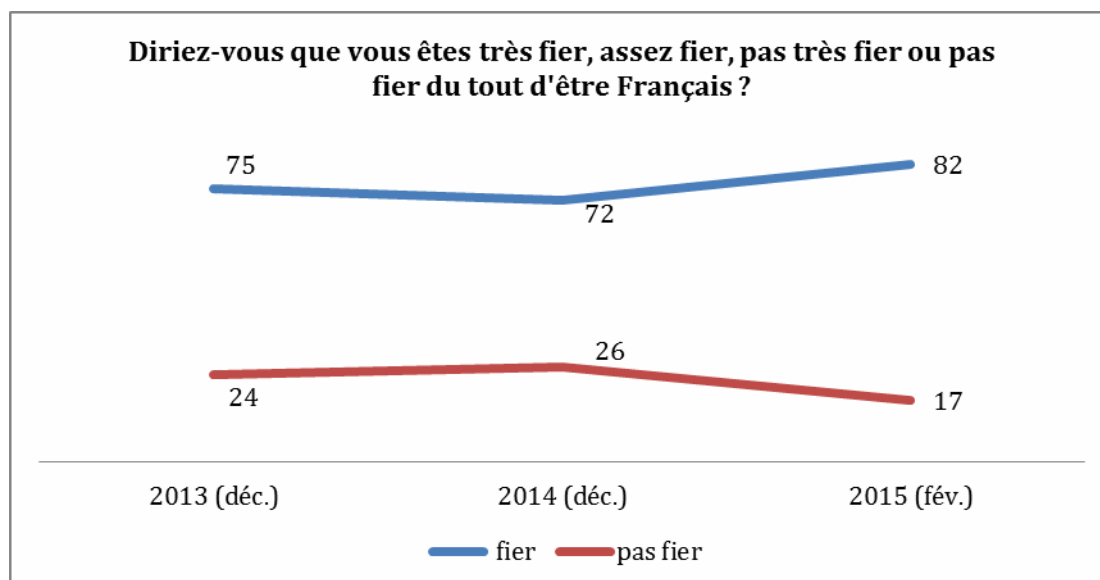
Fiche 1

## LA FIERTÉ DE SA NATIONALITÉ EN FRANCE ET DANS LES PAYS DE L'UE

Les citoyens reconnaissent appartenir à des cadres territoriaux et politiques (cf. fiche n°10). Et, en France, ils le font surtout en référence à la France. Mais, sont-ils émotionnellement attachés à leur pays, se vivent-ils comme des patriotes, fiers d'être français ? Le patriotisme est-il une particularité française, la fierté est-elle plus forte que chez nos voisins et les autres pays européens ?

S'il y a une crise d'identité de la France, elle ne se traduit pas par une diminution de la forme particulière d'attachement que traduit la fierté d'y appartenir pour les citoyens. Le Cevipof a posé à plusieurs reprises ces dernières années une question identique pour ses baromètres : « Diriez-vous que vous êtes très fier, assez fier, pas très fier ou pas fier du tout d'être Français ? ». Les résultats montrent une fierté élevée de l'ordre des trois quarts des sondés, qui augmente de quelques points après les attentats de janvier 2015, qui ont, semble-t-il, contribué à renforcer l'idée nationale (cf. figure n°1).

Figure n°1 Étude Cevipof : « Diriez-vous que vous êtes très fier, assez fier, pas très fier ou pas fier du tout d'être Français ? », 2013, 2014 et 2015, France.



Les enquêtes sur les valeurs des européens (EVS) permettent d'étendre le regard. La comparaison avec les autres pays européens conforte dans l'idée que la fierté d'appartenir à son pays est la règle plutôt que l'exception. Seuls les nationaux sont interrogés sur leur fierté, les pourcentages EVS n'incluent donc pas les étrangers. La dernière vague date de 2008, les résultats en sont extraits (cf. figure n°2).

La fierté d'appartenir à son pays est la plus fréquente dans différents petits pays tels que l'Albanie, l'Arménie, l'Autriche par exemple. Elle est la plus faible au Kosovo ou encore au Royaume-Uni, en Ukraine ou en Turquie, peut-être du fait d'une diversité ethnique de peuplement. Mais, aucune explication des variations de cette fierté n'a été donnée par les auteurs de ces études.

Céline Belot, chercheur au CNRS-Sciences Po Grenoble, a rapproché les pourcentages de « très fiers » et le fait de dire que, pour être d'un pays (français par exemple), il est très important d'y être né ou y avoir des origines, et remarqué une corrélation modérée (figure n°3). Ce résultat signifie que la fierté est le plus souvent forte dans les pays où les habitants sont nombreux à se définir par leurs racines dans le pays, en référence à une « nation ethnoculturelle ». Cette définition s'oppose, en philosophie, à l'idée de nation politique de Renan qui repose sur une

volonté de vivre ensemble quelques soient les origines. Prenons deux pays extrêmes sur le graphique n°3 : le Kosovo est un pays où les habitants sont « très fiers » et nombreux à dire qu'ils se définissent par leurs racines. Inversement, les Pays-Bas sont un des pays où l'on affiche rarement une grande fierté, et où, corrélativement, rares sont ceux qui pensent la nation en référence à un ancrage ethnoculturel (être né, avoir des origines).

Figure n°2 « Diriez-vous que vous êtes fier d'être citoyen [national] ? Diriez-vous très fier, assez fier, pas très fier, pas fier du tout ? » EVS, 2008.

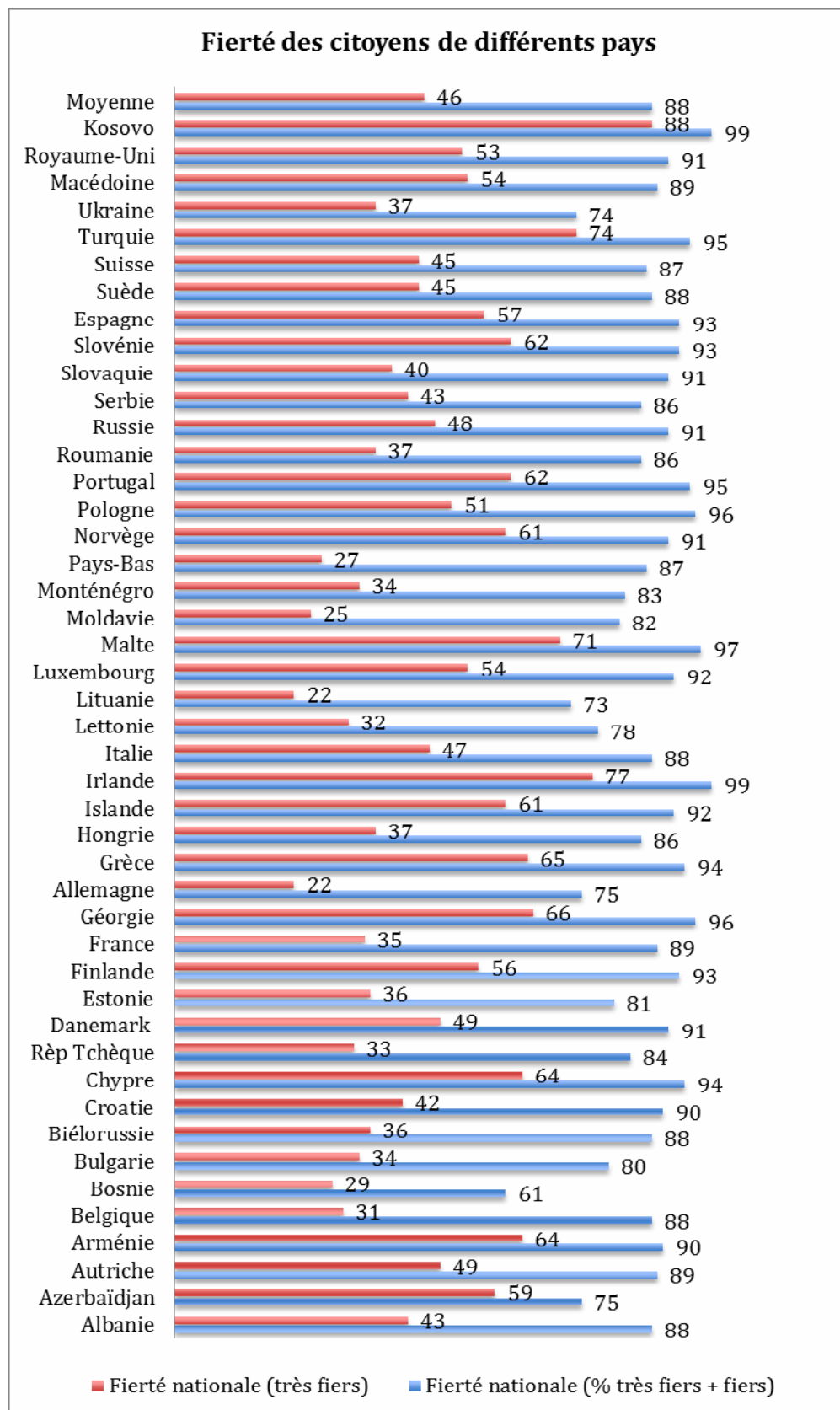
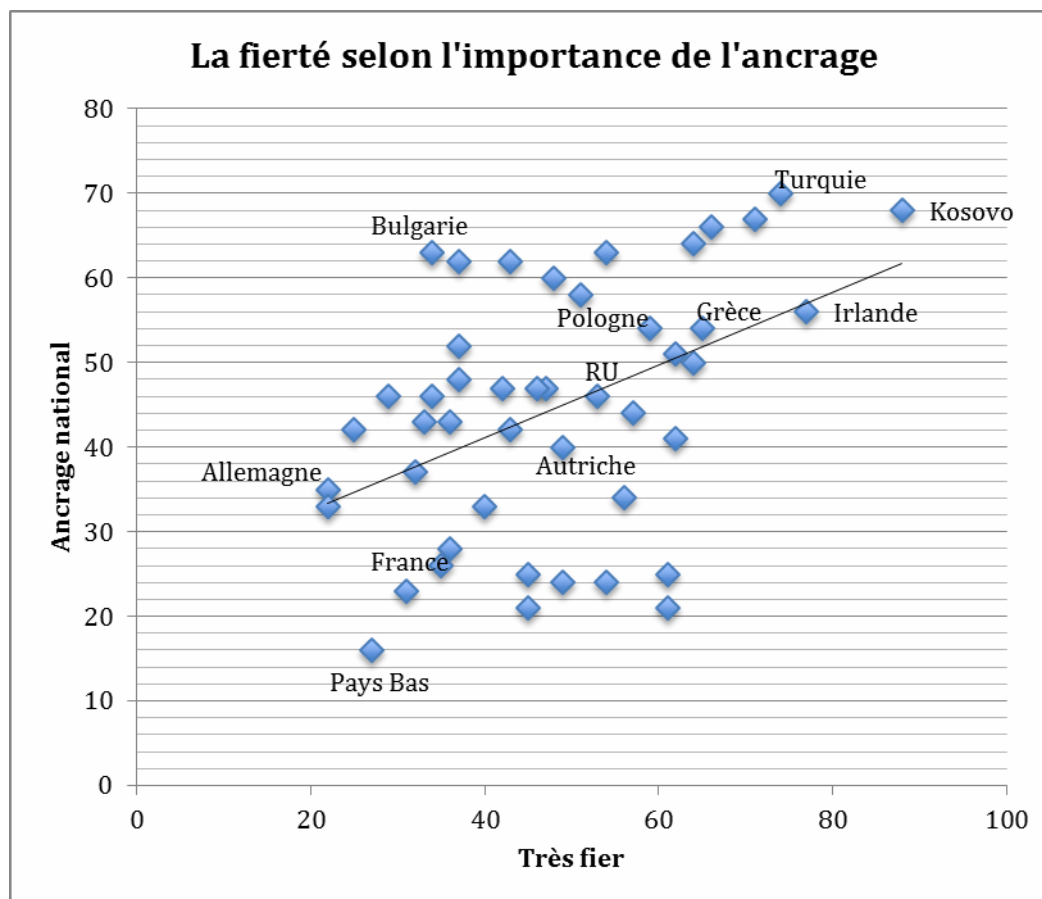


Figure n°3 EVS, Questions : « Diriez-vous que vous êtes fier d'être citoyen [national] » (% très fier), et « Certaines personnes estiment que pour être vraiment [National], il est important de posséder certaines des caractéristiques suivantes » (% y être né, avoir des origines), 2008.



## CONCLUSION

Les citoyens français sont fiers de l'être pour une large majorité d'entre eux. Ils se situent à un niveau qui est proche de la moyenne des pays étudiés (89% sont fiers ou très fiers pour la France, 88% pour la moyenne des pays). Cette attitude de fierté est la règle en Europe, et souffre peu d'exceptions, sauf dans des cas comme la Bosnie ou l'Ukraine, des pays qui sont marqués par de profondes divisions ethniques. Les citoyens sont d'autant plus fiers qu'ils portent une vision ethnoculturelle de la nation (fondée sur des origines ethniques et culturelles, une histoire, une langue partagée).

### Liste et méthodologie des sondages

EVS. Étude Valeurs des Européens (2008) auprès d'échantillons représentatifs des pays participants (18 ans et plus) et administrés en face à face. Le volet français comporte 3071 individus, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon une méthode mixte, la moitié étant issue d'un tirage aléatoire à partir de 250 points répartis sur le territoire français et d'une autre moitié obtenu par la méthode des quotas (âge, sexe, profession, niveau d'études). Pour la France voir <http://www-sciences-po.upmf-grenoble.fr/index.php?page=enquete2008> et pour l'ensemble des 47 pays se reporter à <http://www.europeanvaluesstudy.eu/page/survey-2008.html>

Enquête opinionway pour le Cevipof, vague 6bis, réalisée auprès d'un échantillon de 1524 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrites sur les listes électorales. Ces personnes avaient déjà répondu à la vague 6. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, après stratification par région de résidence et taille de commune. Interrogation en ligne, système Cawi (Computer Assisted Web Interview).

Belot, Céline, "Identité et fierté nationales", in : Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier (eds.), *Atlas des Européens*, Paris : Armand Colin, 2013, p.14-15.



Fiche 2

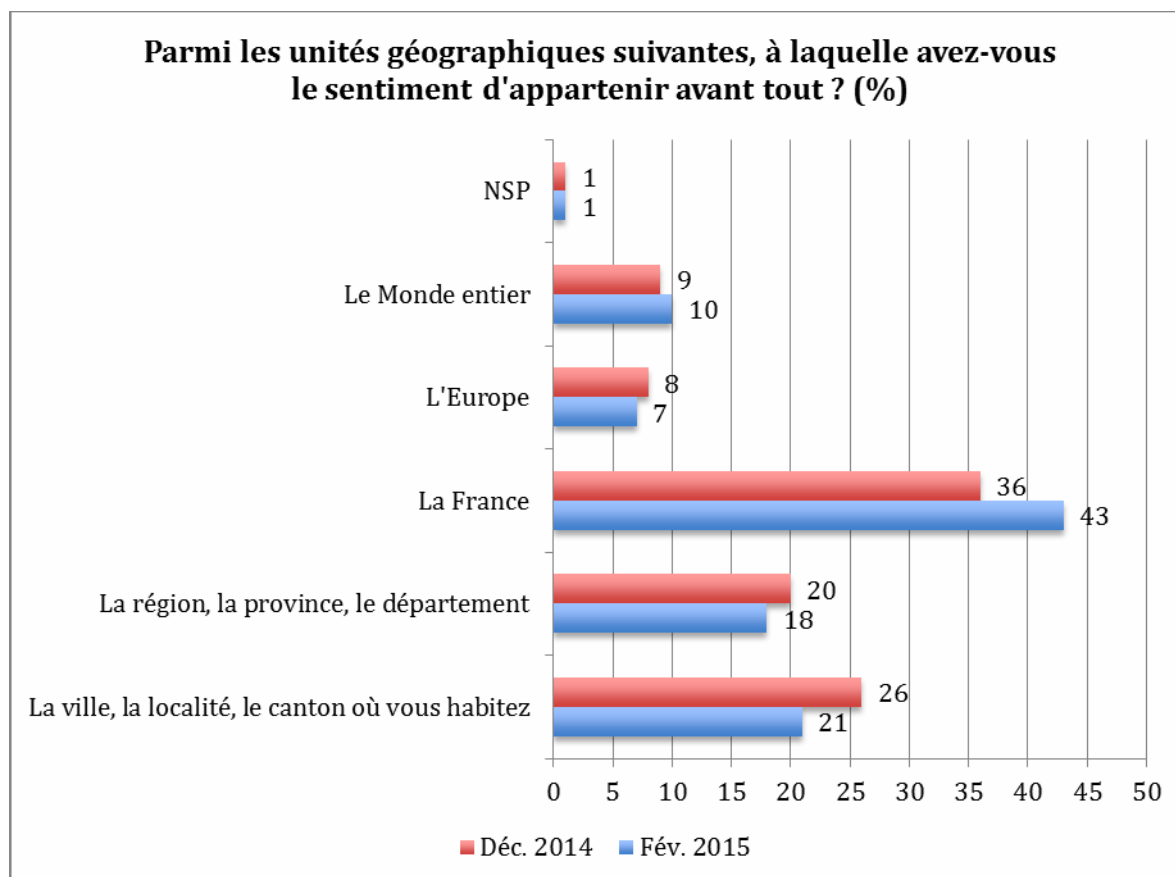
## APPARTENIR À LA FRANCE OU À L'EUROPE ?

Les États-Nations semblaient une forme stabilisée, sinon la forme politique de référence. Leur pertinence a été bousculée par différentes évolutions. D'une part, on observe des mouvements de population en Europe et en dehors de l'Europe. Il faut y ajouter, d'autre part, les effets de la globalisation ainsi que l'émergence puis la consolidation de l'Europe politique, combinée à l'émergence d'instances internationales comme sources de droit s'imposant aux États. Enfin, des identités locales et régionales s'affirment.

Dans ce contexte nouveau, les personnes développent-elles des identités territoriales, et donc politiques, multiples ? Ou bien certaines identités s'effacent-elles au profit d'autres ? Et, particulièrement, l'Europe se fait-elle contre la citoyenneté nationale ? Lorsqu'on interroge les français sur les espaces auxquels ils ont le sentiment d'appartenir en priorité, certains niveaux s'affirment au détriment d'autres.

Le Cevipof, un centre de recherche de Sciences Po Paris, a posé une telle question à plusieurs reprises ces dernières années pour ses baromètres, et donné le choix entre être citoyen du monde, de l'Europe, de la France, d'un niveau intermédiaire comme la région, du lieu d'habitation comme la ville. Avec une formulation exclusive (qui interdit donc la multi appartenance), la France arrive loin devant les autres cadres d'identification (cf. figure n°1). Elle est suivie, d'un peu loin, par le niveau intermédiaire, puis par la localisation la plus proche du répondant (la ville, la commune, le canton). Les espaces nouveaux, comme l'Europe, ou plus larges (le monde) n'attirent que 7 à 10 % des suffrages chacun. En France, on se sent avant tout Français ou appartenir à des morceaux de la France.

Figure n°1 Étude Cevipof : « Parmi les unités géographiques suivantes, à laquelle avez-vous le sentiment d'appartenir avant tout ? », 2014 et 2015, France.



Une autre manière de poser la question consiste à autoriser les appartenances multiples. Certes, on se sent d'abord français, mais pour autant cela n'interdirait pas de se sentir aussi partie d'un autre niveau territorial supérieur, l'Europe. Le Cevipof l'a également expérimenté. Une première façon de poser la question conduit à proposer trois choix : « seulement français », « plus français qu'europpéen » ou « autant européen que français (figure n°2). Ceux qui excluent tout autre appartenance que française sont alors environ un tiers. Ceux qui valorisent surtout la France (plus français qu'europpéen) forment un second tiers. On peut donc dire qu'une dominante centrée sur la France rassemble les deux tiers de l'échantillon. Enfin, le troisième tiers est composé de ceux qui acceptent l'idée d'une dualité égale d'appartenance (autant français qu'europpéen).

Figure n°2 Étude Cevipof « Vous personnellement, vous sentez-vous ... ? » « Seulement Français, Plus Français qu'Européen, Autant Européen que Français » 2013, 2014 et 2015, France.

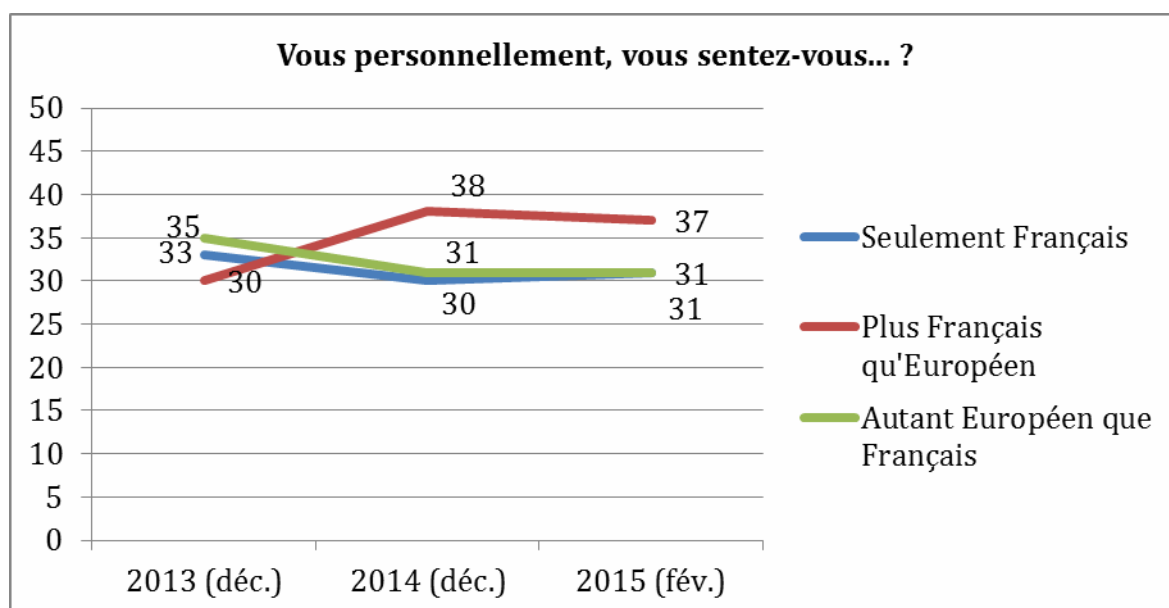
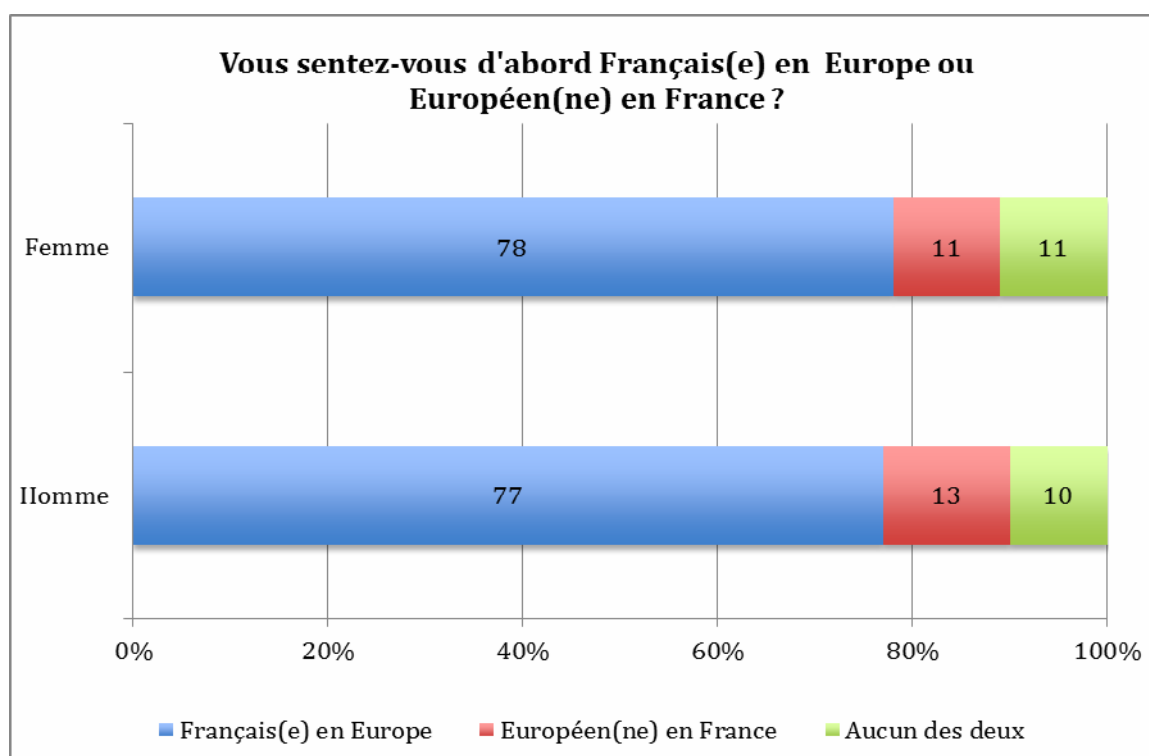
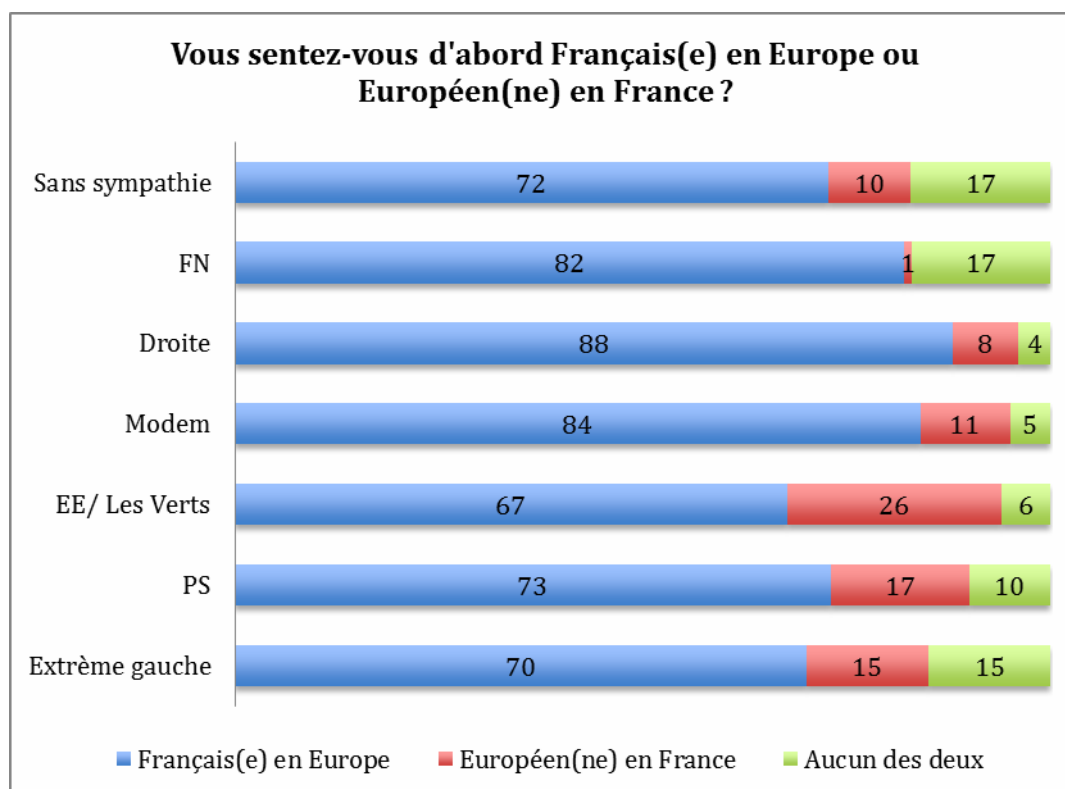


Figure n°3 Sondage Opinionway « Vous sentez-vous d'abord Français(e) en Europe ou Européen(ne) en France ? » 2012, France.



Une seconde manière de composer les identités est offerte par une formulation nouvelle : Vous sentez-vous d'abord Français(e) en Europe ou Européen(ne) en France ? De cette manière on peut choisir entre « Français(e) en Europe », « Européen(ne) en France » ou « Aucun des deux ». L'idée ici est de retenir l'appartenance qui teinte le plus l'autre, l'appartenance dominante pourrait-on dire. En procédant ainsi on obtient des résultats proches : 77% des hommes et 78% des femmes se sentent « françaises en Europe », marquant clairement la préférence donnée à la France, le choix inverse ne recueillant que 11 à 13 % des voix. La préférence partisane (cf. figure n°4) affecte les identifications, les sympathisants FN étant les moins nombreux à accepter la prééminence de l'Europe (1%), les écologistes les plus nombreux à le faire (26%). A droite, on est un peu plus identifié qu'à gauche par la nation, mais dans des proportions qui varient de moins de 10 points.

Figure n°4 « Vous sentez-vous d'abord Français(e) en Europe ou Européen(ne) en France ? » 2012, France.



**CONCLUSION.** Quelque soit la manière dont on pose la question, le point d'ancrage identitaire des français, le cadre auquel ils se sentent appartenir, est avant tout la France. Lorsqu'on leur permet de combiner des préférences, entre les deux tiers et les trois quarts des sondés se reconnaissent prioritairement dans le cadre français. L'orientation politique module ces préférences, mais n'annule pas la référence à la France au profit de l'Europe dans aucun électorat. Les États-Nations restent, en Europe, un élément d'identification essentiel en dépit du processus d'intégration européenne.

**Liste et méthodologie des sondages**

Étude baromètre Cevipof réalisée en 2015 auprès d'un échantillon de 1524 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales. Ces personnes avaient déjà répondu à la vague 6. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, après stratification par région de résidence et taille de commune. Mode d'interrogation : en ligne sur système Cawi (Computer Assisted Web Interview).

Étude Opinionway réalisée du 6 au 7 mars 2012 auprès d'un échantillon de 1003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. L'échantillon a été interrogé en ligne sur système Cawi.





## Fiche 3

## LES RELIGIONS UNIES ? LES CAS DU MARIAGE POUR TOUS ET DE L'EUTHANASIE

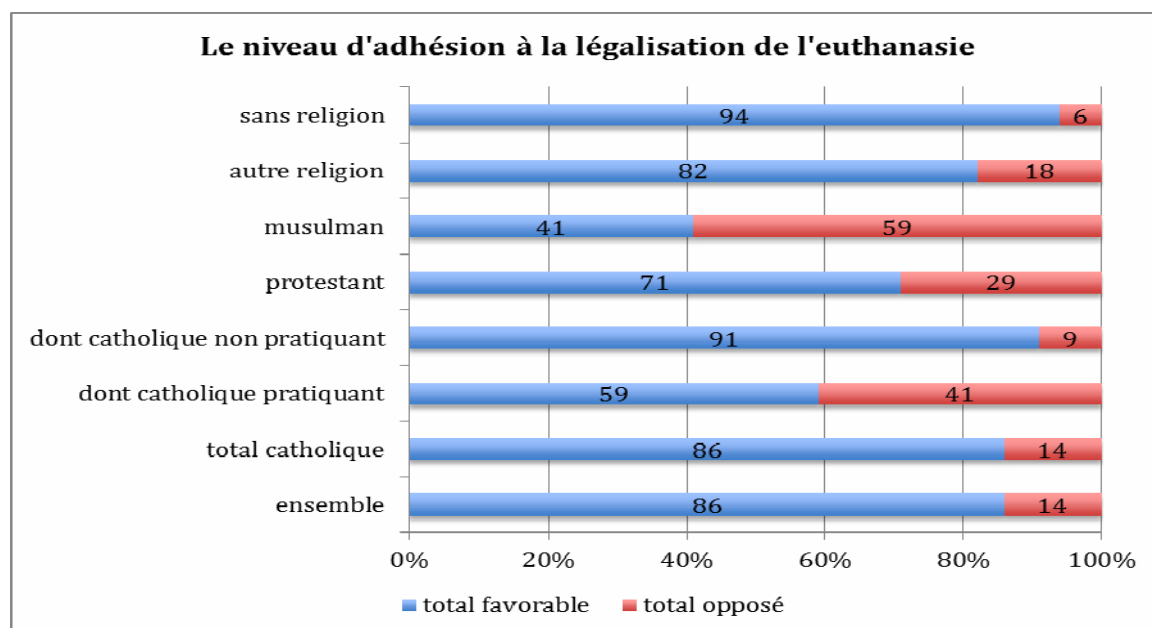
La religion peut aussi bien diviser que rassembler les fidèles de chaque dénomination. Les fiches 2, 3, et 4 ont donné des exemples de clivages articulés par l'appartenance religieuse. Pour autant, on ne saurait ignorer que les différentes fois sont susceptibles de se rassembler autour de causes communes, liées aux valeurs qu'elles invoquent et qu'elles partagent.

Deux thèmes se sont révélés particulièrement marquants pour la société française. D'une part, le débat autour du mariage pour tous, qui a mobilisé largement dans les rues des grandes métropoles françaises en réaction au projet de loi sur le fait d'accorder la possibilité aux homosexuels tout comme aux hétérosexuels de s'unir dans le même cadre du mariage. D'autre part, la question de la fin de vie et de la possibilité pour les médecins d'y jouer un rôle plus actif mais très encadré a également mobilisé les leaders religieux. Dans les deux cas, ils y voient une atteinte profonde à la conception qu'ils se font de leurs religions. Mais, dans quelle mesure retrouve-t-on ces clivages dans l'opinion ?

Des deux enjeux, le second est le mieux documenté. L'Ifop a réalisé un sondage sur un échantillon un peu plus large que d'habitude (2010 personnes) en 2012, ce qui permet de disposer de plus de répondants appartenant aux religions minoritaires, et surtout la principale d'entre elle, l'Islam.

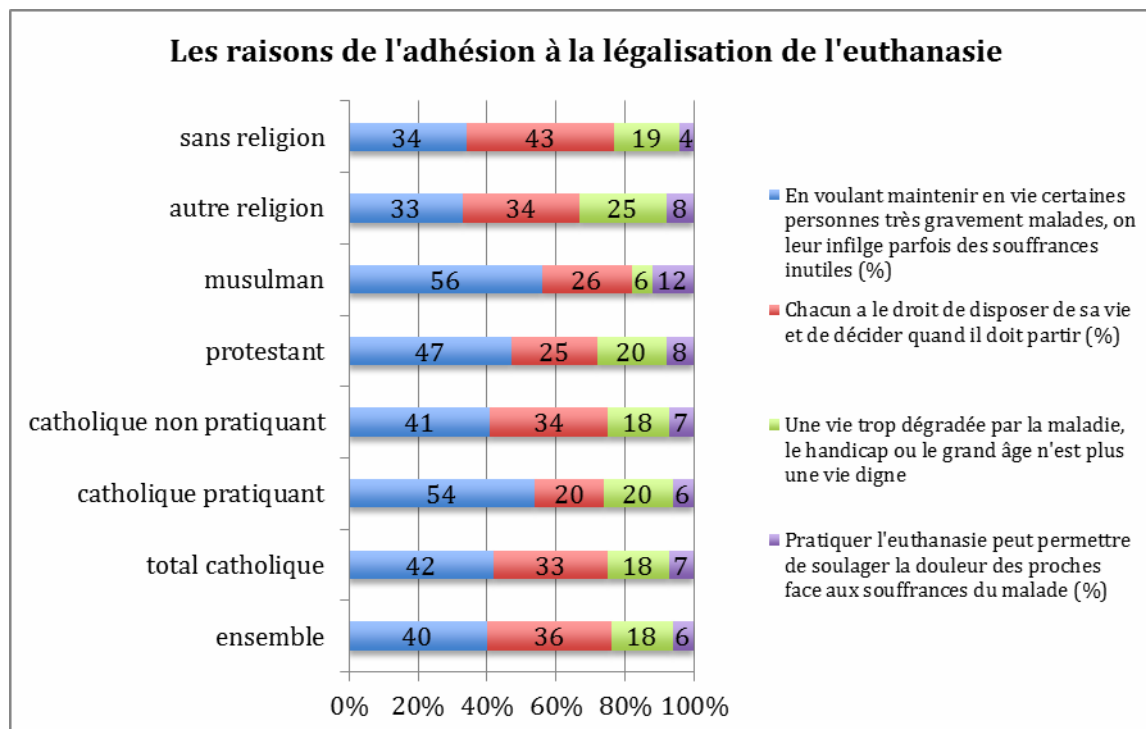
L'institut a utilisé la formulation suivante : « L'euthanasie est une pratique visant à provoquer, sous le contrôle d'un médecin, le décès d'un individu atteint d'une maladie incurable. Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à la légalisation de l'euthanasie ? » (tout-à-fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé, tout à fait opposé). Les personnes « sans religion » se révèlent les plus ouvertes à la légalisation (94%). Elles s'opposent aux deux plus grandes religions, la catholique à condition que les fidèles soient pratiquants (seulement 59% d'approbation) et les musulmans dont on ne distingue pas le niveau de pratique (41% d'approbation). Les chiffres concernant les protestants et autres religions sont difficiles à commenter car leurs tailles dans la population sont très petites (cf. figure n°1).

Figure n°1 « L'euthanasie est une pratique visant à provoquer, sous le contrôle d'un médecin, le décès d'un individu atteint d'une maladie incurable. Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à la légalisation de l'euthanasie ? », Ifop, France, 2012.



Ipsos a proposé des « raisons » aux favorables et aux opposés à l'euthanasie. Les raisons de l'opposition ne peuvent être analysées suivant la religiosité car elle ne rassemble que 14% de l'échantillon. Pour les personnes favorables, on regardera en particulier la modalité qui se réfère au libre choix : « chacun a le droit de disposer de sa vie », qui se réfère directement à une raison non médicale au contraire des deux autres modalités (souffrance, vie dégradée par la maladie). Le fait que le médecin risque de décider à la place du patient rassemble 36% des répondants en moyenne. Mais seulement 20% des catholiques pratiquants et 26% des musulmans. C'est presque la moitié des « sans religion ». En résumé, pour ceux qui ont une religion et y sont attachés, le problème est bien plus rarement la violation du libre choix.

Figure n°2 Les raisons de l'adhésion à la légalisation de l'euthanasie, Ifop, France, 2012 (base : personnes favorables).



Les homosexuels en France se voient de plus en plus largement reconnaître dans l'opinion une place similaire aux hétérosexuels. Depuis 1995, l'idée de leur accorder le droit de se marier a progressé, tout comme celui d'adopter des enfants (bien que ralliant moins de soutiens, cf. figure n°3). Le mariage homosexuel bien qu'ayant largement mobilisé n'a pas donné lieu à de nombreuses enquêtes distinguant adhésion ou rejet suivant la religiosité. Un sondage de l'Ifop en janvier 2013 distingue les résultats sur le droit de se marier suivant la confession et la pratique. Ainsi, les catholiques sont 54% à le reconnaître, les non pratiquants étant 56% et les pratiquants 41%. Les « autres religions », formées pour l'essentiel des musulmans, sont 47 % à l'accorder. Mais, le mélange des religions dans le groupe « autre » interdit de se faire une idée précise.

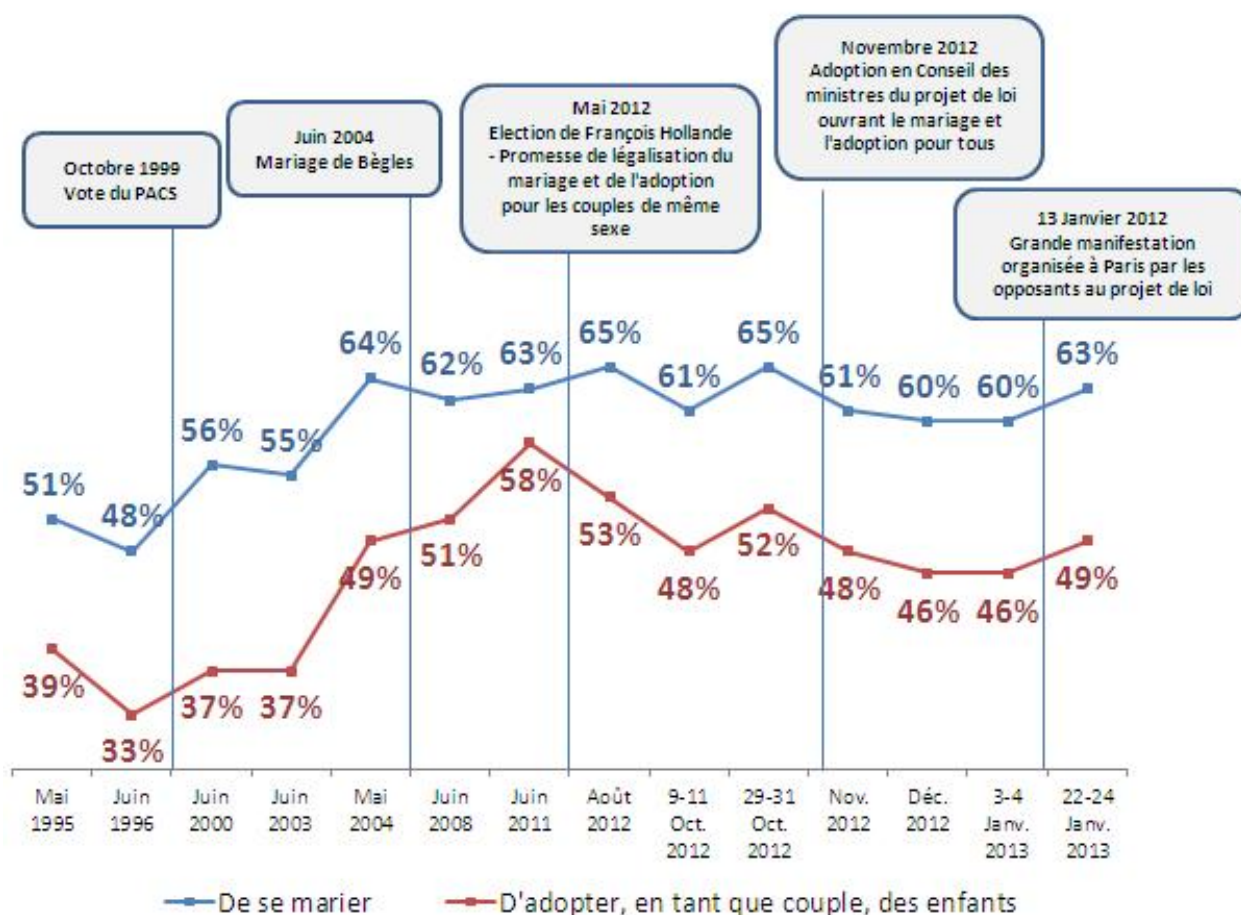
Le sociologue Vincent Tiberj indique qu'en 2012, 15% des personnes en France répondent négativement à la question « L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité » dans l'enquête TriElec, contre 24% en 1973. Mais, ce pourcentage varie nettement suivant l'implication dans la religion : 39% des catholiques pratiquants font partie du groupe des opposants, contre 12% des catholiques pratiquants occasionnels et non-pratiquants. Et, 33% des musulmans déclarés sont dans le même cas, contre 6% des athées. Le fait de ne pas séparer les musulmans en fonction de leur pratique fausse un peu la comparaison, les plus pratiquants seraient logiquement plus opposés au mariage gay.

## CONCLUSION

Sur certaines questions de mœurs et de moralité, les catholiques pratiquants et les musulmans tendent à se rejoindre. Les musulmans restent cependant plus conservateurs sur certains thèmes (plus opposés à la législation sur l'euthanasie, moins prêts à reconnaître l'importance du libre choix) et également conservateurs à propos du mariage homosexuel. Le véritable clivage d'opinion se joue entre les « sans religion », les indifférents à Dieu ou les athées, et ceux qui se réfèrent et pratiquent leur foi.

Figure n°3 Le droit de se marier et d'avoir des enfants pour les homosexuels dans l'opinion, « Vous personnellement, pensez-vous que les couples homosexuels, hommes ou femmes devraient avoir le droit en France ... ? » études Ifop, récapitulatif 1995-2013.

### - Récapitulatif « Total Oui » -



#### Liste et méthodologie des sondages

Étude Ifop pour Le Pèlerin magazine, réalisée du 4 au 13 Septembre 2012. Échantillon de 2010 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI-Computer Assisted Web Interviewing).

Ifop, étude pour Le Pèlerin magazine, réalisée 3 au 4 janvier 2013 Échantillon de 1005 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI – Computer Assisted Web Interviewing).

Sondage TriElec, cité par Vincent Tiberj, Une opposition au mariage pour tous, à contre courant de l'opinion publique, in *Le Monde*, 17/04/2013.



Fiche 4

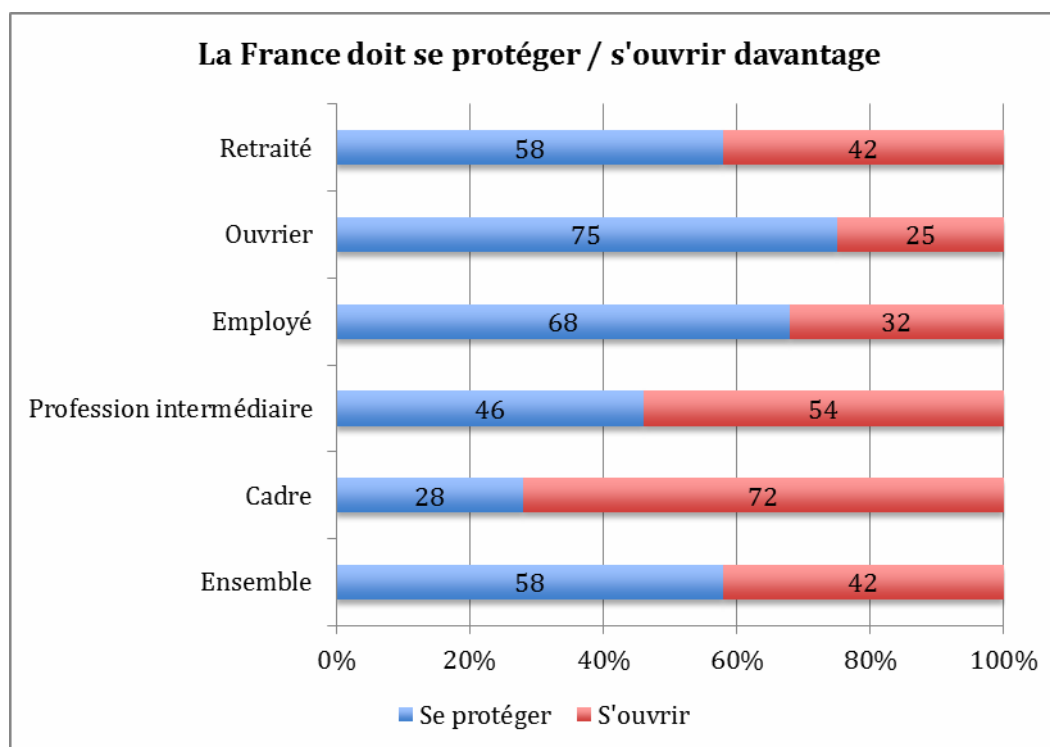
## LA FRANCE, L'OUVERTURE ET LA MONDIALISATION

Les clivages qui traversent la société française sont multiples. Certains concernent les manières de vivre et de croire, d'autres le modèle politique auquel adhérer. La perception des transformations majeures qui affectent le cadre de l'État-nation en constitue un autre type qui pose la question des points d'ancrage des individus. Quelles sont leurs perceptions du cadre national, le sentent-ils menacé par la mondialisation ?

Suivant leur position dans la stratification socio-économique, les français n'ont pas le même sentiment de la nécessité de se protéger pour leur pays. Ainsi, interrogés pour le Cevipof, les répondants ont eu le choix entre une des deux affirmations opposées : « La France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui » et « La France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui ». Les répondants du bas de l'échelle sociale (les ouvriers et les employés) sont les plus inquiets et les plus nombreux à penser que la France doit se protéger. Alors qu'en moyenne 58% des français pensent qu'il faut se protéger, un niveau qui correspond à celui des retraités, le pourcentage chez les employés atteint la valeur de 68.

Et, on trouve même 75% des ouvriers à privilégier un réflexe de protection. Les seuls groupes dans lesquels l'opinion est majoritairement favorable à une ouverture sont les professions intermédiaires et les cadres. Ces deux groupes se caractérisent par des niveaux d'éducation et de revenus supérieurs au bas de l'échelle socio-économique formée des ouvriers et employés. Le clivage est massif entre les deux pôles les plus éloignés : 25% des ouvriers pensent qu'il faut s'ouvrir contre 72% des cadres.

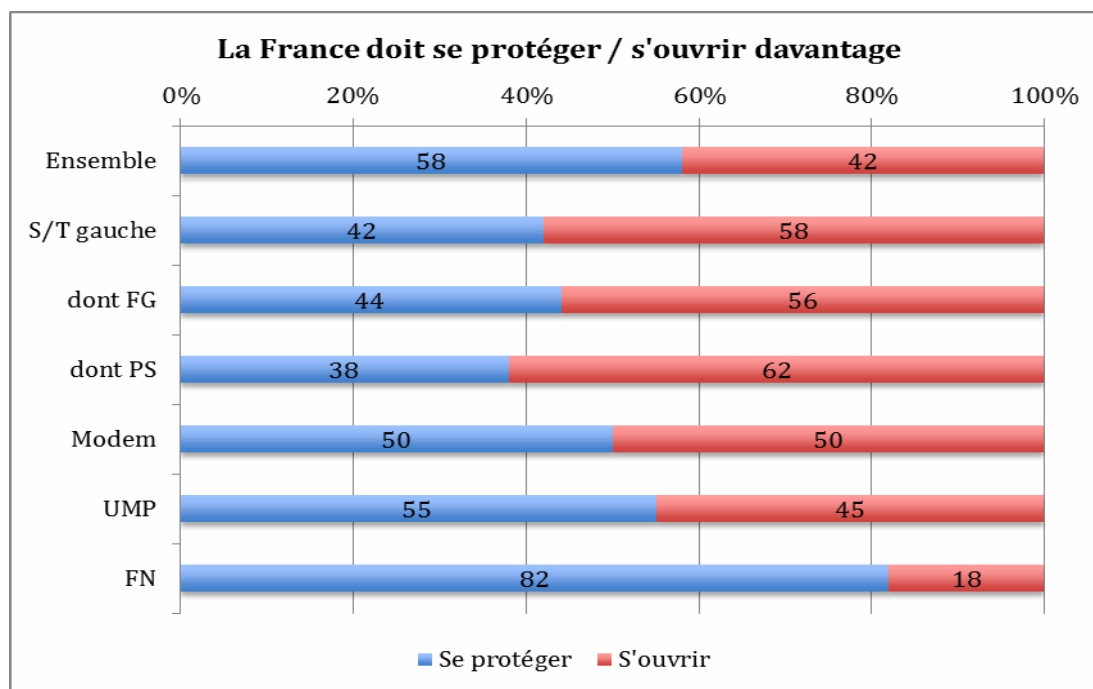
Figure n°1 « La France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui » et « La France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui » suivant la catégorie socio-professionnelle, 2014, France.



Ce clivage socio-économique entre le haut et le bas de l'échelle sociale est transposé en politique. Les sympathisants du Front National, qui attire une grande partie de l'électorat ouvrier, sont massivement favorables au repli (82%), tranchent avec les autres proximités partisans. La droite UMP et Modem choisissent nettement moins clairement « se protéger », 55% à l'UMP et 50% au Modem, avec un quasi équilibre entre les deux propositions. La gauche

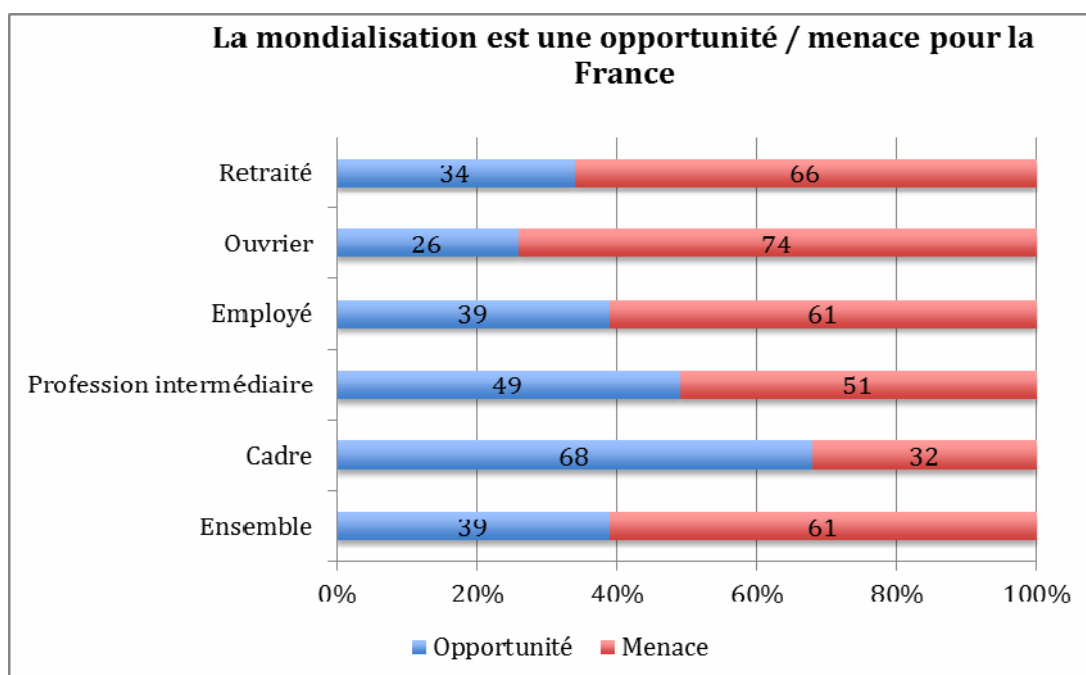
se montre plus encline à l'ouverture, cette partie du spectre politique étant la seule à se montrer majoritairement tournée vers le monde.

Figure n°2 « La France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui » et « La France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui » suivant la proximité partisane, 2014, France.



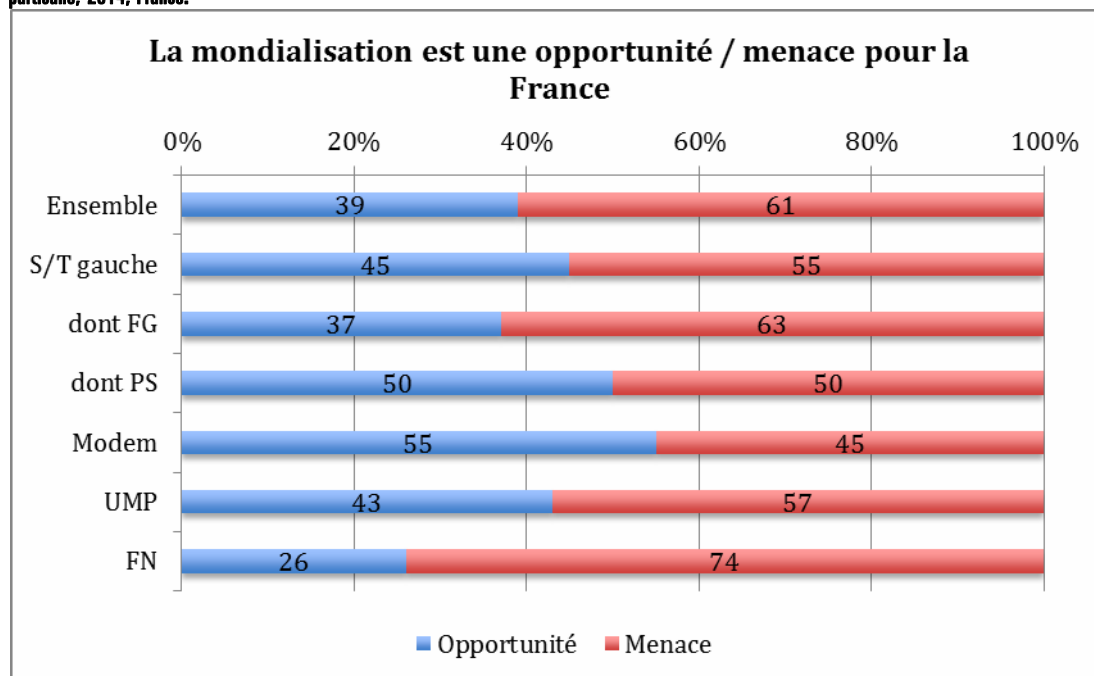
Le Cevipof a redoublé cette question d'une autre éclairant sur les motivations sous-jacentes, et notamment le fait que la mondialisation est une opportunité ou une menace (cf. figure n°3). On ne sera pas surpris de retrouver la même lecture d'ensemble des résultats. Pour la majorité des français, la mondialisation est une menace (61%). Et ce pourcentage s'accroît pour rassembler 61% des employés et 74% des ouvriers. Les professions intermédiaires sont partagées presque à égalité.

Figure n°3 « La mondialisation est une opportunité pour la France » ou « La mondialisation est une menace pour la France » suivant le statut socio-économique, 2014, France.



A nouveau, seuls les cadres sont nettement favorables à la mondialisation : 68% y voient une opportunité. Les segments les plus qualifiés des salariés et le secteur des professions libérales l'identifiant probablement à une ouverture de leurs horizons professionnels et des marchés potentiels.

Figure n°4 « La mondialisation est une opportunité pour la France » ou « La mondialisation est une menace pour la France » suivant la proximité partisane, 2014, France.



Les clivages politiques concernant la mondialisation sont marqués. Les sympathisants du Front National y voient massivement une menace (74%), suivie par la droite UMP (57%). A gauche, la perception d'une menace domine aussi (55%) en moyenne, mais des écarts importants se forment entre le PS dont 50% des personnes qui s'y reconnaissent voient une opportunité dans la mondialisation contre seulement 37% pour le Front de Gauche. Ceci en fait le parti dont les sympathisants sont les plus proches de ceux du FN sur le thème de la mondialisation.

## CONCLUSION

Les français craignent très majoritairement les effets de l'ouverture de la France sur le monde. Lorsqu'on introduit le mot « mondialisation » dans la formulation des questions, l'effet repoussoir augmente encore de quelques points de pourcentage pour atteindre 61%. La partie inférieure de l'échelle sociale perçoit la mondialisation comme une menace, se sentant sans doute mise en concurrence avec les ouvriers des pays d'Europe à bas coûts salariaux ou avec ceux des pays émergents. Les gagnants (les cadres) et les perdants (les ouvriers) de la mondialisation s'opposent. Les votes ouvriers, lesquels montrent un rejet massif concernant l'ouverture de la France ou la mondialisation, se tournent vers le FN, qui se reconnaissent dans le message souverainiste véhiculé par ses leaders.

### Liste et méthodologie des sondages

L'étude sur les fractures française a été réalisée par l'institut Ipsos/steria pour *Le Monde*, France Inter, la Fondation Jean-Jaurès et le Cevipof en janvier 2014. 1005 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus par la méthode des quotas.





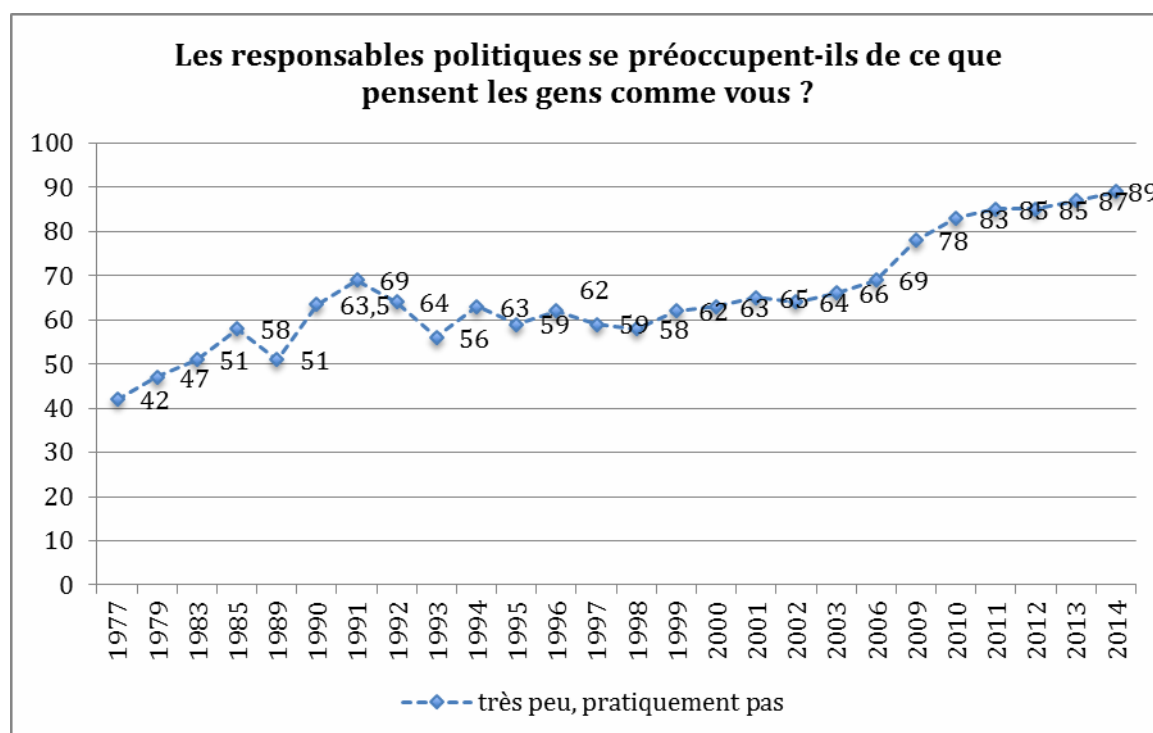
Fiche 5

## LE DIVORCE ENTRE LES CITOYENS ET LES HOMMES POLITIQUES

Parmi les fractures qui traversent la société française, certaines séparent les catégories socio-économiques, d'autres les groupes sociaux ou de convictions, mais également les citoyens vis-à-vis des élites politiques et du système que ces derniers animent. Les politologues français mesurent depuis les années soixante-dix, pour les plus anciennes questions, certaines dimensions de cette relation entre la classe politique et les citoyens. Plus récemment, de nombreuses autres questions sont venues compléter ce panorama, et notamment le jugement sur le fonctionnement de la démocratie.

La figure n°1 montre qu'en 1977, une minorité importante de 42%, mais malgré tout une minorité de Français pensaient que les hommes politiques se préoccupaient « très peu ou pratiquement pas » de ce que les gens pensent. Au début des années quatre-vingt dix, ce pourcentage atteint 69% et reste à un niveau élevé jusqu'à la fin de la décennie 2000-2010, avant de reprendre son chemin haussier et toucher 89% en 2014. Pour une très large majorité qui se rapproche de la totalité, ceux d'en haut ont oublié ceux d'en bas.

Figure n°1 Évolution des opinions (1977-2017), « les responsables politiques se préoccupent-ils de ce que pensent les gens comme vous ? » (% très peu, pratiquement pas), France.



D'autre part, l'opinion se renforce dans l'idée que la démocratie fonctionne plutôt mal. Les sondages présentés à la figure n°2 débutent en 2003 et couvrent une période qui s'étend jusqu'en 2014. Alors qu'ils sont 47% en 2003 à penser que la démocratie fonctionne « pas très bien ou pas bien du tout », les opinions négatives progressent lentement jusqu'en 2011 pour atteindre 60%, puis après une baisse conjoncturelle reprennent la voie de la hausse et touchent 73% de la population. Près des trois quarts des Français sont insatisfaits.

Le Cevipof a repris, dans son enquête de 2014, des formulations très proches des questions classiques utilisées jusqu'alors. L'observation de la distribution dans la société des mécontentements ne révèle pas de surprise particulière : elle confirme que les insatisfaits sont plus nombreux dans les milieux sociaux les moins favorisés.

Figure n°2 Baromètre de la confiance. Evolutions des opinions (2003-2014). « Diriez vous qu'en France la démocratie fonctionne très bien, assez bien, pas très bien, pas du tout ? », % Pas très bien, pas bien du tout, France.

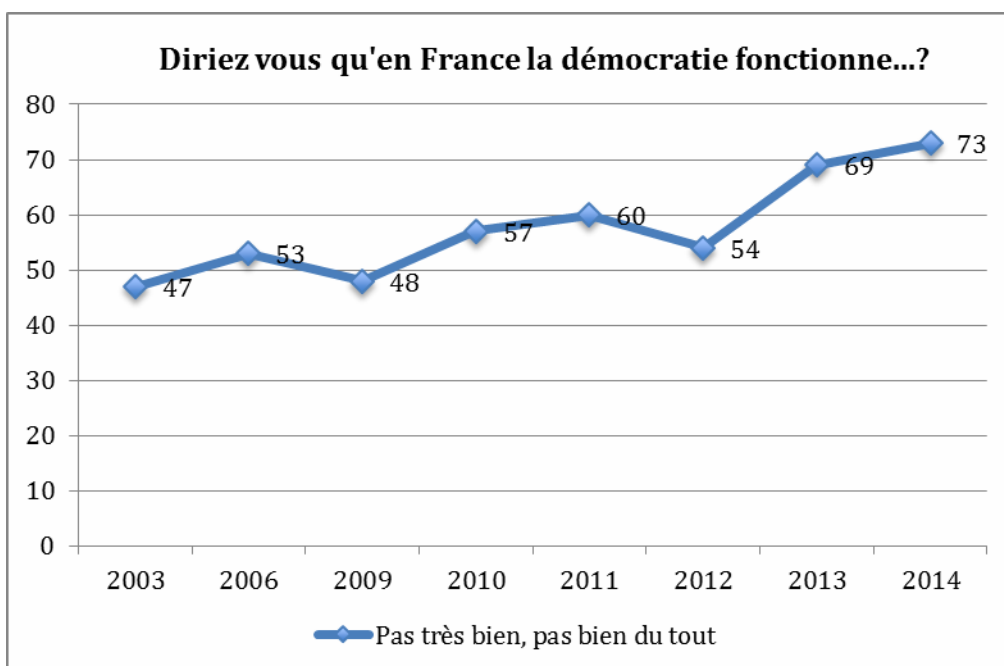
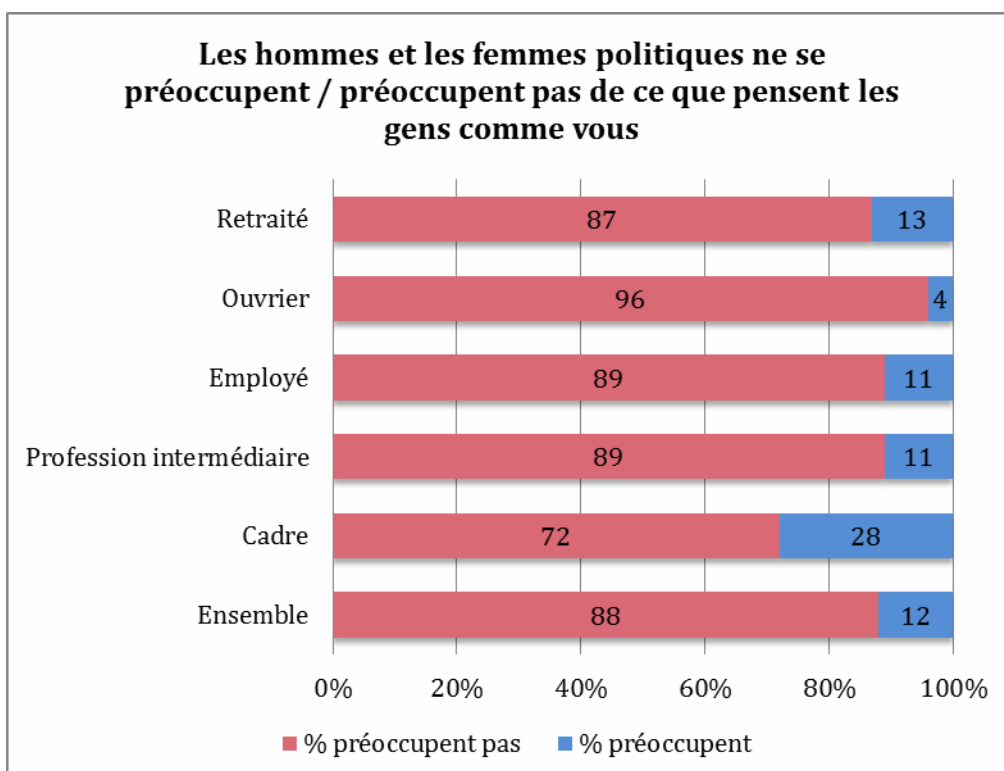
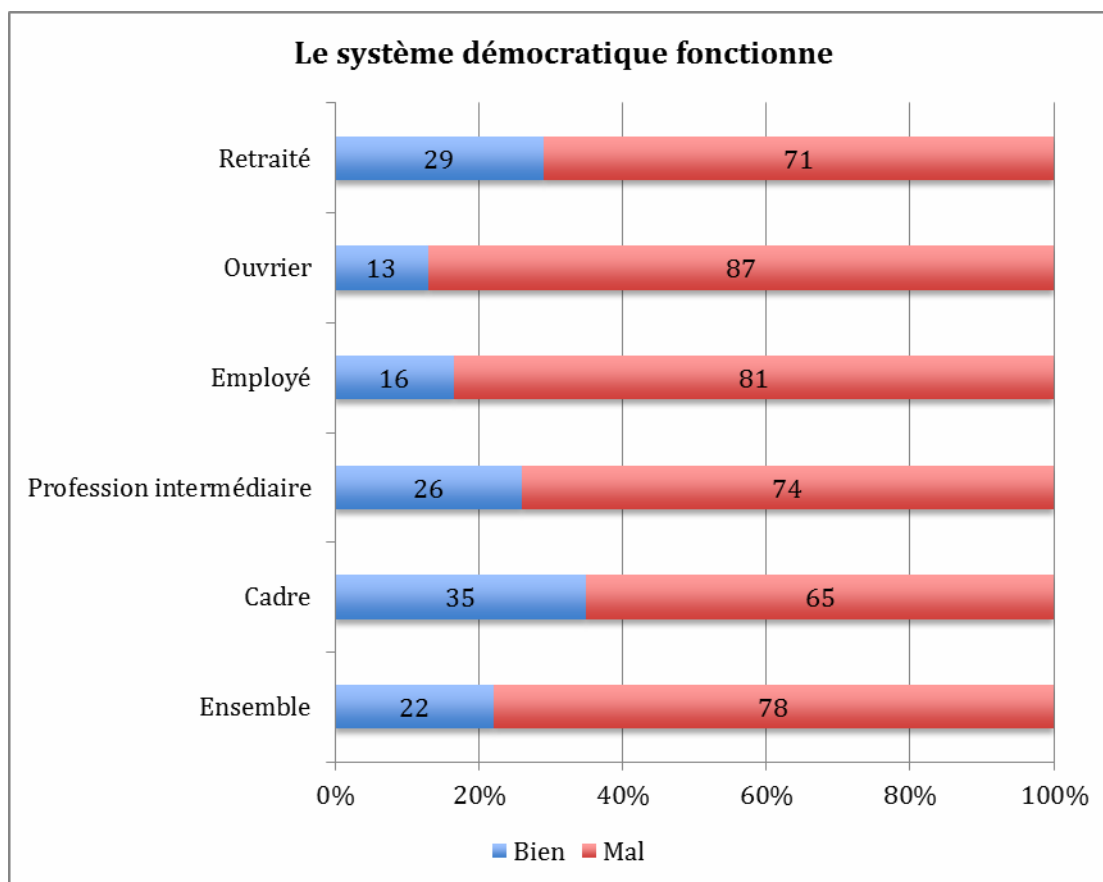


Figure n°3 Fractures françaises. « Les responsables politiques se préoccupent-ils de ce que pensent les gens comme vous ? », suivant la catégorie socio-professionnelle, France, 2014.



En 2014, les catégories qui pensent le plus souvent que les responsables politiques ne se préoccupent pas de leurs avis sont les ouvriers (96% d'entre eux) et les employés et professions intermédiaires (89%). Seuls les cadres sont un peu moins radicaux, même s'ils partagent cette vision dominante pour 72% d'entre eux (cf. figure n°3). La perception de la démocratie suit les mêmes lignes de clivage : ouvriers et employés se montrant très rarement satisfaits (respectivement 13 et 16 %), les cadres un peu plus (35%).

Figure n°4 Fractures françaises. « Le système démocratique fonctionne plutôt bien / mal en France, j'ai l'impression que mes idées sont bien / pas bien représentées », % bien, et % mal, France.



## CONCLUSION

La mesure des évolutions de l'opinion montre un scepticisme croissant par rapport au fonctionnement du système politique. Le mécontentement est désormais généralisé. Il atteint des sommets dans les catégories populaires, les ouvriers et employés.

### Liste et méthodologie des sondages

Les sondages mobilisés ici ont été réalisés par différents instituts de sondage au profit du Cevipof, un laboratoire de sciences sociales de Sciences Po Paris. Ils consistent en général d'un échantillon de 1000 à 2000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales.

- Depuis 2009, un « baromètre de la confiance politique » a été mis en place pour suivre les variations de l'opinion à intervalles réguliers. Le baromètre de la confiance pour la vague 6, la plus récente, a été réalisée par l'institut Opinion way. Il a été réalisé du 5 au 15 décembre 2014 et publié le 13 janvier 2015. Il s'agit d'une étude sur 1864 personnes.
- L'étude sur les fractures française a été réalisée par l'institut Ipsos/steria pour Le Monde, France Inter, la Fondation Jean-Jaurès et le Cevipof en janvier 2014.
- La série 1977 - 2014 a été publiée dans la vague 1 du baromètre de la confiance, TNS-Sofres <http://www.cevipof.com/DossCev/BarConf/divers/BarconfPress20100111.pdf>



Fiche 6

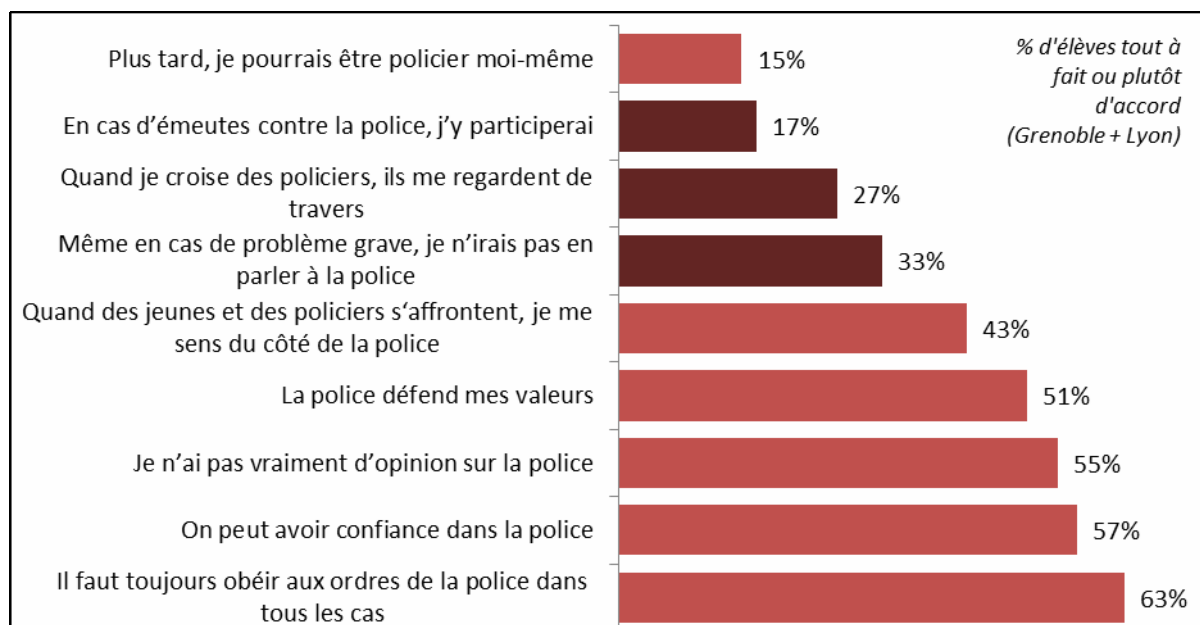
## LES ADOLESCENTS ET LA POLICE : ENTRE QUARTIER ET RELIGION

Avec l'école, la police est une des deux administrations qui fixent un cadre, imposent des règles et distribuent des sanctions en cas de violations. Là où l'école encadre les comportements quotidiens les plus ordinaires, et leurs débordements mineurs dans un espace limité, la police elle intervient pour des actes délinquants caractérisés mais aussi à sa discrétion en tout temps et en tous lieux.

Mesurer la relation à la police permet de se plonger à la fois dans la dimension pratique, expérientielle, de l'entrée en contact avec une des figures de l'administration. Mais, cela nous plonge également dans des relations qui sont conduites par les finalités prêtées à la police : de quel ordre sont-elles l'agent ? Un ordre égalitaire, agissant au nom de valeurs partagées ? Ou bien l'ordre de ceux qui méritent d'être protégés contre les classes dangereuses ? Respecte-t-elle chacun et a-t-elle un souci du juste traitement ?

Dans l'enquête « Polis » conduite par le CNRS, les adolescents estiment plusieurs choses : leur confiance dans la police et divers autres opinions (cf. figure n°1) qui vont de l'attraction pour le métier à la nécessité de l'obéissance. Des questions nouvelles ont également été introduites pour mesurer le caractère sanctuarisé de la fonction de police (le caractère justifiable de la violence contre la police), et les attentes (diverses estimations de la qualité attendues du traitement par les policiers). Enfin, on y trouve une mesure de la « qualité du quartier » dans lequel ils vivent (estimée par la fréquence des désordres et incivilités qu'ils y constatent), leurs convictions religieuses.

Figure n°1 Diverses opinions sur la police, Lyon et Grenoble 2012. (Source : Polis-France)



Les facteurs qui décident de la perception de la police sont de plusieurs ordres. Parmi ceux-ci, deux méritent une attention particulière : ceux qui tiennent à la ségrégation spatiale subie, et ceux qui relèvent du système de valeur des adolescents. Suivant la première hypothèse, on attendrait que les adolescents qui vivent dans les quartiers relégués développent une frustration contre les organisations publiques « responsables » de leur médiocre voisinage et pour le peu de souci qu'elles témoignent à leur égard. Les attitudes vis-à-vis de la police seraient dans cette optique avant tout la conséquence de phénomènes sociaux et spatiaux qui

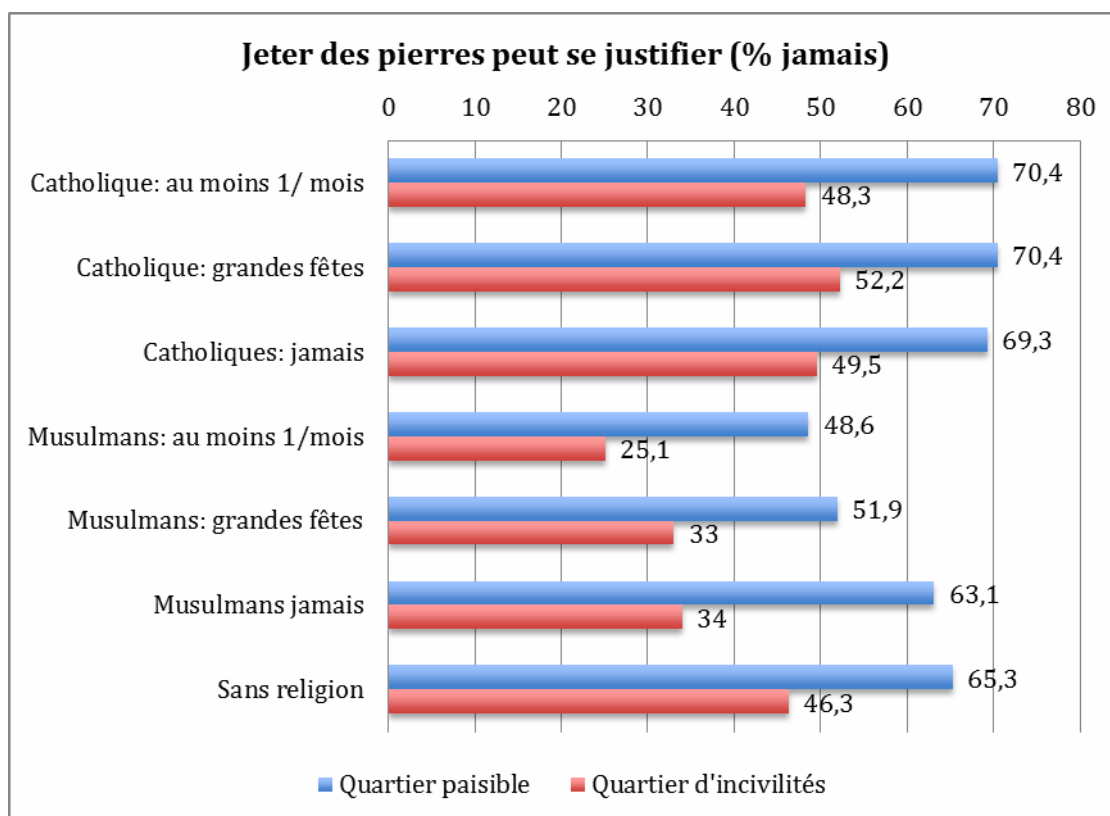
seraient à l'origine d'une tension continuelle avec la police. Dans l'autre hypothèse, ce sont les représentations des adolescents qui les conduisent à voir dans la police un groupe qui est hostile au leur : leur identité sociale les conduit à épouser des positions et des valeurs dont il leur semble que la police les combat, ou s'oppose à leur libre expression de leur conviction religieuse. L'enquête « Polis » permet de tester ces hypothèses. Deux questions particulièrement méritent attention : l'une sur la violence justifiable vis-à-vis des policiers, l'autre sur le sentiment d'être moins bien traité que les autres par les agents.

Les adolescents ont été interrogés : « Pour des jeunes comme toi, est-ce que jeter des pierres sur la police peut se justifier ? », et ils avaient quatre réponses possibles : « jamais, rarement, souvent, toujours ». Nous retenons ici ceux qui sont « tout à fait d'accord », ceux dont la réponse est la plus nettement positive et hostile à la police. La figure n°2 présente les résultats, les pourcentages de jeunes qui justifient l'usage de la violence, en fonction des deux hypothèses : l'effet de la ségrégation spatiale, de la relégation produisant une légitimité de l'agression anti-policière, et le rôle des appartenances et identités religieuses majoritaires et minoritaires.

La plupart des adolescents répondent « jamais » à la question de savoir si le caillassage est justifiable. Mais, cette option légitimiste est plus ou moins fréquente. Comment varie-t-elle ? On remarque que, quelque soit le groupe de croyance (athée, religieux) et quelque soit la dénomination (majoritaire catholique ou minoritaire musulmane), mais aussi l'intensité de la pratique (jamais, pour les grandes fêtes, au moins une fois par mois), le fait de résider dans un quartier paisible est associé à des attitudes plus pacifiées vis-à-vis des policiers.

Par exemple, les athées ou « sans religion » sont 65,3% à dire que jamais on ne peut caillasser les policiers lorsqu'ils habitent dans un voisinage peu marqué par les incivilités, mais ils ne sont plus que 46,3% lorsque la qualité du quartier se dégrade. L'effet ségrégation ou relégation existe bien.

Figure n°2 « Pour des jeunes comme toi, est-ce que jeter des pierres sur la police peut se justifier ? », pourcentage d'adolescents « jamais », Lyon et Grenoble 2012. (Source : Polis-France)



La force des convictions religieuses n'est-elle qu'une apparence produite par le fait que les différents groupes religieux sont distribués inégalement dans l'espace des villes, les groupes minoritaires vivant dans les quartiers les plus défavorisés, et les majoritaires dans les plus favorisés ? La réponse est que l'effet de frustration du quartier n'efface pas l'effet des convictions par rapport à la religion. Toutes les sensibilités (croyance ou indifférence à Dieu), toutes les dénominations (musulmans et catholiques) sont sensibles à la qualité de vie dans le quartier. Mais, dans le même temps, les positions vis-à-vis de la religion affectent aussi la légitimité de la violence.

Plaçons nous d'abord dans la configuration du quartier paisible, correspondant aux barres d'histogrammes les plus longues (cf. figure n°2). Ceux qui s'opposent le plus au caillassage sont dans l'ordre : les catholiques pratiquants réguliers (70,4%), puis pour les grandes fêtes, puis les non pratiquants puis les sans religion (65,3%). Ils sont suivis des musulmans non pratiquants (63,1%), des pratiquants occasionnels (51,9%) qui se situent à 19 points des catholiques pratiquants occasionnels, et enfin des musulmans pratiquants (48,6%). Bref, tandis que les catholiques pratiquants sont très catégoriques (70,4% disent « jamais tu ne caillasseras »), les musulmans pratiquants le sont moins (48,6 % disent la même chose).

La configuration du quartier défavorisé, marqué par les incivilités, ne change pas les contrastes entre groupes religieux. Pour tous, la dégradation de la qualité de vie augmente la frustration et la légitimité de l'agression. Cependant, les plus opposés au caillassage des policiers sont les catholiques (entre 48,3 et 52,2%), suivis des sans religion (46,3) puis des musulmans, avec 34% d'opposants stricts chez les non pratiquants et 25,1% seulement chez les plus pratiquants.

## CONCLUSION

Le rapport des jeunes aux forces de l'ordre est déterminé par une ligne de fracture socio-spatiale, d'une part, et relative à la dénomination et à l'importance de la religion, d'autre part. La fracture socio-spatiale montre le portrait de deux jeunesses, pour faire court on pourrait dire que celle des beaux quartiers marque sa différence par rapport à celle des banlieues en terme de sacralisation des policiers. La légitimité de la violence anti policière est bien plus forte dans les espaces défavorisés. La fracture religieuse montre que l'appartenance à une religion minoritaire (l'islam) combinée à une pratique régulière, se traduit par des attitudes plus hostiles aux agents. Les résultats de la recherche inclinent à ne négliger ni la première, ni la seconde.

### Méthodologie du sondage

POLIS est une recherche portant sur les relations entre les jeunes et les institutions, en particulier la police et l'école. Les sites retenus pour la recherche sont les agglomérations de Grenoble et de Lyon. Le travail de terrain s'y est déroulé entre septembre et novembre 2012. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 13 à 18 ans). L'échantillon est représentatif des deux agglomérations et un peu plus de 13 500 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort. Polis a été financée par l'ANR et réalisée au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble.





Fiche 7

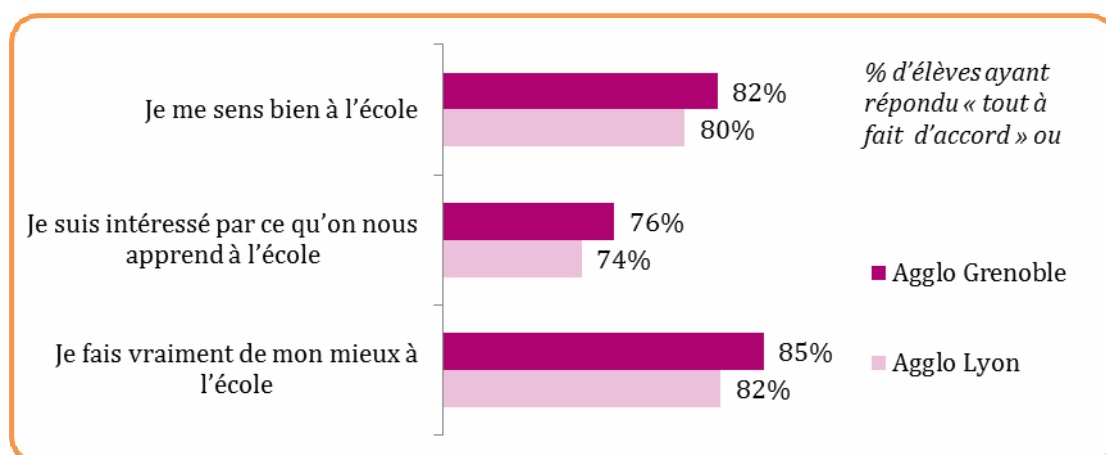
## LES ADOLESCENTS ET L'ÉCOLE

Pour les collégiens et lycéens la relation à l'école est essentielle. L'expérience scolaire organise les perceptions des mineurs, tant par rapport à l'école que pour d'autres organismes, comme la police. Le fait de se sentir bien et de réussir à l'école, ou son contraire, scinde très tôt en deux dans la vie la population adolescente. Or, l'insertion scolaire et la réussite vont largement conditionner les trajectoires professionnelles futures : le fait de poursuivre ses études, le type d'études et de diplômes ainsi que l'emploi obtenu, et donc la position socioéconomique.

Dans l'enquête « Polis » conduite par le CNRS à Lyon et à Grenoble, les adolescents estiment plusieurs choses : leur intérêt, le fait de se sentir bien, de faire des efforts (ou expérience scolaire), la confiance dans l'école, et des dimensions liées, l'absentéisme scolaire et également l'importance de l'intérêt des parents pour l'école.

L'expérience subjective de l'école (cf. figure n°1) est assez positive. Pour une large majorité, mais pas la totalité des élèves, l'expérience de l'école est positive dans les deux agglomérations. Les adolescents se sentent bien (80-82%), disent s'impliquer (font de leur mieux : 82-85%), et se disent intéressés par ce qu'ils apprennent (74-76%). Cependant, pour entre un cinquième et un quart des élèves les choses sont plus tendues.

Figure n°1 Les sentiments vis-à-vis de l'école. Enquête Polis, Grenoble-Lyon, 2012.



Cette expérience scolaire, mais également la performance (le fait de se sentir bon élève), ont un effet marqué sur la confiance que les adolescents placent dans l'école. Le fait de s'y sentir bien, d'être intéressé, et le niveau ont des effets assez comparables sur la confiance (cf. figure n°2). En scindant la population en deux, les « bons » et les « mauvais » élèves (selon un auto-positionnement), la côte de confiance de l'école varie du simple au double.

Si l'on s'intéresse maintenant aux facteurs qui expliquent l'expérience scolaire, on en identifie certains qui ont un pouvoir marqué. Pour une part l'explication est circulaire : l'absentéisme est un bon prédicteur de l'expérience subjective de l'école. Plus on aime l'école, moins on est absent, et, réciproquement, moins on est absent, plus on aime l'école (cf. figure n°3). La seconde variable mesure l'importance des stimuli que l'adolescent estime recevoir. Lorsque les enfants disent que leurs parents manifestent un intérêt fort pour l'école, les expériences négatives des enfants se réduisent nettement. Ainsi, des parents qui s'intéressent à la scolarité réduisent à 15 % le pourcentage des adolescents qui ne se sentent pas bien (contre 41%), à 20% le désintérêt de l'enfant lui-même pour les cours (contre 44%), à 13% le faible investissement (contre 31%).

L'expérience scolaire des enfants dépend donc largement de la perception qu'ils ont de l'investissement des parents. Cette dernière joue comme une courroie de transmission de la réussite scolaire.

Figure n°2 « Est-ce que tu as confiance dans les institutions suivantes : l'école ? » (% de confiants et tout à fait confiants), Enquête Polis, Grenoble-Lyon, 2012.

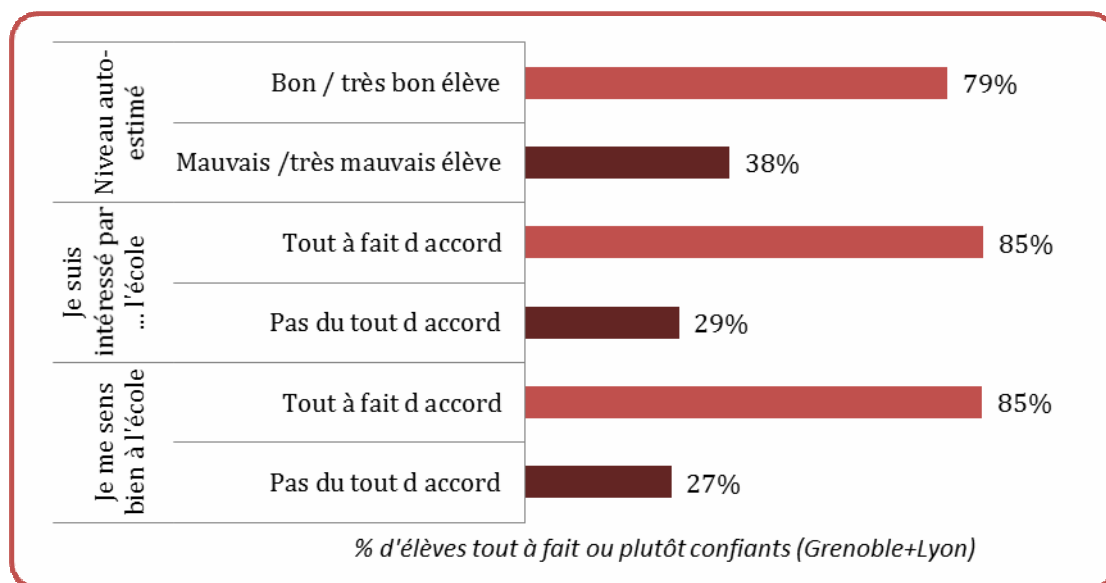
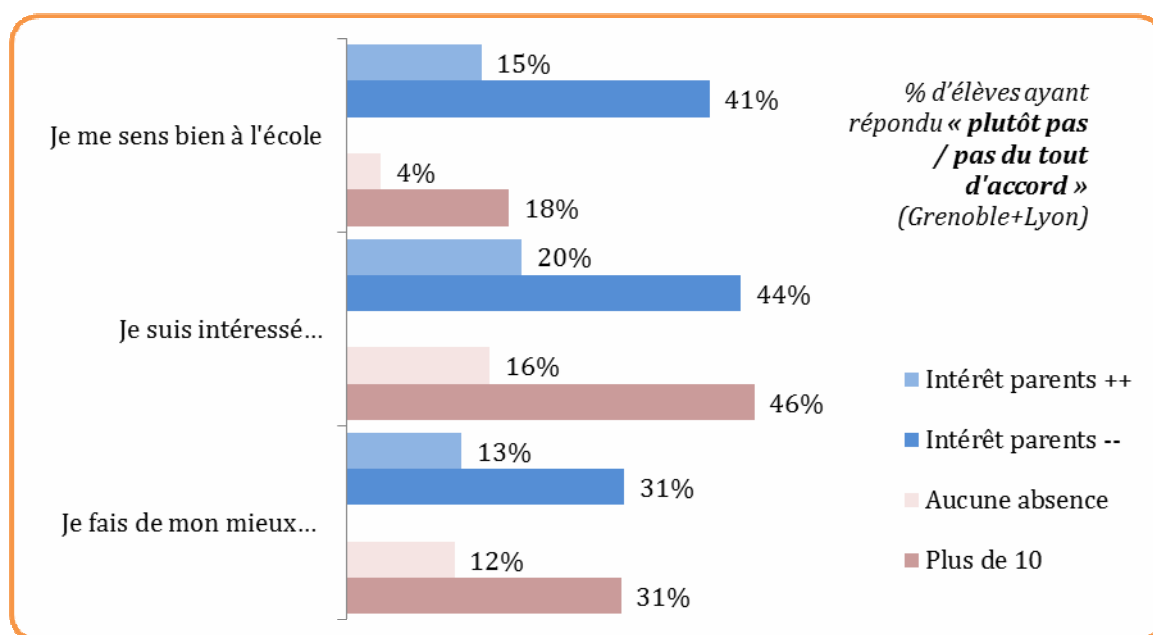
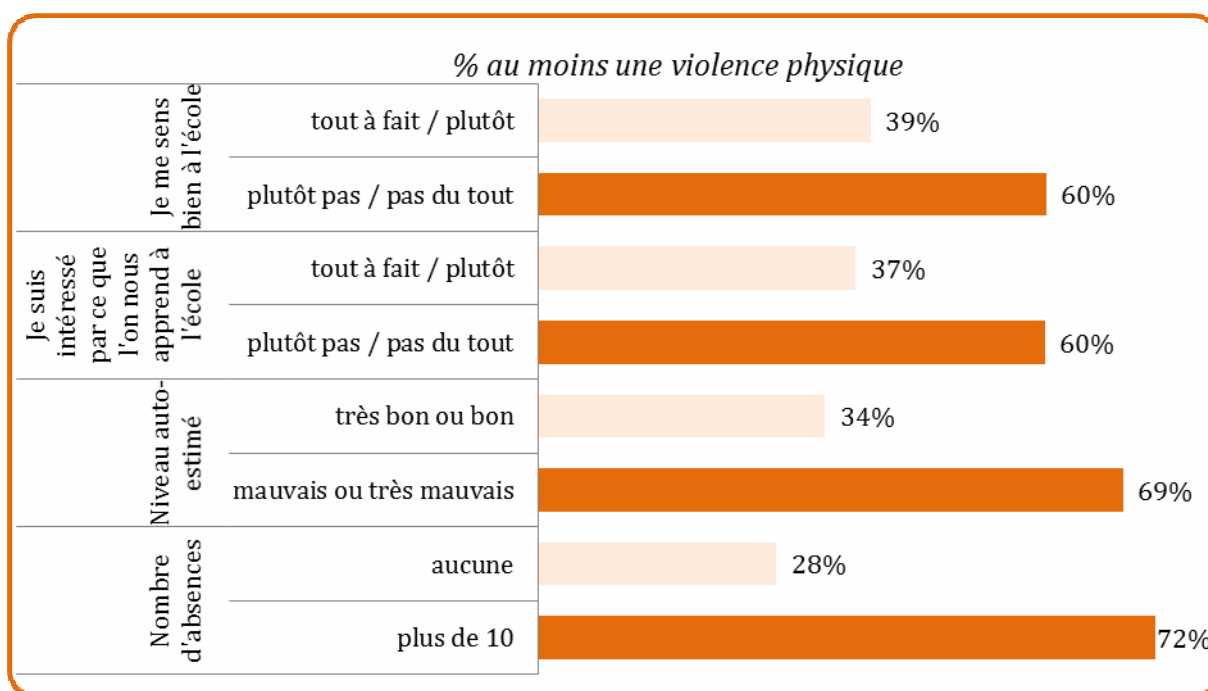


Figure n°3 Les sentiments négatifs (« plutôt pas » et « pas du tout d'accord ») vis-à-vis de l'école suivant l'intérêt des parents et l'absentéisme scolaire. Enquête Polis, Grenoble-Lyon, 2012.



La figure n° 4 présente les corrélations entre la violence physique (auto-déclarée dans le protocole de l'enquête) principalement constituée de déclarations de bagarres, et différents indicateurs de l'expérience scolaire, le nombre d'absences sans excuse recevable, la performance scolaire auto évaluée. On observe que le fait d'avoir au moins un comportement violent est surtout affecté par l'auto estimation des résultats (se sentir mauvais fait passer le pourcentage d'auteurs à 69% contre 34% lorsqu'on est bon – on notera que les bons élèves peuvent également se bagarrer – soit une différence de 35 points), et plus encore de l'absentéisme (avec une différence de 44 points entre ceux qui ne sont jamais absents et ceux qui le sont souvent).

**Figure n°4 Le fait d'avoir commis au moins une violence physique (bagarre, coup pour blesser, menace avec une arme) suivant l'expérience scolaire. Enquête Polis, Grenoble-Lyon, 2012.**



## CONCLUSION

Dans la société adolescente, un clivage par rapport à l'école s'affirme nettement entre ceux qui s'y épanouissent et les autres. La bonne ou mauvaise insertion scolaire est essentielle. L'expérience scolaire constitue le cœur du rapport à l'école. Bonne, elle se traduit par le fait de ne pas s'engager dans des comportements délinquants répétés. Commettre de nombreux délits engage dans un mode de vie dont les valeurs sont opposées à l'école (valorisation de l'impulsivité, des bénéfices à court terme) et à sortir des parcours éducatifs qualifiants. L'expérience scolaire conditionne la réussite scolaire et la suite de la trajectoire éducative. Elle repose pour une large partie sur le comportement des parents et particulièrement le fait de marquer son intérêt pour l'école et soutenir l'effort de l'enfant. Cette dernière attitude est, comme on le sait, orientée par la catégorie socioprofessionnelle (les ressources financières et éducatives dont disposent les parents), mais également le type de quartier qui ajoute un effet propre (il existe un effet du quartier de résidence, selon le fait qu'il soit plus ou moins favorisé, les quartiers de types HLM souffrant d'un désavantage par rapport aux autres).

### Méthodologie du sondage

POLIS est une recherche portant sur les relations entre les jeunes et les institutions, en particulier la police et l'école. Les sites retenus pour la recherche sont les agglomérations de Grenoble et de Lyon. Le travail de terrain s'y est déroulé entre septembre et novembre 2012. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 13 à 18 ans). L'échantillon est représentatif des deux agglomérations et un peu plus de 13 500 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort. Polis a été financée par l'ANR et réalisée au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble.



Fiche 8

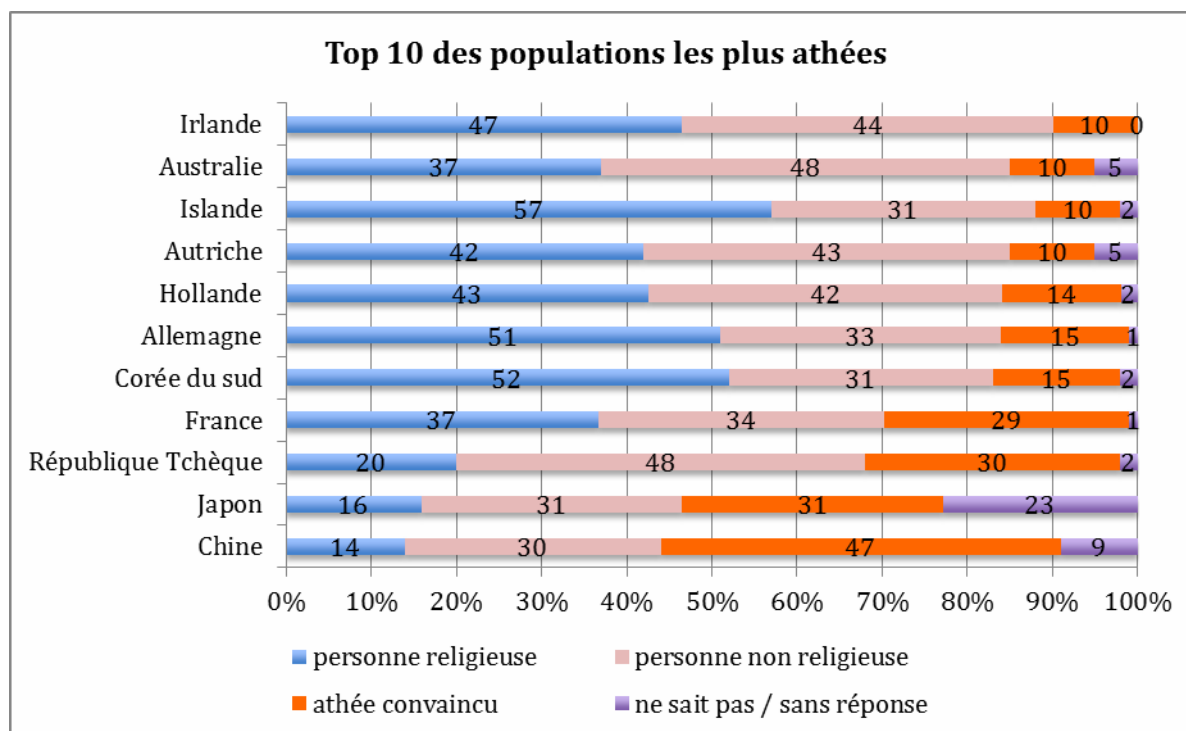
## LA FRANCE, UN DES PAYS DU MONDE LES PLUS INDIFFÉRENTS À DIEU

Une attention nouvelle et grandissante a été accordée en France aux religions, et sa tradition chrétienne a été mise en avant par des hommes politiques. Le Président Jacques Chirac, son Premier ministre Lionel Jospin s'étaient accordés en 2000 pour ignorer la référence à l'héritage religieux du projet de charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Les temps ont changé. Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, voit une « proximité spirituelle » entre la République et l'Église lors des États généraux du christianisme le 3 octobre 2015. Dans l'opposition, Alain Juppé n'hésite pas à faire référence aux « racines chrétiennes de la France », Eric Ciotti a proposé de l'inscrire dans la constitution lors de ses vœux à la ville de Nice début 2016. Ces références ne sont pas dénuées d'arrière pensées politiques. Les responsables prennent position dans un débat marqué par la présence de l'islam dans le débat public, et une tendance croissante de l'opinion à s'en défier (voir les fiches n°6 et n°7 sur la laïcité).

Mais qu'en est-il dans l'opinion ? Comment se situe la France dans le monde en termes de son ancrage dans la religion ? Cette dernière est-elle vraiment ce qui la caractérise ?

Parmi les irréligieux, la sociologie des religions distingue l'indifférence à Dieu de l'athéisme convaincu. L'indifférence à Dieu consiste simplement à ne se reconnaître dans aucun des cultes existants (c'est le cas des personnes « non religieuses »). L'athéisme convaincu se définit par l'affirmation qu'il n'y a pas de Dieu. Cette distinction a été introduite depuis quelques années dans les enquêtes internationales portant sur la relation à Dieu.

Figure n°1 « sans penser au fait que vous pratiquez ou non votre religion dans un lieu sacré, diriez-vous que vous êtes une personne religieuse, que vous n'êtes pas une personne religieuse ou bien un athée convaincu ? », Gallup, 10 pays les plus incroyants sur 57, 2012.



L'institut Gallup a interrogé des échantillons représentatifs d'adultes dans 57 pays à travers le monde en 2005 et en 2012. Il en ressort que la France se caractérise avant tout par son irréligiosité qui cumule les indifférents et les athées convaincus (cf. figure n°1). La France fait partie du « top 10 » du classement. Derrière la Chine, pour laquelle on peut s'interroger sur la sincérité des réponses étant donné l'emprise du régime communiste. La France fait même

partie avec le Japon et la République Tchèque des trois pays qui comptent le plus d'athées convaincus (29%). Si l'on additionne les personnes athées convaincues et les « sans religion », la France des irreligieux au sens large rassemble 63% du total des répondants, presque les deux tiers. Rares sont les pays à se trouver dans une telle configuration. A l'inverse, les pays les plus religieux se trouvent en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, mais aussi aux confins de l'Europe (Roumanie, Arménie, Macédoine), les pays musulmans se situant en haut du classement (Ghana, Nigeria).

Figure n°2 « Sans penser au fait que vous pratiquez ou non votre religion dans un lieu sacré, diriez-vous que vous êtes une personne religieuse, que vous n'êtes pas une personne religieuse ou bien un athée convaincu ? », Gallup, 10 pays les plus croyants sur 57, 2012.

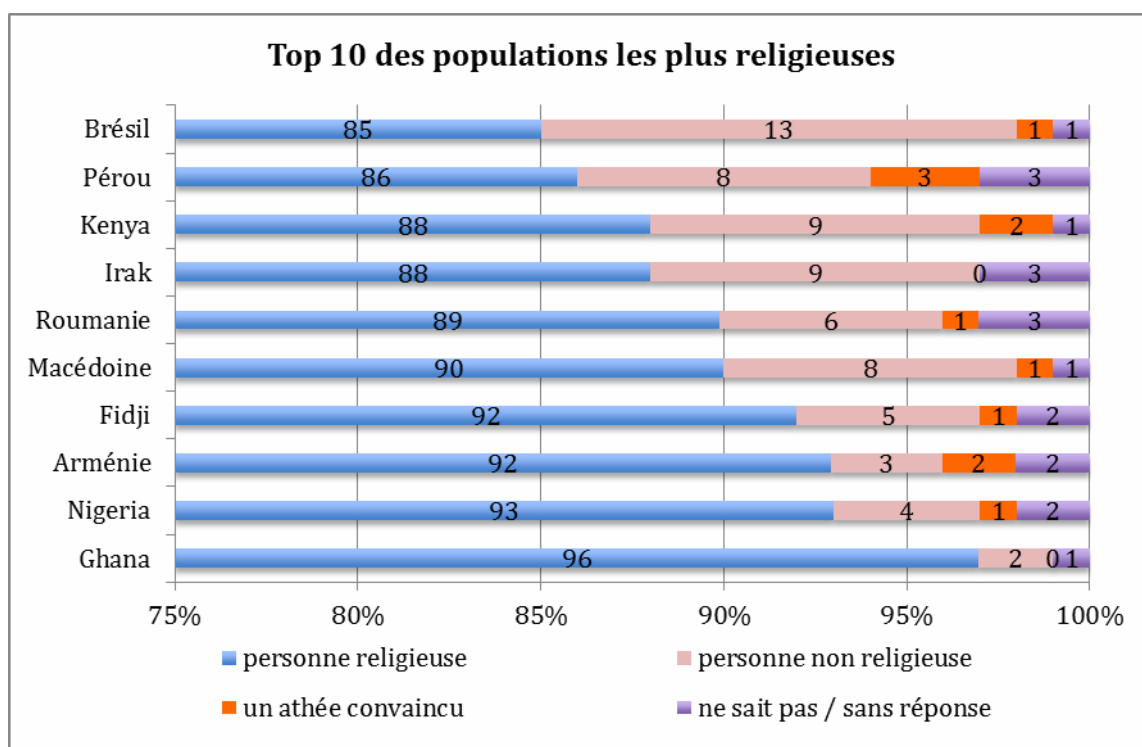
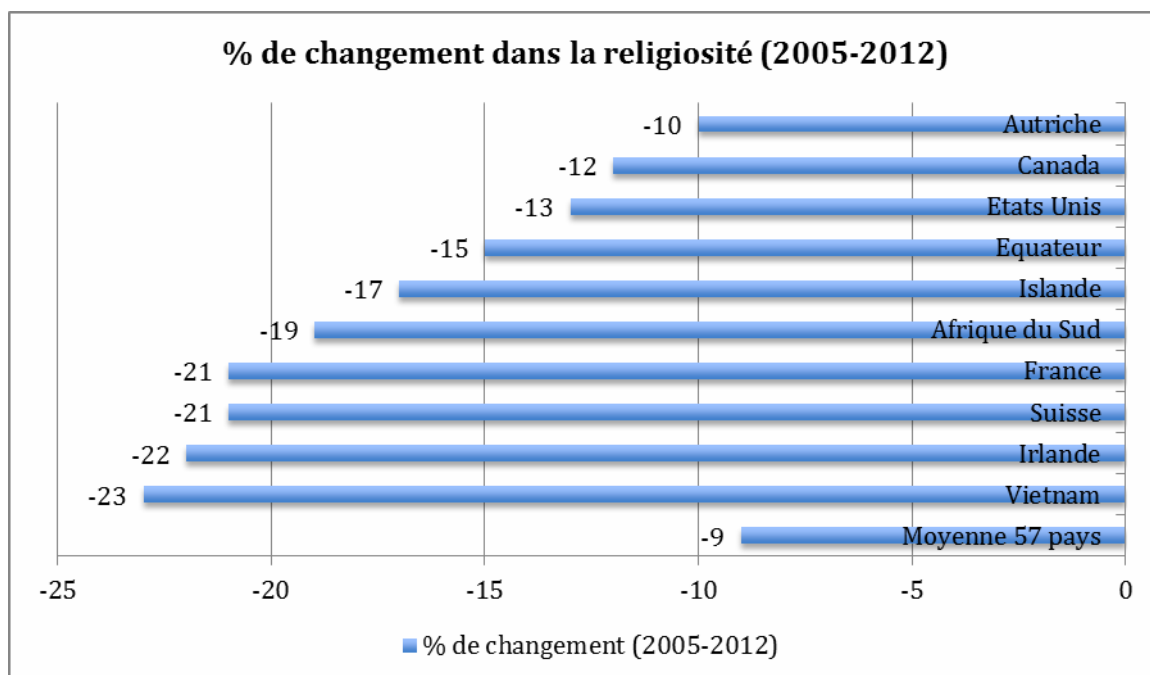


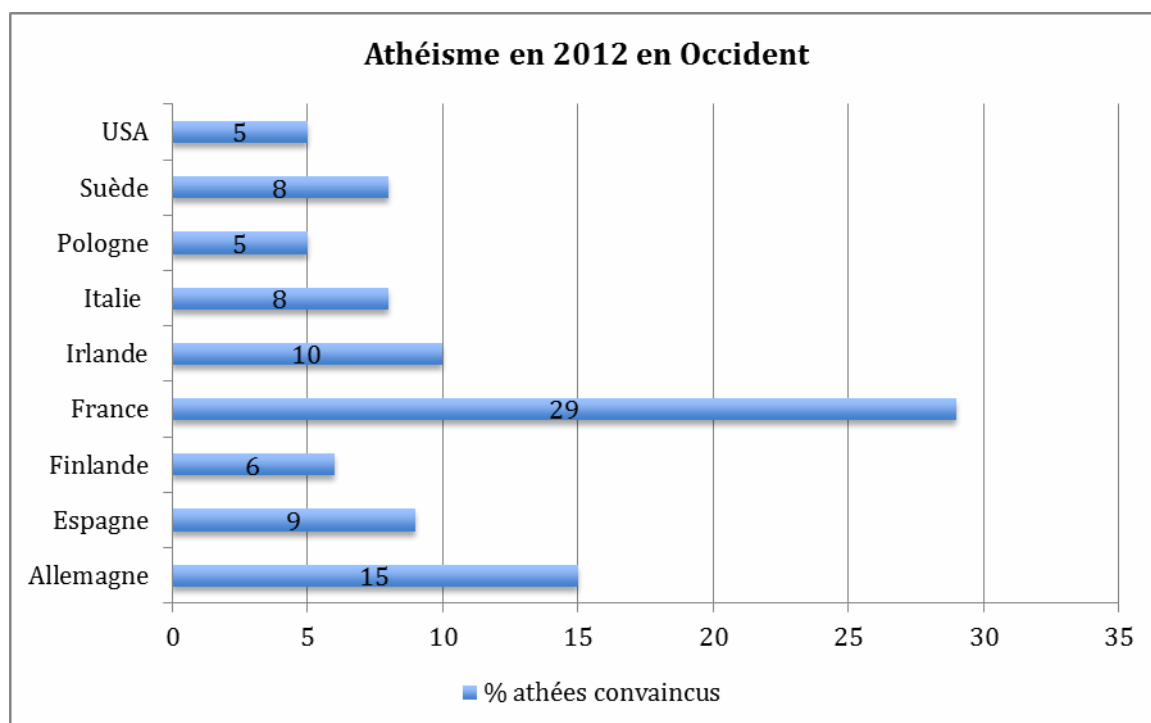
Figure n°3 Les 10 pays connaissant le déclin le plus notable de la religiosité sur 57, Gallup, 2005 à 2012.



Tandis que les responsables politiques insistent sur les racines ou les valeurs chrétiennes – on notera la nuance entre les deux, les racines renvoient à l’histoire, les valeurs à ce qui guident aujourd’hui nos actions – la population devient plus nettement athée en France ainsi que dans un ensemble d’autres pays, au premier rang desquels on trouve le Vietnam ou l’Irlande, la Suisse, puis juste après la France. Avec un recul de 21 points (soit le double de l’évolution dans les 57 pays interrogés), la France se distingue nettement (cf. figure n°3).

Si l’on essaie de situer la France en Europe à partir de la même enquête, on remarquera combien elle est singulière en Europe (cf. figure n°4). Alors que la plupart des pays comptent entre 5 % (les États-Unis, la Pologne, la Finlande) et 10% (l’Espagne, l’Italie, l’Irlande) d’athées convaincus, la France se décale avec 29%. L’Allemagne, bien que située loin derrière, est le pays qui lui ressemble le plus (15% d’athées) car le seul à dépasser la barre des 10%.

Figure n°4 L’athéisme aux États-Unis et dans les pays européens ayant participé à l’enquête, Gallup, 2005 à 2012.



## CONCLUSION

Alors que le débat politique s’organise autour de la question des racines et des valeurs religieuses de la France, ce qui caractérise ce pays est l’indifférence à Dieu (il fait partie des 5 pays les plus irréligieux) et même le rejet de la religion, l’athéisme convaincu (la France est à nouveau sur les plus hautes marches du classement). En Europe, ceci la distingue des autres pays. Tandis que le débat faisait rage, entre 2005 et 2012 les Français devenaient de plus en plus athées.

### Liste et méthodologie des sondages

Sondages WIN-Gallup International, global index of religiosity and atheism, 2012. 50.000 entretiens ont été réalisés dans 57 pays à travers le monde. Voir [www.Gallup-international.com](http://www.Gallup-international.com)

Question : « sans penser au fait que vous pratiquez ou non votre religion dans un lieu sacré, diriez-vous que vous êtes une personne religieuse, que vous n’êtes pas une personne religieuse ou bien un athée convaincu ? » ( Irrespective of whether you attend a place of worship or not, would you say you are a religious person, not a religious persons or a convinced atheist? )





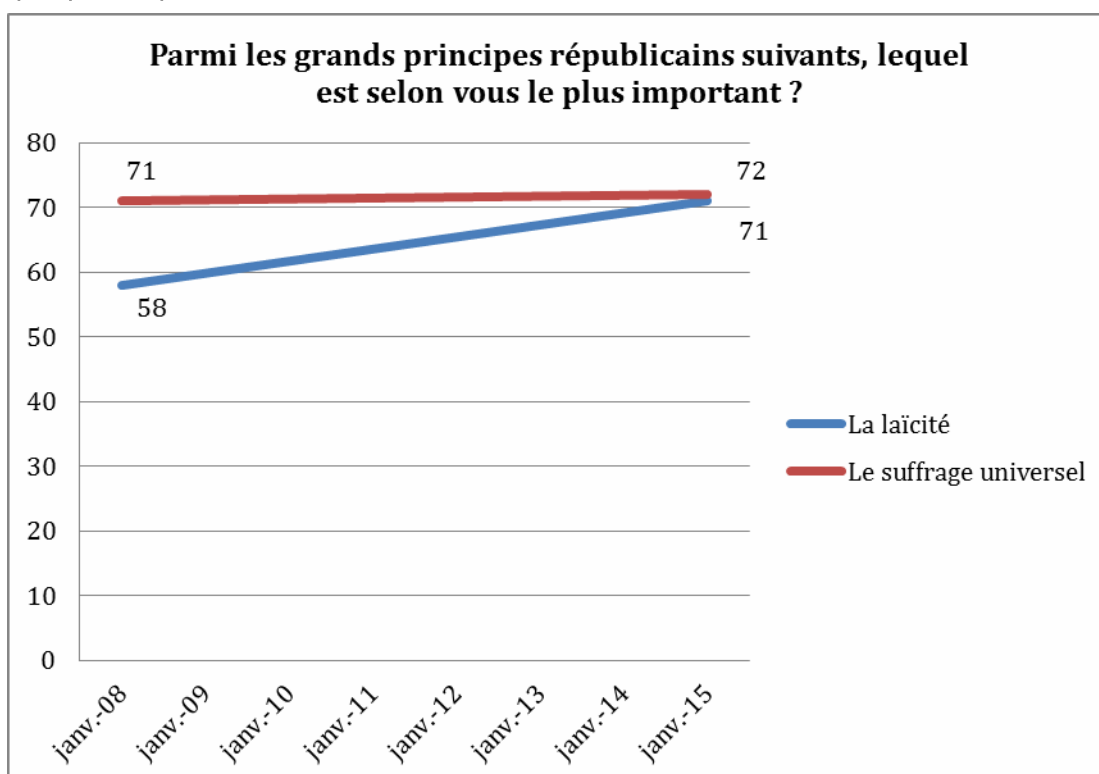
Fiche 9

## ÉVOLUTION DE LA LAÏCITÉ COMME PRINCIPE DANS L'OPINION EN FRANCE (2003-2015)

Depuis le début des années 2000, le thème de la laïcité occupe une place importante et croissante dans les débats d'opinion. Ils portent sur le principe de laïcité, et sont très liés à la visibilité dans l'espace public des signes religieux.

Entre 2003 et 2015, l'opinion a nettement évolué concernant la laïcité. D'une part, en tant que principe, la laïcité s'est élevée au niveau du droit de vote sur la période 2008-2015 (cf. figure n°1). On constate que lorsqu'on demande aux Français « Parmi les grands principes républicains suivants [suit une liste qui comprend : la laïcité, le suffrage universel, la liberté d'association, la liberté syndicale, de créer un parti politique], lequel est le plus important ? Et ensuite ? » le total des citations en premier ou second choix pour le « droit de vote » entre 2008 et février 2015 est stable (71 et 72 % respectivement) tandis que la « laïcité » progresse de 58 à 71 %. Les autres choix sont situés très loin derrière ces deux principes.

Figure n°1 Évolution des opinions par rapport à la laïcité (2003-2015), « Parmi les grands principes républicains suivants, lequel est selon vous le plus important ? En premier ? Et ensuite ? » (total des citations), France.



D'autre part, l'opinion se renforce dans l'idée que les interdictions sont une réponse appropriée à la présence des signes religieux à l'école, mais également dans tous les lieux où l'on est amené à croiser autrui. Les sondages présentés à la figure n°2 concernant l'accord avec la loi interdisant aux élèves « le port de signes religieux ostensibles » montrent une adhésion qui progresse depuis 58,5 % en 2003 pour atteindre 65 % en février 2005 et 85 % début novembre 2015 (juste avant les attentats).

Figure n°2 « Êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à la loi interdisant aux élèves le port de signes religieux ostensibles à l'école ? » France.

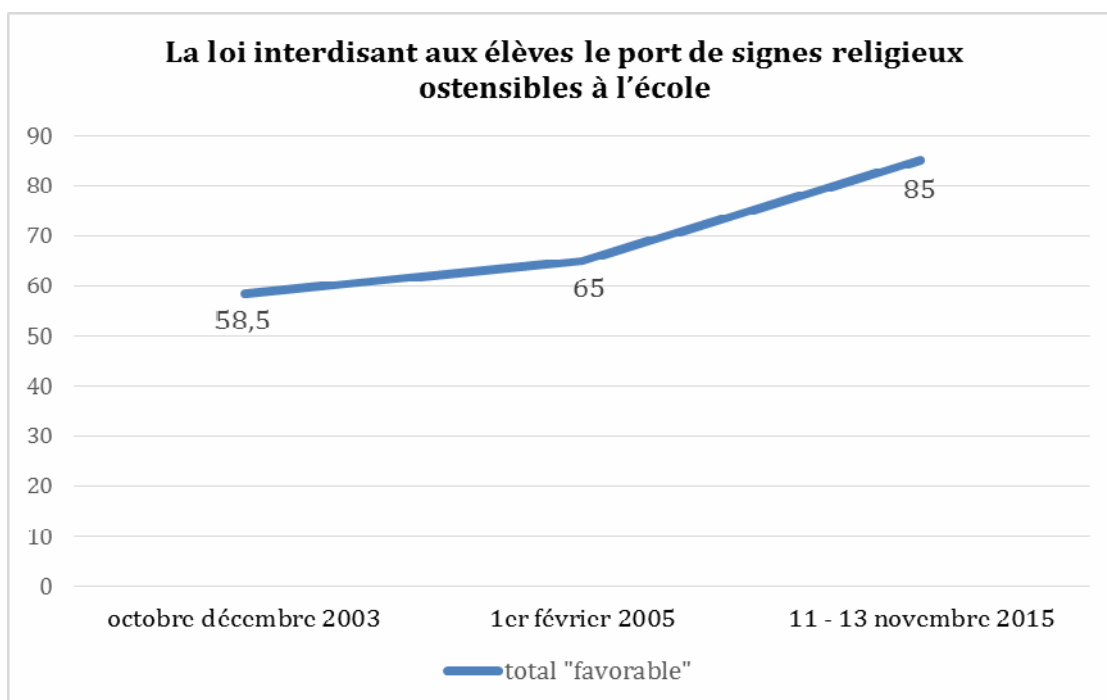
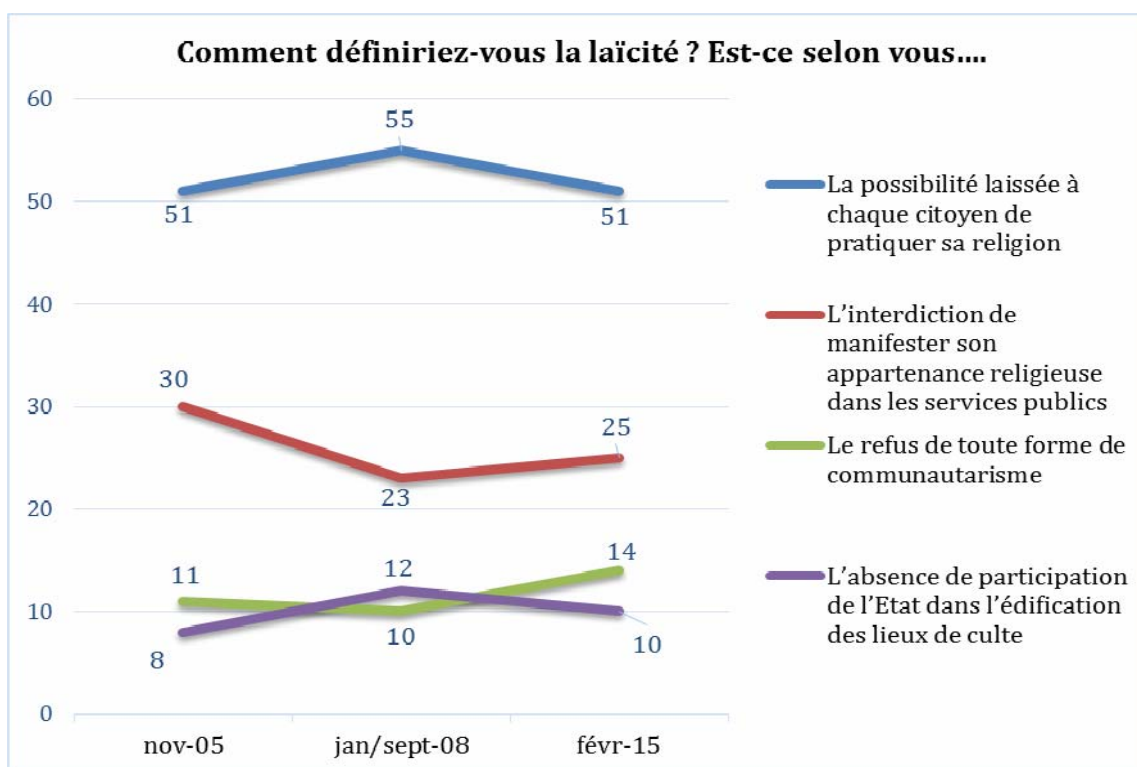


Figure n°3 « Comment définiriez-vous la laïcité ? Est-ce selon vous....? » France.



Les sondages ne permettent pas aisément de savoir ce que recouvre l'emploi d'une notion, à moins de tenter de proposer aux répondants de préciser leur pensée sur les différentes acceptions possibles. C'est ce qui a été fait par l'Ifop dans le sondage de février 2015 (cf. figure n°3). On découvre que l'interprétation dominante de la laïcité est bien d'accorder à chacun le choix de ses croyances, de le laisser libre de pratiquer sa religion. La forme positive (le droit à faire) arrive bien avant la forme négative (les interdictions de montrer sa foi), ou l'opposition au

communautarisme ainsi qu'au financement d'État de la religion. Cela étant, si l'on additionne toutes les modalités restrictives (ne pas manifester sa religion, ne pas être financé, ne pas renforcer les communautés), on découvre une France partagée en deux par son milieu, chaque vision rassemblant environ 50% des préférences.

## CONCLUSION

Le cadre législatif français a évolué dans le sens d'une codification de la visibilité de la religion à l'école puis dans « l'espace public », une notion définie dans la loi du 11 octobre 2010 comme « constitué de voies publiques ainsi que de lieux ouverts au public ou affectés à un service public » (art. 2, alinéa 1). Le 3 juillet 2003, le Président Jacques Chirac a confié à M. Bernard Stasi la responsabilité d'une commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité. Le 11 décembre de la même année, un rapport a été rendu. La commission proposait notamment 1) un enseignement accru de la laïcité et du fait religieux à l'école, 2) d'être intransigeant face à ceux qui veulent modifier les programmes scolaires (par exemple en remettant en cause l'enseignement de l'évolution), et 3) et d'incorporer les fêtes religieuses non chrétiennes (Yom Kippour et l'Aïd el-Kebir) dans le calendrier des jours de congés scolaires. Un projet de loi est préparé, sur la base d'une partie des recommandations de M. Stasi, et donnera lieu à « La loi sur les signes religieux dans les écoles publiques », complétée par la circulaire du 18 octobre 2004. Elle interdit de porter les signes manifestant ostensiblement son appartenance à une religion à l'école, mais n'a pas apporté les signes de reconnaissance des religions minoritaires souhaités par la commission. Le 11 octobre 2010 une autre loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public est adoptée : « Nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage » (article 1). Dans l'exposé des motifs de la loi, on lit : « Si la dissimulation volontaire et systématique du visage pose problème, c'est parce qu'elle est tout simplement contraire aux exigences fondamentales du « vivre ensemble » dans la société française ».

Les évolutions de la législation définissant et limitant l'expression de la religion (à l'école, puis dans les espaces publics) se réalisent en parallèle de l'opinion publique. Celle-ci s'accommode de plus en plus mal de la religion en public reflétant les avis de la population majoritaire du fait de son poids statistique. L'interprétation de la laïcité comme consistant à laisser libre de pratiquer sa religion est inchangée, mais l'opinion adhère à l'idée que les modalités de l'expression doivent de plus en plus être confinées à l'espace privé, comme en témoigne la croissance des opinions favorables aux interdictions des appartenances religieuses en milieu scolaire.

### Liste et méthodologie des sondages

Les sondages mobilisés ici ont été réalisés par l'Ifop ou CSA d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération pour différents organes de presse aux dates suivantes :

- Sondage Ifop, L'enquête a été menée auto-administrée en ligne du 11 au 13 novembre 2015 auprès d'un échantillon de 1 004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- Étude réalisée par l'Ifop pour La Croix les 6 et 7 mars 2008 auprès d'un échantillon de 959 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus,
- Sondage Ifop, par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 15 février 2015. Échantillon de 1003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- Sondage CSA / CNAL réalisé par téléphone les 2 et 3 février 2005. Échantillon national représentatif de 970 personnes âgées de 15 ans et plus.
- Sondage CSA pour Le Parisien réalisé par téléphone du 15 au 16 décembre 2003 auprès d'un échantillon de 1 004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- Sondage CSA pour France Europe Express et France Info réalisé par téléphone du 2 au 3 décembre 2003 auprès d'un échantillon de 1 001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- Sondage CSA pour Le Parisien réalisé par téléphone du 24 au 25 novembre 2003 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- Sondage CSA pour Le Figaro Magazine réalisé par téléphone le 29 octobre 2003 auprès d'un échantillon de 1 004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



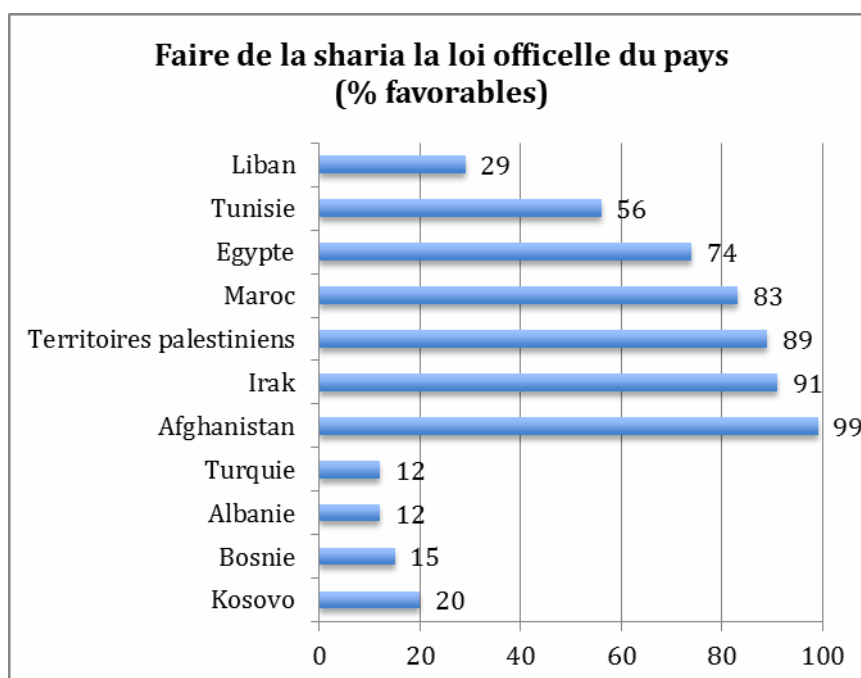
Fiche 10

## LA RELIGION, LA LOI ET L'ÉTAT CHEZ LES MUSULMANS : PEW, UNE ÉTUDE MONDIALE

L'institut Pew a réalisé un sondage dans trente neuf pays de six régions du monde (voir la carte en illustration) sur la perception de l'État et de la loi par les musulmans. La sharia se réfère aux principes éthiques fixés dans le Coran et les exemples d'actions du prophète. Les pays retenus sont principalement ceux proches de l'UE, et également ceux dont la population est la plus favorable à un système d'État religieux de manière à situer la borne haute et la borne basse des opinions publiques.

L'angle de cette fiche concerne les relations entre la religion et l'État : la loi de l'État doit-elle être de nature religieuse, les juges doivent-ils être religieux ? un libre droit de pratiquer sa religion pour les minorités (non musulmanes) doit-il être accordé ?

Figure n°1. « Êtes-vous favorable ou opposé à faire de la loi islamique la loi officielle du pays dans notre pays » (% favorable), 2013.

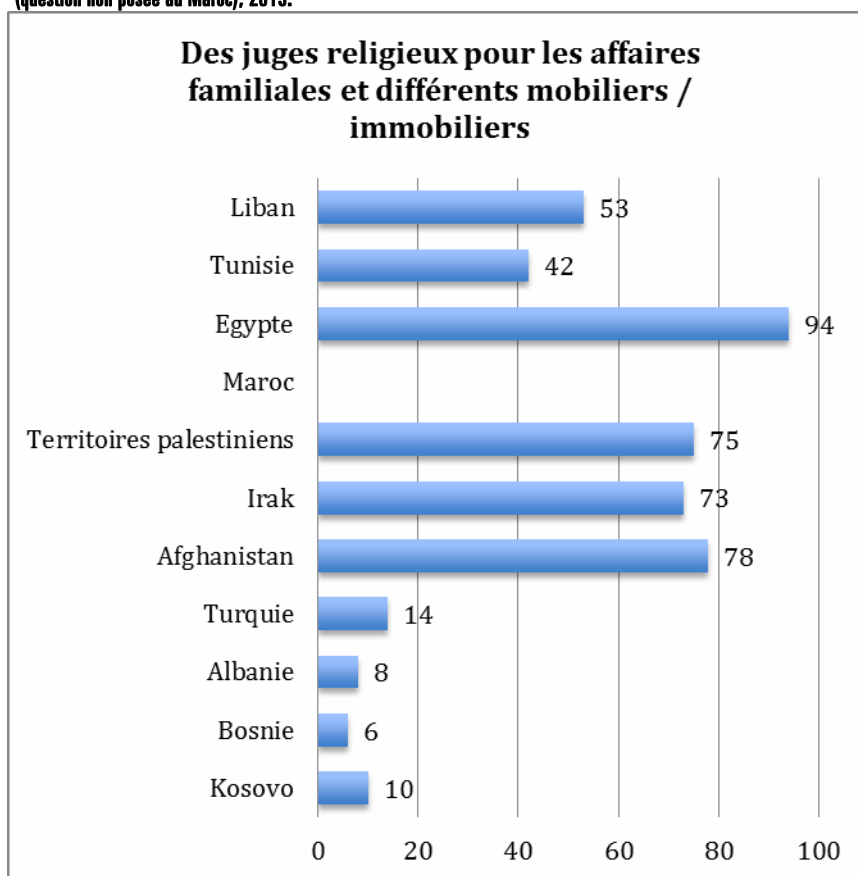


Les opinions concernant le fait de prendre la sharia comme loi officielle du pays varient très nettement suivant les pays. Les opinions dans ceux du sud-est de l'Europe géographique (Albanie, Bosnie, Kosovo) sont, avec la Turquie, très peu favorables à un alignement de la loi civile et pénale sur la loi religieuse. Mais, dans les pays d'Asie et en Afrique du Nord entre les trois quarts et la totalité de la population y sont favorables. La Tunisie est partagée en deux blocs d'une taille proche. Il n'y a donc pas d'unité dans la vision de la relation entre la religion et l'État.

Le fait de confier les jugements à des personnalités religieuses varie logiquement suivant les mêmes lignes que la préférence pour la sharia (cf. figure n°2). La Turquie et les pays d'Europe du sud-est n'y sont pas favorables, les autres bien plus souvent.

La liberté de conscience et un de ses corollaires, la liberté d'avoir et de pratiquer une religion (il faudrait y ajouter la liberté de ne pas croire) sont mesurés par la combinaison de deux questions : le fait que les musulmans pensent que les gens d'une autre religion sont libres de pratiquer leur religion, et leur appréciation sur ce fait.

Figure n°2. « Êtes-vous favorable ou opposé à ce qu'on confie à des personnalités musulmanes et des juges religieux le soin de trancher le contentieux familial et concernant les biens ? » (question non posée au Maroc), 2013.



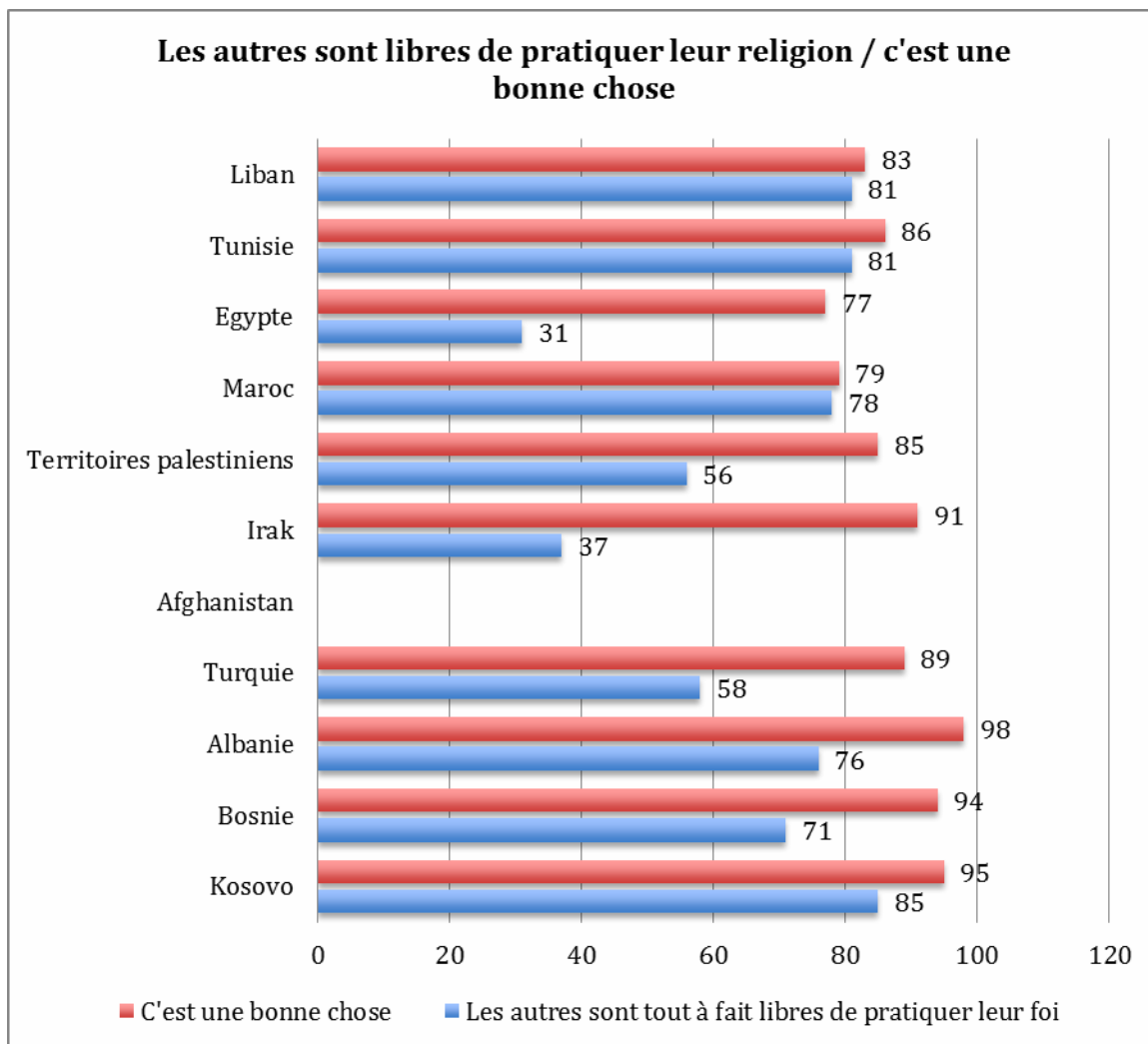
Les musulmans reconnaissent qu'il n'est pas aisé pour les personnes d'une autre religion de la pratiquer, en particulier au Moyen-Orient, mais aussi en Afrique du Nord et même en Turquie. Le Liban, la Tunisie et l'Europe du sud-est sont plus tolérants. Une très grande partie (entre 81 et 98%) des musulmans qui constatent la liberté pour les autres religions pensent que c'est une bonne chose. Dans les opinions les moins convaincues du caractère bénéfique de la liberté, comme l'Égypte ou le Maroc, un cinquième des personnes y sont réfractaires.

#### Les questions de sondage de Pew

- Q79a. Do you favor or oppose making sharia law, or Islamic law, the official law of the land in our country ?
- Q92a. Do you favor or oppose the following: giving Muslim leaders and religious judges the power to decide family and property disputes ?
- Combinaison de deux questions : Q10. And in our country, how free are people from religions different than yours to practice their religion? Are they very free to practice their religion, somewhat free, not too free, or not at all free to practice their religion? Q11. And is this a good thing or a bad thing ?

En résumé, il n'y a pas d'unité du monde musulman concernant le bon modèle des relations entre loi religieuse et État, les pays proches de l'UE étant les plus opposés à l'application de la sharia. Par ailleurs, l'opinion reconnaît que la liberté religieuse est très variablement assurée, surtout dans des pays du Moyen-Orient et en Égypte, mais la valorise néanmoins dans une large mesure.

Figure n°3. « Les non musulmans pratiquent librement leur religion » (% oui) et « c'est une bonne chose » (% oui) (questions non posées en Afghanistan), 2013



### Méthodologie du sondage

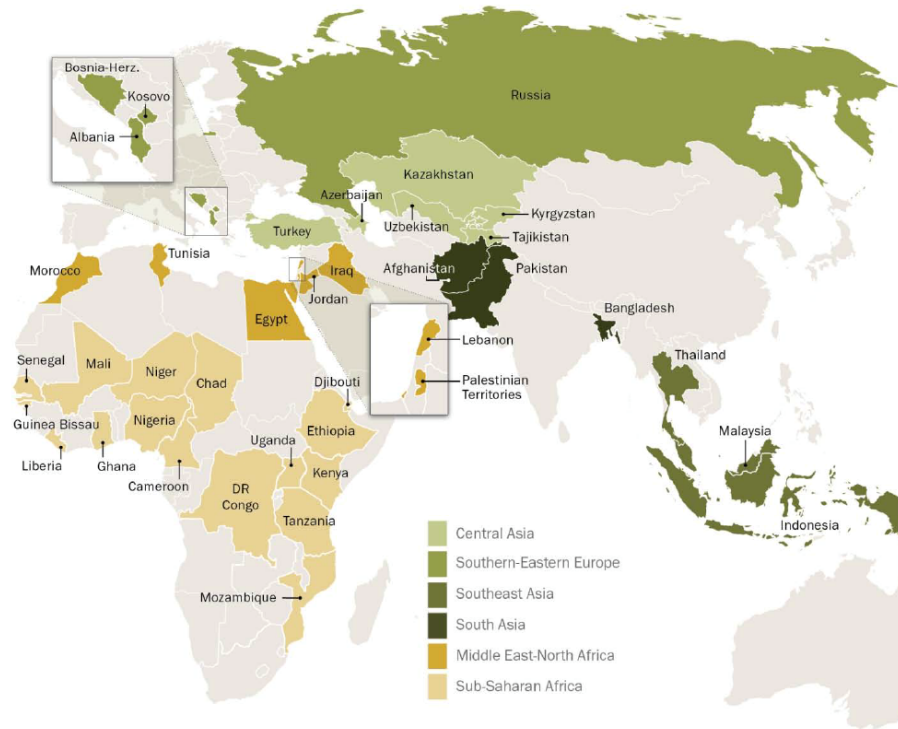
Pew est un institut reconnu qui réalise des enquêtes sur la politique et la religion.

L'échantillon porte sur plus de 38.000 personnes, les interviews sont réalisées en face à face. Il est composé de 39 échantillons représentatifs de la population de 18 ans et plus, chacun ayant environ 1.000 répondants. Voir la page 39 du rapport pour plus de détails. Pour chaque pays l'échantillon est aléatoire et stratifié par zone géographique.

Pew a publié l'ensemble des caractéristiques des sondages sur son site web voir <http://www.pewforum.org/2013/04/30/the-worlds-muslims-religion-politics-society-overview/>

Les pays enquêtés (Pew, 2013)

Countries Surveyed



The survey in Thailand was conducted only among Muslims in five southern provinces: Narathiwat, Pattani, Satun, Songkhla and Yala. It is representative of Muslims in these five provinces.

PEW RESEARCH CENTER



Fiche 11

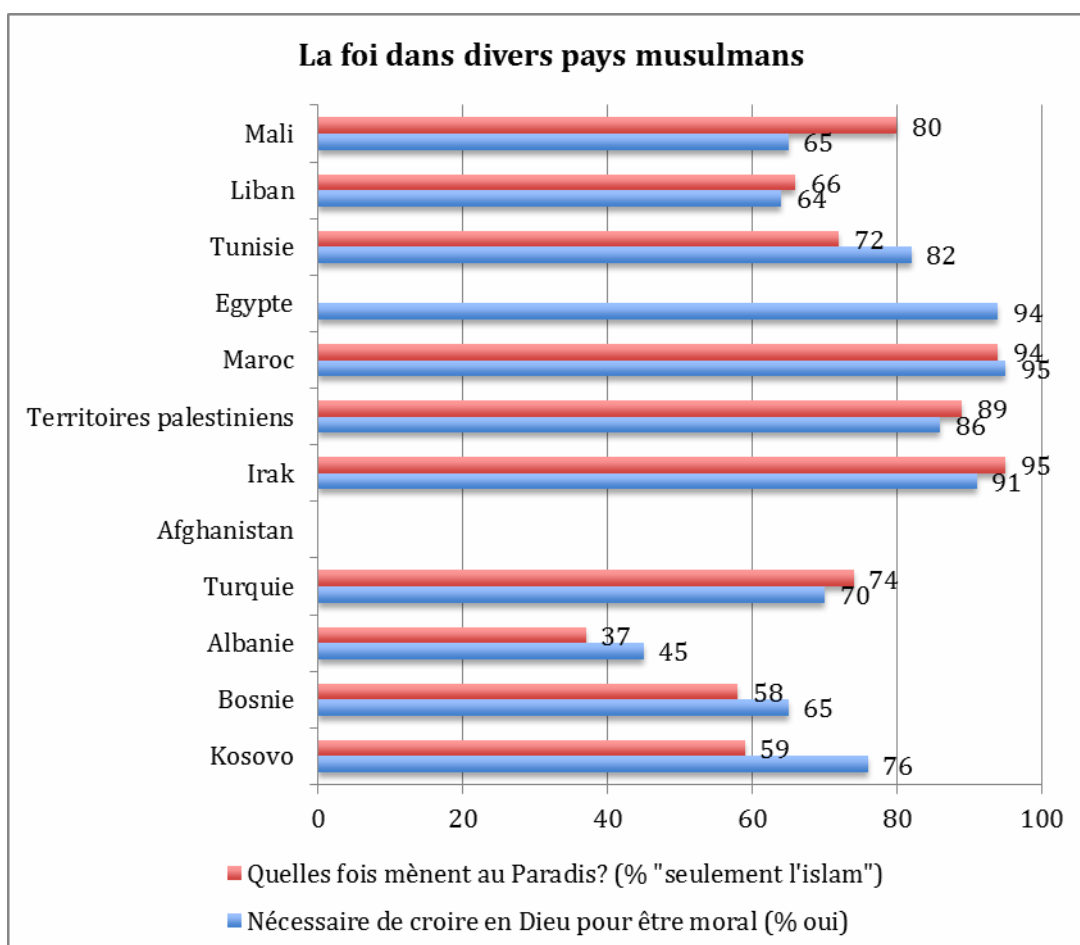
## LA RELIGION ET LES VALEURS CHEZ LES MUSULMANS : UNE ÉTUDE MONDIALE

L'angle de cette fiche concerne l'importance de la foi chez les musulmans, les perceptions de la moralité de la société et le fait de sauver son âme, d'une part, et, d'autre part, des valeurs sociales à travers les jugements moraux sur des pratiques qui engagent le libre choix de la personne (l'avortement ou l'homosexualité), et, la question de l'égalité entre hommes et femmes.

L'institut Pew a réalisé un sondage dans trente neuf pays de six régions du monde (voir la carte en illustration) sur la perception de l'État et de la loi par les musulmans. Les pays retenus sont une sélection de ceux proches de l'UE, d'Afrique et d'Asie.

Les opinions quant à la place de Dieu chez les musulmans sont présentées à la figure n°1. On note que, d'une manière générale, les musulmans pensent que la croyance en Dieu et la morale sont une même chose, que l'une n'est pas possible sans l'autre. Ceci va à rebours d'une éthique civile, sécularisée qui postule le contraire : les athées ont des valeurs, consacrées par les lois des hommes et trouvant leur manifestation dans la décision des assemblées délibérantes. On notera que les pays d'Europe du Sud-Est sont nettement moins souvent porteurs de ces opinions. Pour les musulmans, il n'y a, le plus souvent, qu'une seule vraie foi susceptible de permettre le salut. La diversité des voies d'accès au Paradis, et donc des cultes, n'est pas reconnue. A nouveau, les pays d'Europe sont une exception dans un panorama global.

Figure n°1. « Il est nécessaire de croire en Dieu pour être moral » (% oui), « Quelles fois mènent au Paradis ? » (% « l'Islam seulement »), divers pays, 2012. (questions non posées en Afghanistan).

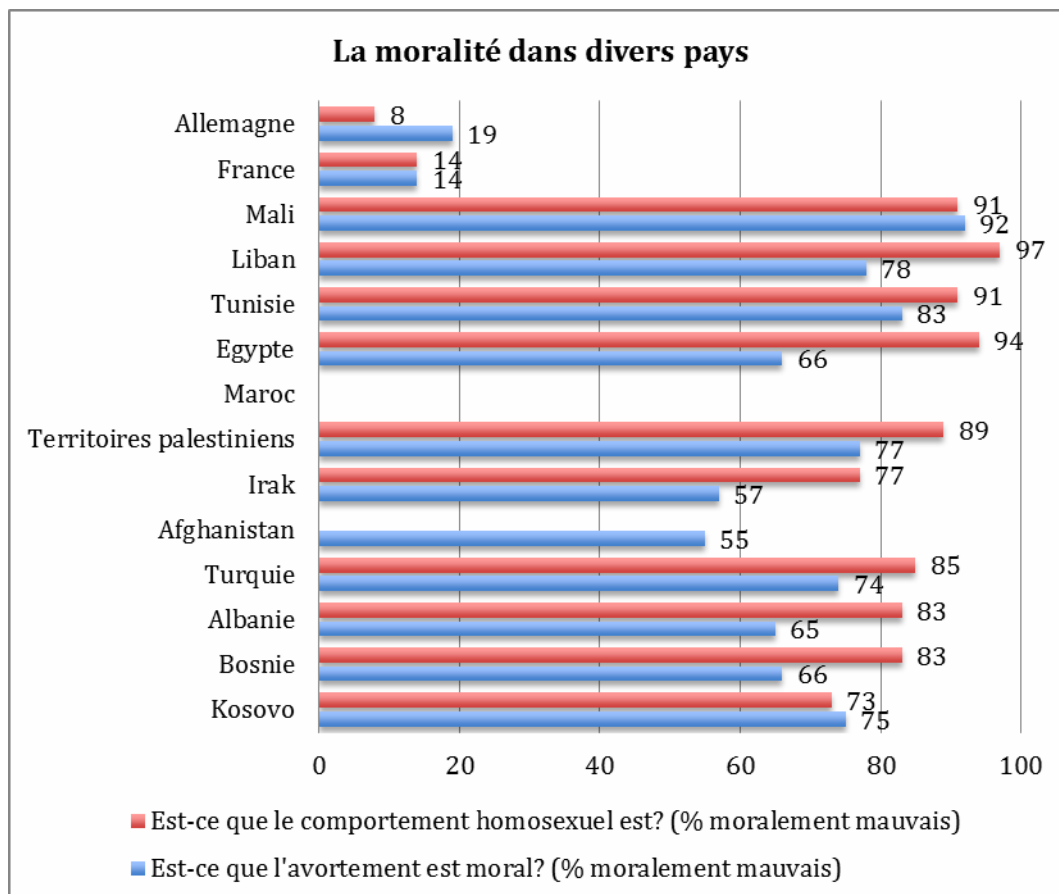


Comment cette importance de Dieu se traduit-elle dans les jugements vis-à-vis des comportements des femmes et des homosexuels, la libre détermination de leurs actes est-elle ou non acceptée ? La figure n°2 montre une grande homogénéité des opinions à travers les pays, plus encore que pour la nécessité de croire en Dieu par exemple. Le comportement homosexuel n'est presque jamais jugé moralement acceptable (entre 0 et 7%, à l'exception de l'Europe du Sud-Est avec entre 4 et 14 %), les répondants jugent aussi que « ça dépend de la situation » ou que « ça n'est pas une question morale » mais le plus souvent qu'il est « moralement mauvais » pour entre 73 et 97 % d'entre eux (voir figure n°2).

### Les questions de sondage originales

- Q16. Which one of these comes closest to your opinion : It is not necessary / It is necessary to believe in God in order to be moral and have good values,
- Q55. Now I'm going to read you two statements. Please tell me whether the FIRST statement or the SECOND statement comes closer to your own views — even if neither is exactly right. Q84c Islam is the one true faith leading to eternal life in heaven / Many religions can lead to eternal life in heaven.
- Do you personally believe that Having an abortion is morally acceptable, morally unacceptable, or is it not a moral issue?
- Q84d Do you personally believe that d. Homosexuality is morally acceptable, morally unacceptable, or is it not a moral issue ?

Figure n°2. « Est-ce que le comportement homosexuel est ? » (% moralement mauvais), « Est-ce que l'avortement est ? ... » (% moralement mauvais), divers pays, 2012. Pour les pays d'Europe, 2013-14. (questions non posées au Maroc).



Les opinions sur l'avortement présentent une structure comparable, même si le niveau est un peu plus faible (entre 55 et 92% des personnes disent que c'est moralement mauvais) : les opinions en valeurs se révèlent assez homogènes malgré la grande diversité des pays, de la Bosnie au Mali en passant par la Turquie. L'Afghanistan est moins prompt à juger moralement l'avortement.

L'institut Pew a enquêté des pays européens au cours de deux vagues d'enquêtes de l'automne et l'hiver 2013 publiées le 15 avril 2014, et la figure n°2 montre les deux plus grands pays d'Europe continentale, la France et l'Allemagne. Le contraste des opinions est saisissant, y compris avec les pays musulmans géographiquement proches dans le Sud-Est, concernant l'acceptation des groupes homosexuels et de l'avortement.

**En résumé**, si nous avons observé qu'il n'y avait pas d'unité du monde musulman concernant le modèle des relations entre loi religieuse et État (fiche n°2), lorsqu'on mesure l'importance de Dieu et la diffusion de valeurs, en particulier liées à la sexualité des groupes minoritaires (les homosexuels) ou à la place des femmes, on trouve une bien plus grande homogénéité entre ces jugements. L'unité de l'opinion musulmane à travers le monde se réalise surtout autour de l'importance de Dieu et de croyances sur ce qui est bon et pur associées à l'interprétation des textes sacrés.

#### Méthodologie du sondage

Pew est un institut reconnu qui réalise des enquêtes sur la politique et la religion.

L'échantillon porte sur plus de 38.000 personnes, les interviews sont réalisées en face à face. Il est composé de 39 échantillons représentatifs de la population de 18 ans et plus, chacun ayant environ 1.000 répondants. Terrain : 2012. Pour l'Europe, 2013-14. Voir la page 39 du rapport pour plus de détails.

Pour chaque pays l'échantillon est aléatoire et stratifié par zone géographique.

Pew a publié l'ensemble des caractéristiques des sondages sur son site web voir <http://www.pewforum.org/2013/04/30/the-worlds-muslims-religion-politics-society-overview/>



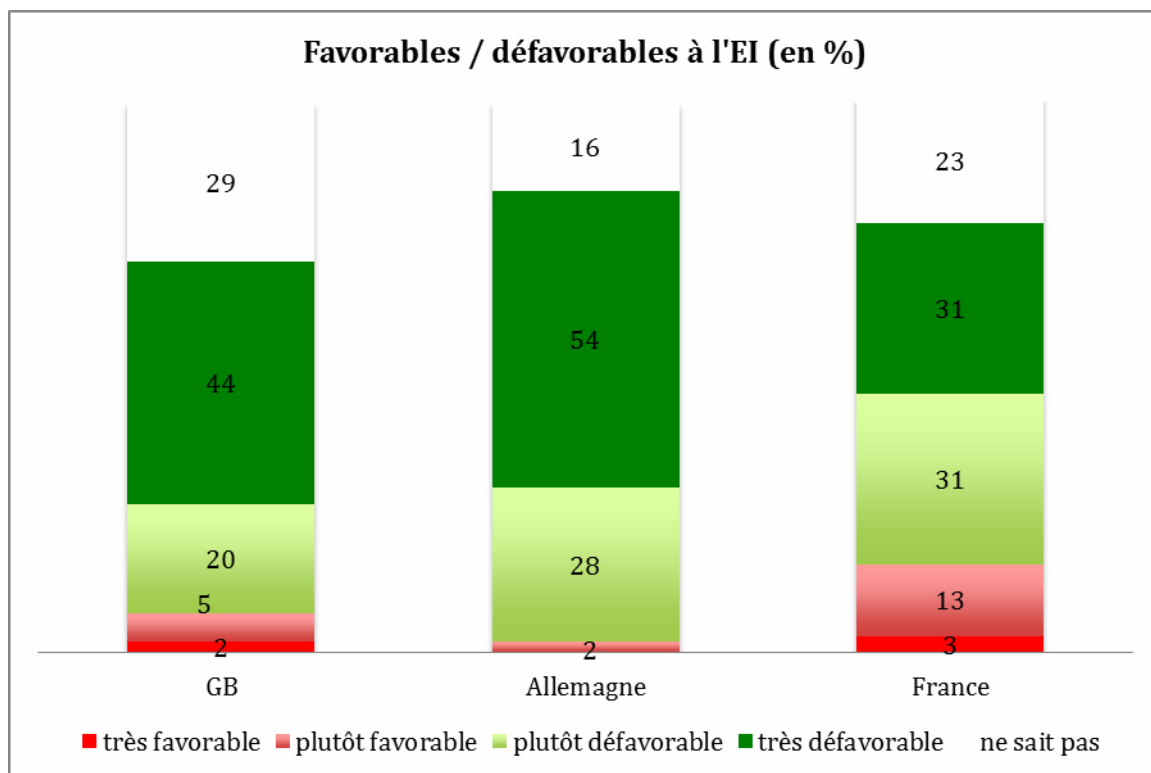
Fiche 12

## QUELLE EST L'IMAGE DE L'ÉTAT ISLAMIQUE DANS L'OPINION DES EUROPÉENS ?

La représentation dans l'opinion française d'un groupe militaire, l'État Islamique, tentant d'établir par la force un État religieux (un Califat) renseigne sur les liens en valeurs avec la communauté politique nationale. En effet, peut-on être favorable aux élections libres pour choisir son gouvernement, à la laïcité comme forme de séparation de l'église et de l'État et dans le même temps à l'EI ? Certes non. L'institut ICM a réalisé un sondage sur la perception de l'État Islamique dans l'opinion. Le sondage a été réalisé en juillet 2014 dans trois pays : la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne.

La question posée est libellée ainsi : « A partir de ce que vous savez, dites-moi si vous avez une opinion très favorable, assez favorable, assez défavorable ou très défavorable de l'État Islamique en Irak et au Levant également connu sous le nom de EI ». Les résultats (pourcentages par pays) sont présentés à la figure n°1. Les opinions très favorables et favorables cumulées sont nettement plus nombreuses en France (13+3=16%) qu'en Grande-Bretagne (5+2 = 7%) et surtout qu'en Allemagne (0+2 = 2%).

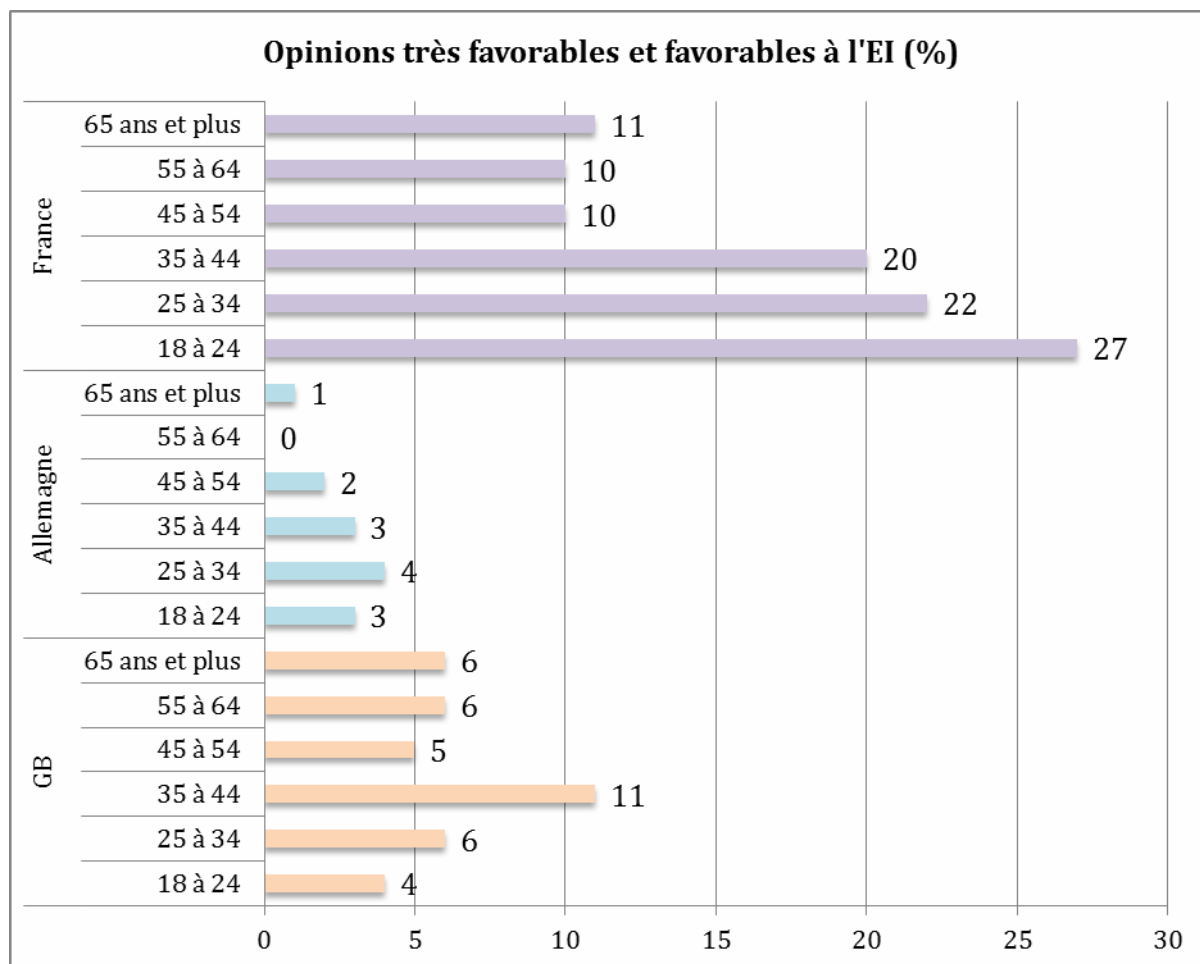
Figure n°1. « A partir de ce que vous savez, dites-moi si vous avez une opinion très favorable, assez favorable, assez défavorable ou très défavorable de l'État Islamique en Irak et au Levant également connu sous le nom de EI », pourcentage pour chacun des pays, juillet 2014.



En France, les groupes socioprofessionnels les moins négatifs sont situés en bas de l'échelle sociale (employés, ouvriers : 21% d'image favorable dont 5% de très favorable). Les cadres (13%) et les indépendants (9%) sont les plus réservés. Ces chiffres ne sont pas disponibles pour les autres pays dans les documents publics.

Les résultats par tranche d'âge dans les trois pays montrent des distributions différentes (cf. figure n°2). En Grande-Bretagne et en Allemagne, les plus jeunes des adultes (18-24 ans) ne sont pas les plus positifs vis-à-vis de l'EI, ce sont respectivement les 35-44 ans ou les 25-34 ans qui le sont. En France, en revanche, les 18-24 ans sont plus favorables que les 25-34 ans, qui le sont plus que les 35-44 ans, puis à partir de 45 ans l'opinion favorable est divisée par deux (de 20 à 10%).

Figure n°2 « A partir de ce que vous savez, dites moi si vous avez une opinion très favorable, assez favorable, assez défavorable ou très défavorable de l'Etat Islamique en Irak et au Levant également connu sous le nom de EI », pourcentage par tranche d'âge et par pays, juillet 2014.



#### La question de sondage

La formulation est : « From what you know, please, tell me if you have a very favorable, somewhat favorable, somewhat unfavorable or very unfavorable opinion of the Islamic State of Iraq and the Levant otherwise known as ISIS? »

## INTERPRETATION

Comment comprendre l'attrance pour l'État Islamique comparativement vive en France ? Premièrement, le sondage date d'avant 2015, l'année des attaques par des terroristes nés et élevés en France s'attaquant à la presse libre, puis aux gens ordinaires, à leurs concitoyens, et indistinctement leurs coreligionnaires. Malgré cela, comment avoir de ce groupe armé une opinion favorable ? L'établissement d'un Califat par la violence trouverait-il écho chez les musulmans en France ? Clairement, les pourcentages débordent les estimations de cette population en France (8% environ), et on ne peut se limiter à cette approche pour expliquer l'adhésion de 16% des sondés.

Et ce d'autant plus qu'il est hautement improbable que tous ceux qui appartiennent à l'islam se montrent favorables (le sondage ne donne pas les ventilations par dénomination). Des explications complémentaires sont nécessaires pour atteindre 27% de jeunes. Des pistes sont données par l'historien Patrick Weil dans *Le sens de la République* qui voit dans l'histoire coloniale un traumatisme jamais soigné. L'historien Benjamin Stora parle d'un ressentiment colonial, et il voit le djihadisme français comme une sorte d'héritage algérien inconscient, un « retour du refoulé » où la guerre, qui avait débouché sur la dernière victoire par les armes du monde arabe contre un pays occidental, est rejouée. Selon eux, leurs enfants sont attirés par les actions radicales à travers des « récits fantasmés » et une rage contre des « pères, qui ont finalement, à leurs yeux accepté l'ordre établi » (interview au *Nouvel Observateur*, 7-13 janvier 2016). Ainsi, l'attrance pour ceux qui osent défier la France et l'Occident, serait pour des jeunes adultes une expression de leur fierté. Et probablement de la frustration d'être économiquement laissés à côté de la route. Mais, là encore, même avec cette explication, les pourcentages semblent fort élevés. Peut-être la sympathie déborde-t-elle la religion pour inclure ceux qui se reconnaissent dans une lutte du faible contre le fort ? Ou encore faut-il y voir une manifestation de la fascination pour la force des idéaux et le fait de se réaliser par une implication totale de soi ?

### Méthodologie du sondage

L'institut de sondage ICMUnlimited (voir <http://www.icmunlimited.com>), qui appartient au groupe de marketing Creston (voir <http://www.creston.com>) a mis en ligne les résultats (voir <m/data/media/pdf/New-EU-Comb.pdf>). Le sondage a été commandé par un média russe « *Rossia Segodnia* ».

L'institut ICM qui a des clients comme la BBC, Aviva, Sainsbury, The Guardian affirme sur sa page web respecter les règles britanniques en matière de sondage.

Il est composé de trois échantillons représentatifs par quotas (sexe, âge, taille de commune, niveau socio-économique) de la population de 18 ans et plus en France, Allemagne et Grande-Bretagne. Les échantillons sont d'une taille de 1001, 1006 et 1000 personnes, soit au total 3007 interviewés. La marge d'erreur varie suivant la distribution des réponses entre environ plus ou moins 1,5 à 3 points de pourcentage. Les personnes ont été jointes par téléphone (méthode CATI, computer assisted telephone interviews).

ICM a publié l'ensemble des caractéristiques du sondage réalisé du 11 au 21 juillet 2014 (échantillonnage, profil des personnes enquêtées, pondération) sur son site web.





Fiche 13

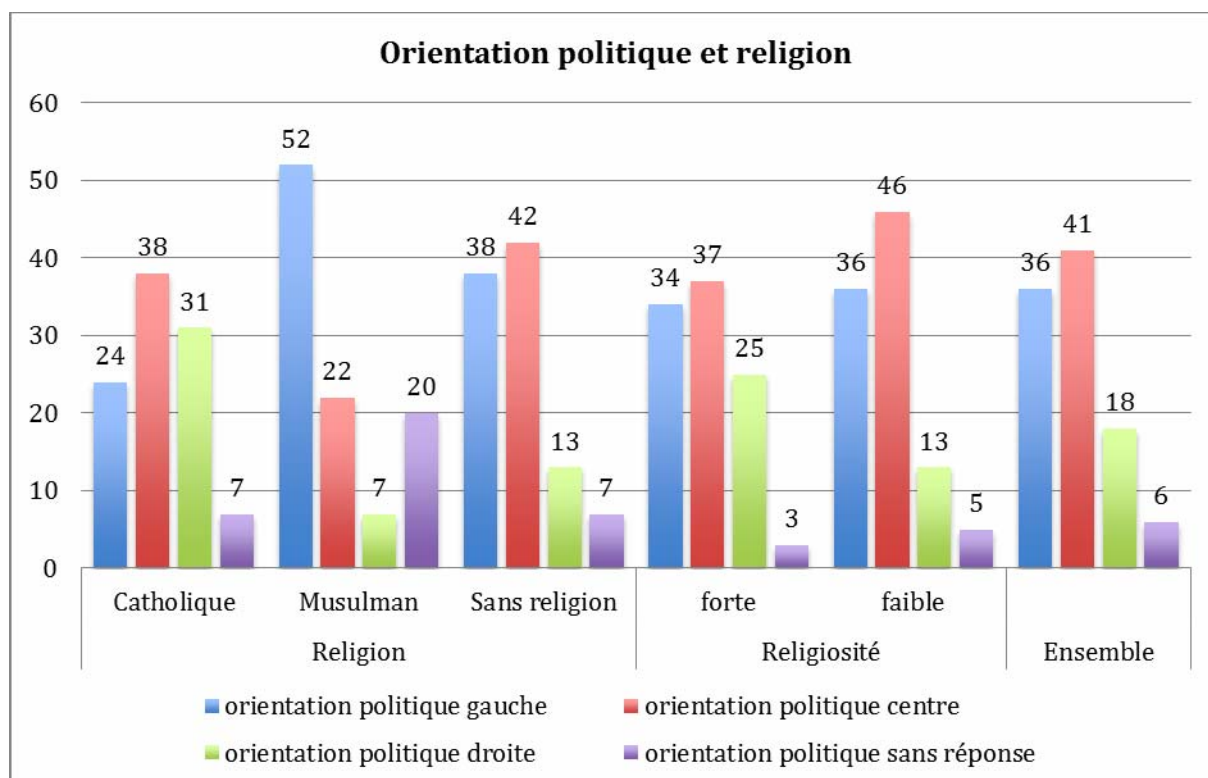
## LES VALEURS DES JEUNES ADULTES : INDIVIDUALISME ET MORALE EN FRANCE (1981-2008)

Un groupe de chercheurs dirige un sondage sur les valeurs dans différents pays européens depuis 1981. Les échantillons sont représentatifs de la population de 18 ans et plus. En rassemblant les différentes vagues d'études (1981 à 2008), il est possible de réaliser un zoom en France sur les jeunes adultes (18-29 ans) suivant leur religion à l'instar de l'analyse secondaire réalisée par le politologue Pierre Bréchon (Sciences Po Grenoble). Cette technique permet de donner des résultats structurels, indépendamment de la conjoncture politique ou économique du moment.

Trois thèmes sont présentés ici suivant l'orientation religieuse (catholique ou musulmane, absence de religion) : les orientations politiques, l'adhésion à la « société des individus » et enfin les valeurs de tolérance en termes de mœurs.

Les différentes appartenances religieuses sont liées aux préférences politiques (cf. figure n°1). Les catholiques sont orientés vers la droite (31%) et le centre (38%), et peu à gauche (24%) comparativement aux musulmans (52% à gauche, soit plus du double). Les personnes sans religion sont peu différentes des catholiques. La religiosité, mesurée par 10 indicateurs (fréquenter les offices religieux, croire en Dieu, prier, donner une importance à Dieu dans sa vie, cf. annexe méthodologique) est associée à une orientation à droite (car la population majoritaire est catholique).

Figure n°1 Orientation politique suivant la religion et la religiosité, France, 1981-2008.

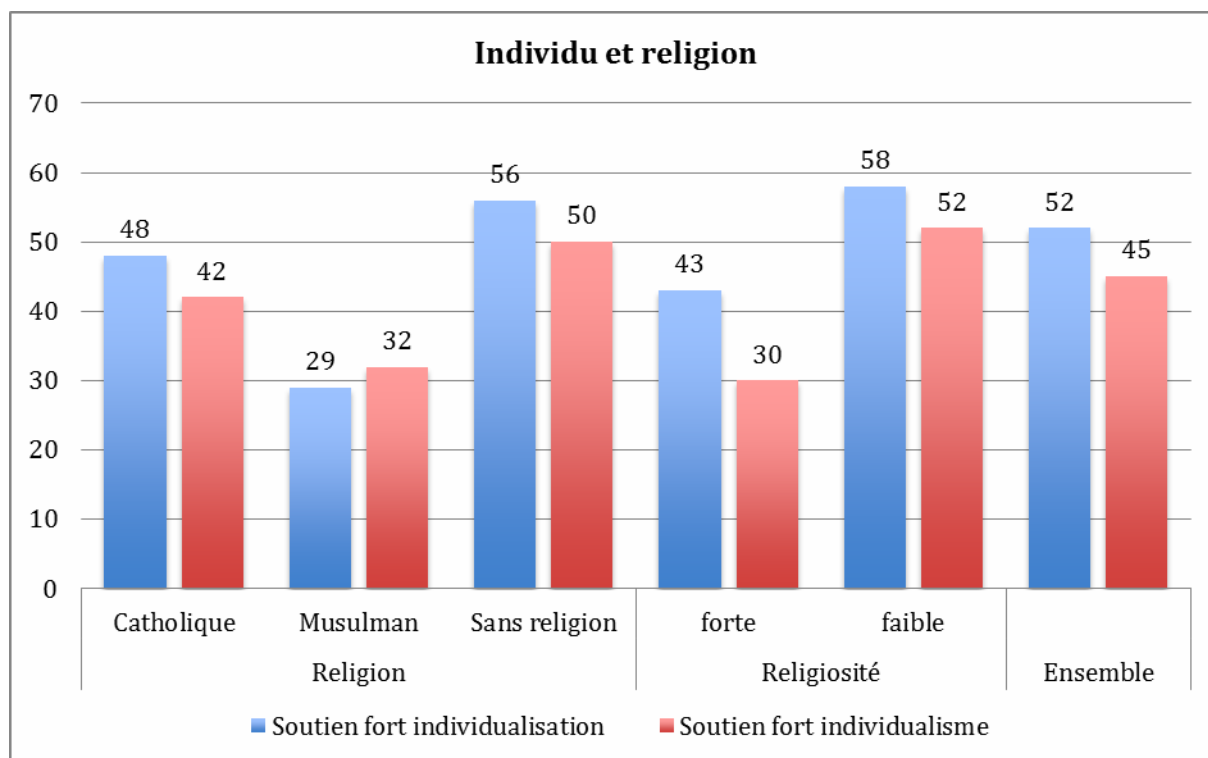


La sociologie distingue l'individualisme et l'individualisation. Le premier renvoie à l'égoïsme dans les choix individuels (agir en fonction de son intérêt sans considération d'autrui), et la seconde au fait de donner la primauté aux préférences de l'individu, d'en faire l'auteur de ses choix (cf. encadré sur la formulation des indicateurs).

Les personnes sans religion soutiennent plus nettement l'individualisation et l'individualisme, et s'opposent le plus nettement aux musulmans en la matière. Les catholiques occupent une

position intermédiaire, à mi distance entre les deux autres groupes. Les musulmans adhèrent donc le moins à une vision de la société dans laquelle les individus peuvent juger par eux-mêmes en fonction des règles qu'ils se donnent, où ils manifestent la volonté de faire des choix sans contrainte par les institutions. D'une manière générale, la religiosité plus forte s'accompagne d'une valorisation des normes du groupe, de la conformité à une norme partagée.

Figure n°2. Attitudes vis-à-vis de la l'individualisation, l'individualisme et religion, 18-29 ans, France, 1981-2008.



La religion oriente les valeurs des individus. Ici nous pouvons observer les attitudes par rapport aux mœurs de deux manières : d'une part, ce que les sociologues appellent la « permissivité », par exemple le degré d'acceptation du divorce, de l'avortement ou l'homosexualité, et, d'autre part, « l'incivisme » qui mesure le caractère acceptable des comportements de triche par rapport au fisc, dans les transports par exemple.

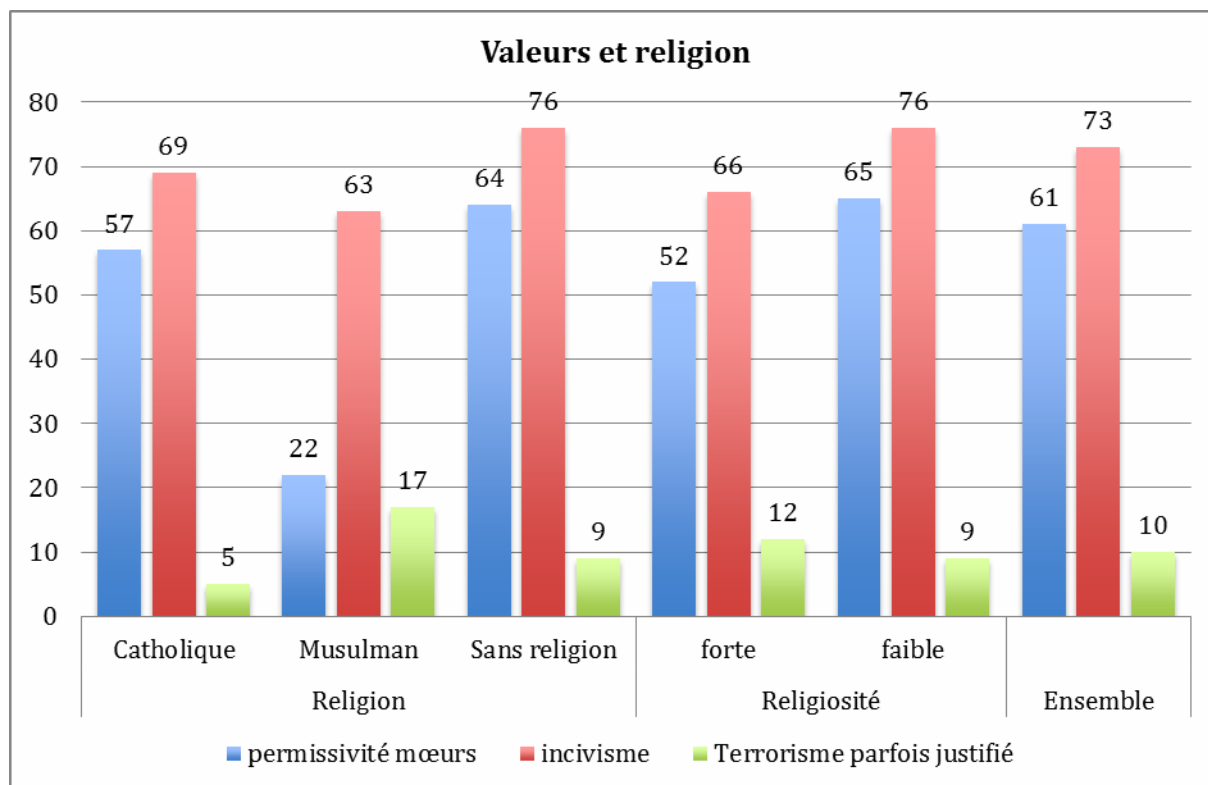
#### Les questions de sondage et les indices utilisés

(source : Pierre Bréchon, La religiosité des jeunes Français. Etat des lieux. 2015)

- Religiosité : se déclarer membre d'une association religieuse ou paroissiale, fréquenter les offices religieux au moins mensuellement, se sentir religieux, croire en Dieu personnel ou force de vie, grande importance de Dieu dans sa vie (niveau 8 à 10 de l'échelle), croire en une vie après la mort, trouver que la religion apporte force et réconfort, prendre des moments pour prier et méditer, faire une très ou assez grande confiance aux Églises,
- Individualisation : 19 indicateurs portant sur la volonté de faire des choix sans contrainte dans tous les grands domaines de la vie (morale de principe, ou de circonstances, valeurs familiales, sexualité, euthanasie, suicide, organisation et sens du travail, expression et participation démocratique...),
- Individualisme : 19 indicateurs : ne pas se sentir concerné par les conditions de vie de différentes catégories de population, affirmer son individualisme de principe ? (ne pas s'occuper des affaires des autres), ne pas sacrifier son bien-être pour ses ascendants et descendants, ne pas s'investir dans la vie de la cité ;
- Permissivité : degré d'acceptation du divorce, de l'avortement, de l'homosexualité, du suicide, de l'euthanasie,
- Incivisme : attitude vis-à-vis de la triche sur ses impôts ou sur les indemnités sociales, accepter un pot-de-vin, mentir par intérêt, voyager sans billet de train ou de bus, utiliser/voler la voiture d'autrui, Le terrorisme « doit toujours être condamné » / « peut se justifier dans certaines circonstances »

En matière de permissivité de mœurs qui correspond au fait que les personnes choisissent librement leur façon de vivre (sans nuire à autrui), les individus sans religion sont les plus convaincus du bien fondé d'une telle posture (64%), proche des catholiques (57%) et très loin des musulmans (22%). L'incivisme mesure la liberté prise avec les règles sociales (la triche, le vol), et ici les athées et les catholiques sont plus nombreux à les tolérer que les musulmans, mais assez peu (avec les athées 13 points contre 42 précédemment). Ceci explique peut-être le fait que la violence soit parfois perçue comme acceptable par 17% des musulmans contre 5% des catholiques ou 9 % des athées.

Figure n°3 Attitudes vis-à-vis de la permissivité des mœurs, incivisme et religion, 18-29 ans, France, 1981-2008.



**En conclusion**, les différences d'attitudes suivant les appartenances religieuses montrent d'abord que les musulmans sont nettement plus à gauche. Ensuite, on ne voit guère d'opposition quant aux interdits (ne pas tricher est partagé par tous), mais plutôt sur le fait que les personnes ont le droit, ou se voient refuser le droit, de choisir leur façon de vivre (de se mettre en couple, de divorcer ou choisir leur sexualité). Ainsi, les musulmans sont à la fois souvent à gauche et opposés aux valeurs auxquelles adhèrent les autres sympathisants de gauche. Ils sont par ailleurs deux fois plus tolérants vis-à-vis du terrorisme, même si cela ne concerne qu'une minorité.

#### Méthodologie du sondage

L'échantillon de 1.500 à 3.000 personnes par pays est constitué par quotas (sexe, âge, taille de commune, niveau socioéconomique). Quatre vagues ont eu lieu, une tous les 9 ans depuis 1981 et jusqu'à 2008. Le volet français est réalisé par « ARVAL », l'association pour la recherche sur les systèmes de valeurs, composée d'une quinzaine d'universitaires et de chercheurs, politologues et sociologues. L'enquête est par le laboratoire PACTE (Sciences po Grenoble/CNRS). Le questionnaire et les résultats sont disponibles



Fiche 14

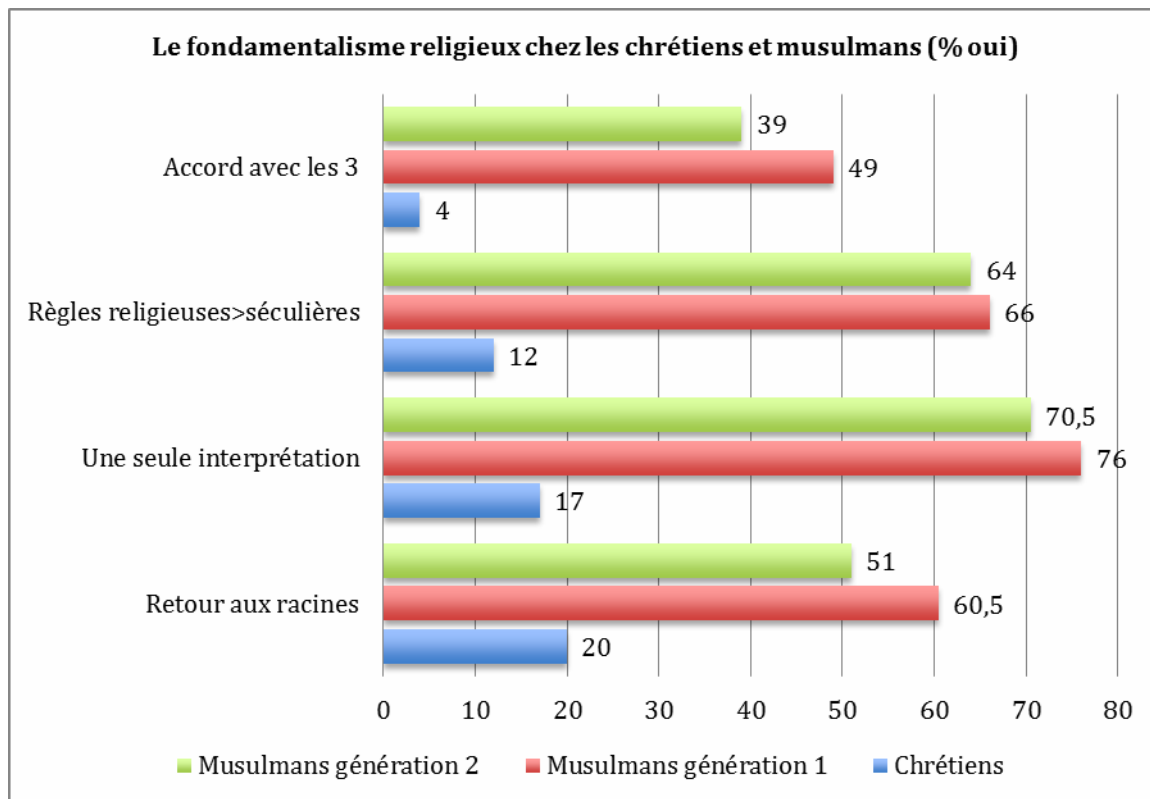
## FONDAMENTALISME ET RELATIONS ENTRE GROUPES RELIGIEUX EN EUROPE

Un groupe européen de chercheurs conduit par le professeur Ruud Koopmans (centre WZB, université de Berlin) a réalisé une étude dans six pays européens en 2008 qui porte sur le fondamentalisme et l'hostilité vis-à-vis du « hors groupe » pour les chrétiens et les musulmans. Les personnes qui disent ne pas avoir de religion ne sont pas incluses dans l'étude. Tous les chrétiens sont originaires du pays où ils sont enquêtés, et tous les musulmans sont originaires d'autres pays du monde (et de différentes générations, jusqu'à la troisième).

Le fondamentalisme existe dans toutes les religions, il se définit par trois attitudes liées : les croyants doivent retrouver les règles codifiées dans le passé qui sont éternelles et inamovibles ; les règles n'ont qu'une seule interprétation qui lie tous les croyants ; les règles religieuses ont préséance sur les lois séculières. Les sociologues considèrent qu'il s'agit d'une reconstruction et d'une réinterprétation de la tradition pour servir des buts actuels. Le fondamentalisme ne se confond ni avec la religiosité qui est l'expression d'un attachement à Dieu, ni avec la radicalisation qui consiste en des attitudes qui légitiment la violence pour atteindre ses buts.

La différence entre « in group » et « out group » est classique en psychologie sociale, et il est régulièrement observé que les identités sociales s'organisent en fonction d'une ligne qui sépare les deux ensembles, « nous » et « les autres ». Des préjugés et des attitudes hostiles sont souvent exprimés à l'égard du « hors groupe », et notamment en matière religieuse. L'identification à chaque religion est mesurée par un indice (voir encadrés méthodologiques).

Figure n°1 Le fondamentalisme des chrétiens et des musulmans dans six pays d'Europe mesuré par 3 items (voir questions détaillées dans l'encadré), 2008.



Le niveau de fondamentalisme dans les pays Européens observés se révèle nettement plus élevé pour les musulmans que pour les chrétiens (cf. figure n°1). Sur chaque dimension du fondamentalisme, les premiers sont entre 2,5 et 4 fois plus souvent convaincus, qu'il s'agisse

du retour aux racines, de l'unicité de l'interprétation des textes originaux ou de la supériorité des lois religieuses sur les lois séculières. Le constat est encore plus marqué si l'on considère l'adhésion cumulée aux trois questions, les musulmans étant environ dix fois plus nombreux que les chrétiens. Par ailleurs, on constate une érosion du fondamentalisme entre la première et la seconde génération, surtout concernant le besoin de retour aux racines. Mais, elle est très légère, indiquant un processus lent d'acculturation. On ne note guère de différence dans les niveaux de fondamentalisme selon les pays, seules l'Allemagne et la Suède sont un peu en retrait des autres.

**Les questions de sondage des trois indices utilisés**  
 (source : WZB <https://bibliothek.wzb.eu/pdf/2014/vi14-101.pdf>)

Fondamentalisme :

- "Christians [Muslims] should return to the roots of Christianity [Islam]"
- "There is only one interpretation of the Bible [the Quran] and every Christian [Muslim] must stick to that"
- "The rules of the Bible [the Quran] are more important to me than the laws of [survey country]". Answer categories were agree, disagree or don't know/refusal to answer

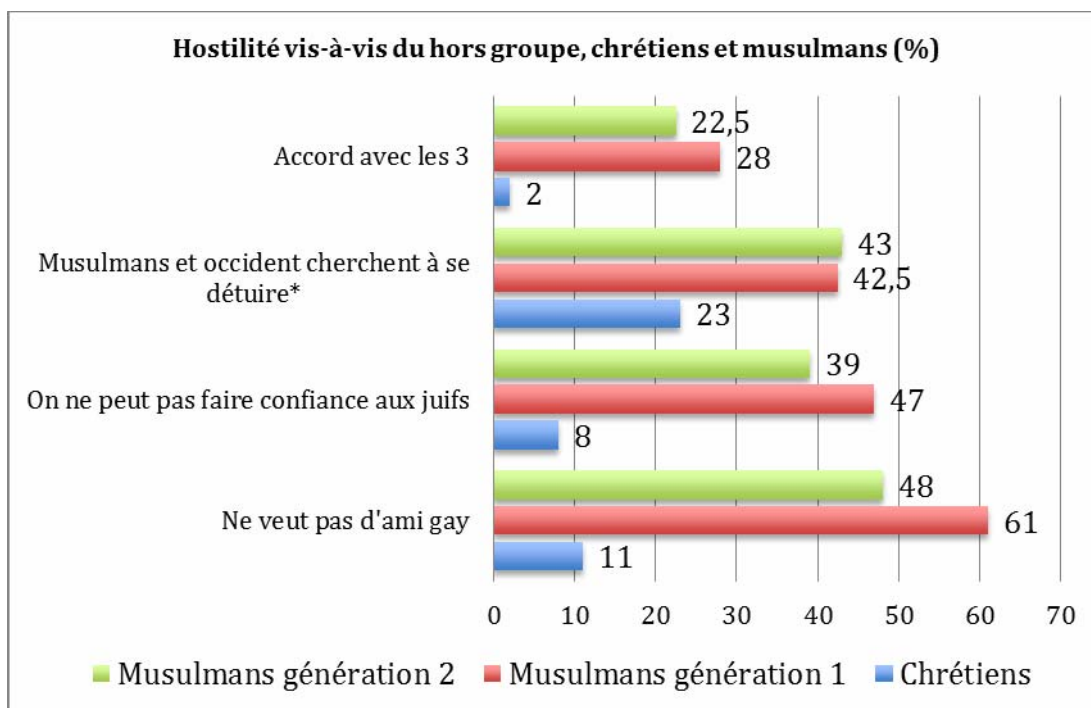
Hostilité vis-à-vis du « hors groupe » :

- "I don't want to have homosexuals as friends"
- "Jews cannot be trusted"
- "Muslims aim to destroy Western culture" [for natives] "Western countries aim to destroy Islam" [for persons of Turkish or Moroccan origin]. Answer categories were agree, disagree, and don't know/refusal

Identification religieuse :

- "To what extent do you feel Christian [Muslim]?"
- "To what extent do you feel connected to Christians [Muslims]?"
- "To what extent are you proud of being a Christian [Muslim]?"

Figure n°2. Hostilité vis-à-vis du hors groupe chez les chrétiens et les musulmans dans six pays d'Europe mesuré par 3 items (voir questions détaillées dans l'encadré), 2008.



\*La question sur la destruction est posée différemment à chaque groupe : « Les musulmans cherchent à détruire l'Occident » et « Les pays occidentaux cherchent à détruire l'Islam ».

Concernant les relations entre le groupe religieux et le « hors groupe », Ruud Koopmans et son équipe ont testé la manière dont sont perçus les homosexuels, les juifs, et l'idée d'une menace (pour les musulmans, le fait que l'occident menace l'islam, et pour les chrétiens, le fait que l'islam menace l'occident). L'addition des trois réponses forme un score d'hostilité (cf. figure n°2). D'une manière générale, les musulmans en Europe expriment bien plus souvent des préjugés, deux fois plus concernant la volonté de destruction émanant de l' « out group », et près de six fois plus concernant les juifs et les homosexuels. On note un effet générationnel, la seconde génération se montrant moins fermée à l'égard des « out groups », mais le changement est assez modeste.

L'indice d'hostilité (répondre « oui » aux 3 questions) indique que les chrétiens expriment environ dix fois moins souvent des préjugés défavorables aux groupes qui les environnent que les musulmans. Là où seuls 2% des chrétiens sont hostiles à tous les « out groups », les musulmans sont certes une minorité d'entre eux (entre 22,5 et 28%), mais une minorité qui représente un quart de cette population.

En conclusion, les musulmans et les chrétiens se distinguent sur la manière de concevoir leur intégration dans la religion. Les premiers ont bien plus souvent une interprétation fondamentaliste, là où les seconds adhèrent à l'idée d'une religion qui évolue et réinterprétée en fonction du contexte. L'appartenance religieuse se manifeste également de manière contrastée, et les musulmans mettent à distance divers autres groupes alors que les chrétiens sont plus ouverts à la différence.

#### **Méthodologie du sondage**

L'étude a été dirigée par le WZB, « Social Science Center » de l'université de Berlin.

Menée en 2008, elle inclut 6 pays (Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Autriche et Suède) sur des échantillons de personnes d'origine turque et marocaine d'une part, et un groupe de comparaison de personnes originaires des six pays. Tous les pays d'origine des musulmans européens ne sont donc pas couverts. 5.748 répondants ont participé.

Le terrain a été réalisé par téléphone, assisté par ordinateur (CATI), dans la langue nationale ou en turc ou arabe selon la préférence du répondant. Des quotas (âge, sexe, heure d'appel, génération de migration 1, 2, ou 3) ont été utilisés pour définir l'échantillon.





Fiche 15

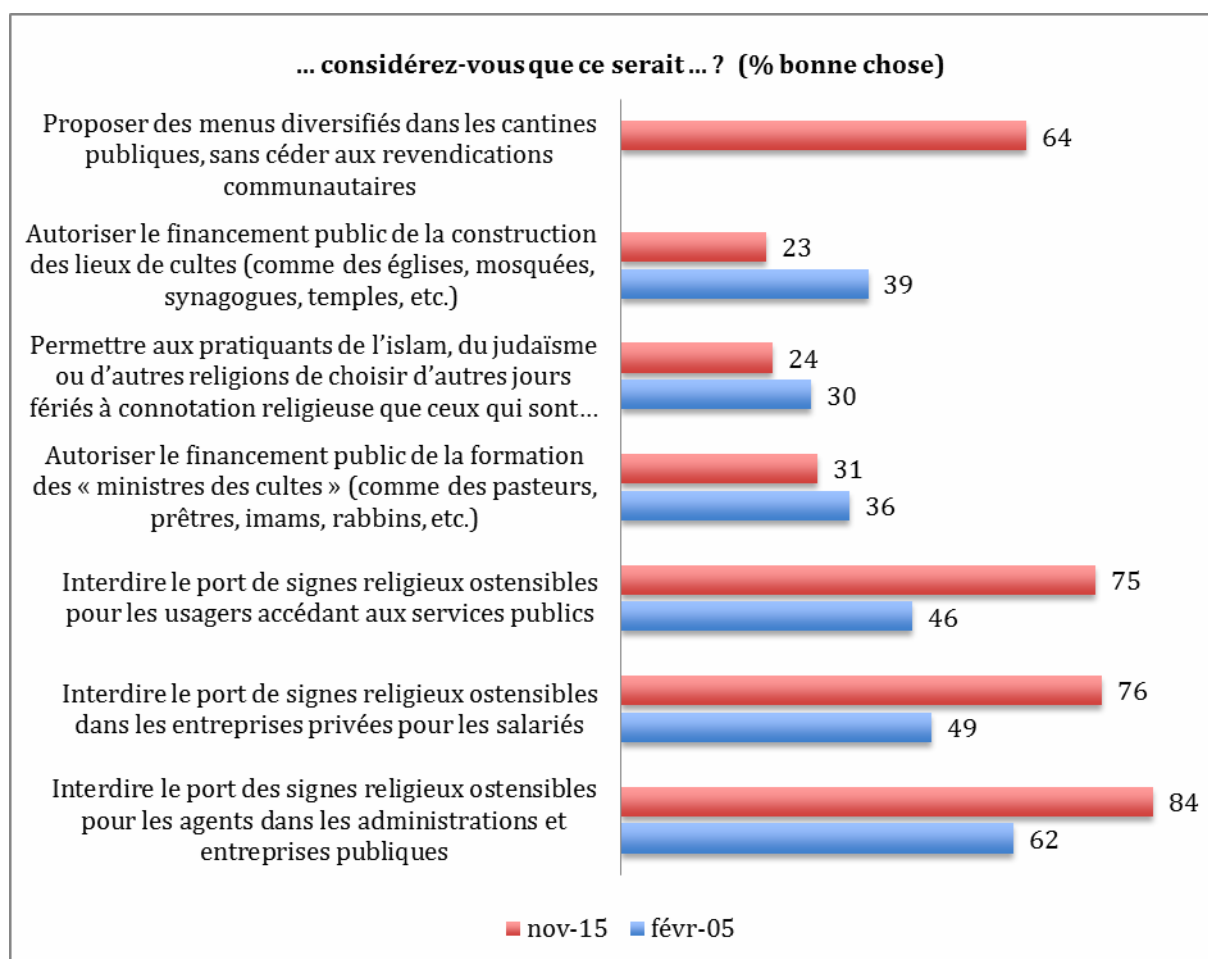
## LES SENS DE LA LAÏCITÉ ET LA PROXIMITÉ PARTISANE

La référence à la laïcité a progressé dans l'opinion, devenant aussi importante que le suffrage universel pour définir la République selon les Français (voire fiche n°6).

Cependant, la compréhension de ce qu'elle signifie n'est pas donnée par sa popularité. Plusieurs sondages ont essayé de dégager ses significations, et de les rapporter à la sensibilité politique des répondants.

Entre 2005 et 2015, l'opinion publique voit se durcir les positions par rapport à la religion (cf. figure n°1). Les partisans de l'interdiction des signes religieux au travail attirent entre 22 et 26 % de soutiens supplémentaires suivant qu'on parle des travailleurs du secteur public ou privé, les soutiens à l'interdiction pour les usagers des services publics gagnent 29%. En revanche les progrès ne sont pas absents mais bien limités concernant les éléments de reconnaissance institutionnels des cultes. La laïcité n'est pas souvent définie par le fait que toutes les religions aient leur jour férié, par le financement des « ministres des cultes » ou de la construction d'édifices religieux, et dans tous les cas moins souvent en 2015 qu'en 2005. Le recul est particulièrement net pour les constructions (moins 16 points). Le public est en revanche ouvert sur les menus de substitution pour les enfants.

Figure n°1 Évolution des opinions par rapport à la religion (2005-2015), « Parmi les propositions suivantes, pour chacune d'elles, considérez-vous qu'elle serait plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose ? », France.



On voit donc que les deux facettes de la question de la visibilité de la religion dans l'espace public, celle négative des limitations et celle positive des droits à faire, s'opposent en tendance. Voyons plus en détails comment s'organisent les opinions dans l'espace social et politique.

Le fait de citer la laïcité comme un principe essentiel de la République est peu clivé suivant le milieu socio-économique (74% des « CSP+ » le font contre 69% des « CSP- » et 71% des inactifs), mais plus nettement suivant les orientations politiques (cf. figure n°2).

Figure n°2. « Parmi les grands principes républicains suivants, lequel est selon vous le plus important ? » (total des citations), février 2015, France.

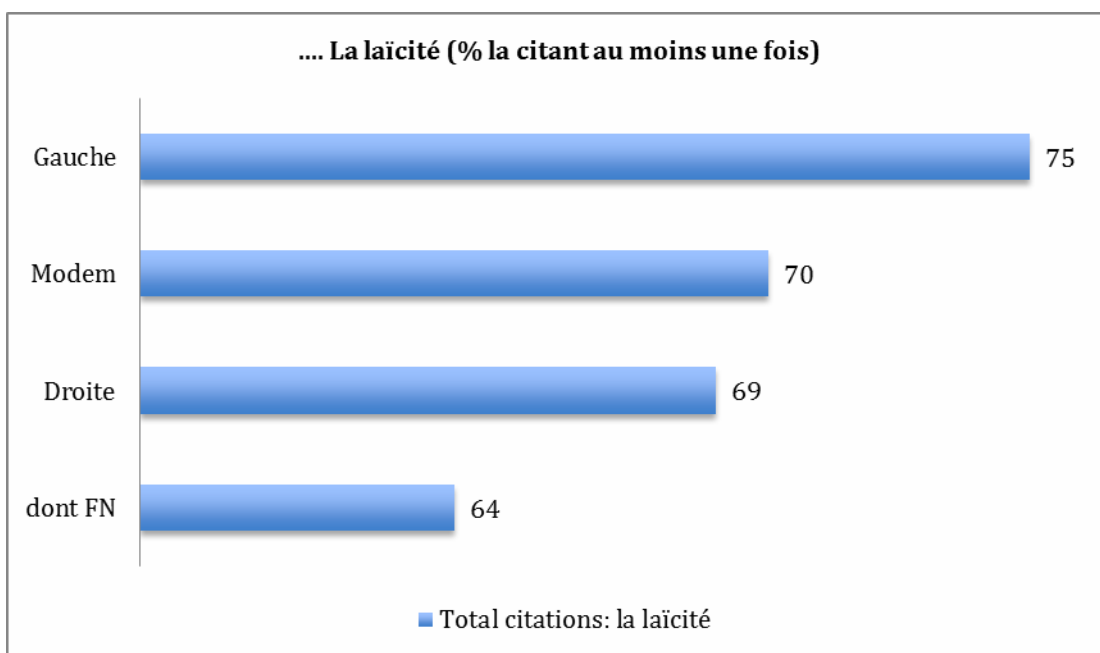
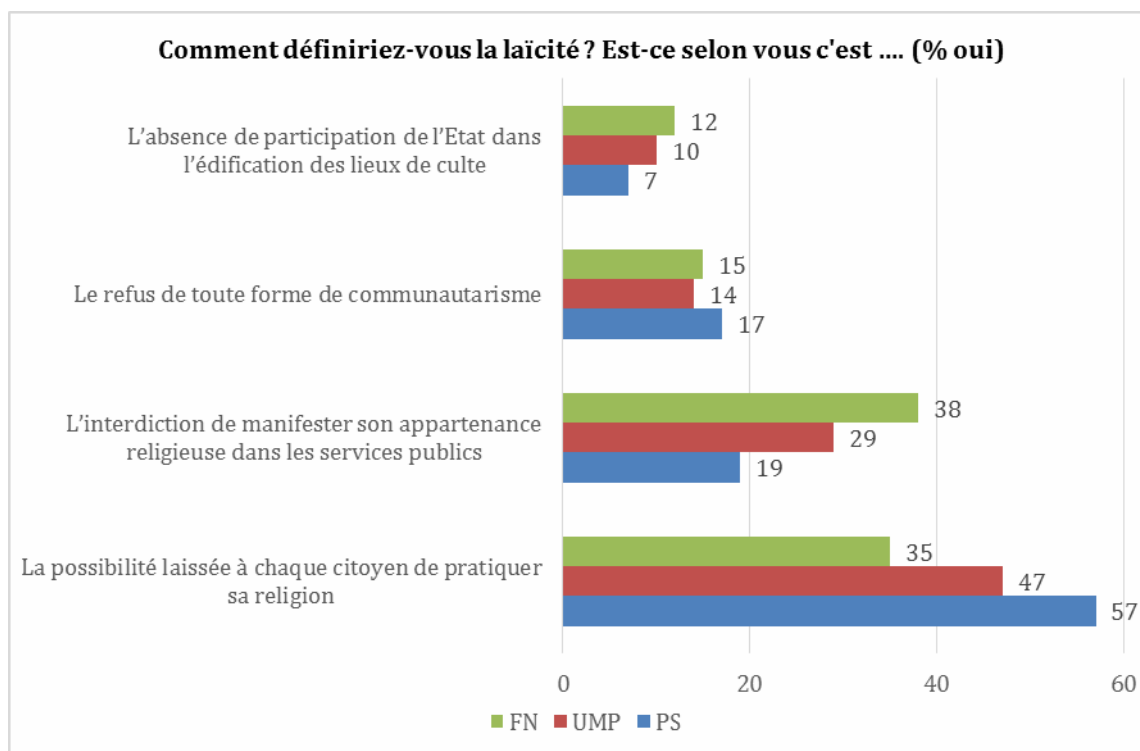


Figure n°3 « Comment définiriez-vous la laïcité ? », février 2015, France.



La figure n°2 indique que le principe de laïcité est largement partagé, mais qu'il n'est pas perçu comme d'importance égale dans tous les cercles politiques. Le Front national y est majoritairement favorable, mais moins que la moyenne de la droite classique, qui elle-même l'est moins que la gauche (75%).

De surcroît, la signification accordée au terme est variable. Si l'on regarde les interprétations possibles de la laïcité qui sont la liberté de pratique de sa religion, l'interdiction de manifester son appartenance religieuse dans les services publics, le refus du communautarisme et l'absence de l'implication de l'État dans le financement des cultes (et donc l'édification de bâtiments à cet effet), on remarque aisément une lecture politique contrastée.

La figure n°3 montre que les sympathisants de gauche sont surtout attirés par la définition de la laïcité qui donne une possibilité de vivre sa foi (57%), et moins nettement par l'interdiction de montrer des signes de religiosité. Pour la droite (UMP), la liberté culturelle arrive aussi en premier, mais s'affaïsse (47%) tandis que les restrictions sont plus marquées (29%).

Enfin, le Front national voit dans la laïcité avant tout une interdiction de montrer sa religion (38%, soit le double de la gauche), et dans une moindre mesure la liberté de culte.

## CONCLUSION

La laïcité est une notion largement partagée, mais plus à gauche qu'à droite. Et, de surcroît son interprétation diverge assez nettement suivant la sensibilité politique. Alors que la gauche y voit surtout une possibilité de liberté de culte, le Front National y pense d'abord comme un moyen d'interdire la religion dans l'espace public. La droite classique occupe une position intermédiaire. La posture restrictive gagne, de plus, de très nombreux soutiens dans l'opinion sur les dix dernières années.

### Liste et méthodologie des sondages

Les sondages mobilisés ici ont été réalisés par l'Ifop d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération pour différents organes de presse aux dates suivantes :

- Sondage Ifop, L'enquête a été menée auto-administrée en ligne du 11 au 13 novembre 2015 auprès d'un échantillon de 1 004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- Sondage Ifop, par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 15 février 2015. Échantillon de 1003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- Sondage CSA / CNAL réalisé par téléphone les 2 et 3 février 2005. Échantillon national représentatif de 970 personnes âgées de 15 ans et plus.

---

Contact :  
Jean-Loup MOLIN  
Direction de la prospective et du dialogue public  
[jlmolin@grandlyon.com](mailto:jlmolin@grandlyon.com)

MÉTROPOLE DE LYON  
20 RUE DU LAC  
CS 33569  
69505 LYON CÉDEX 03